

dirigés par M. Sekou Touré

Les dix-huit Français... en Guinée... arrivés à Paris

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F

Algerie, 1 DA; Maroc, 1,30 dir; Tunisie, 100 m.; Allemagne, 1 DM; Autriche, 2 sch.; Belgique, 10 fr.; Canada, 65 c.; Danemark, 2,75 kr.; Espagne, 22 pes.; Grande-Bretagne, 15 p.; Grèce, 15 dr.; Iran, 45 rials; Italie, 200 L.; Japon, 125 y.; Luxembourg, 10 fr.; Norvège, 2,75 kr.; Pays-Bas, 0,30 fl.; Portugal, 11 esc.; Suède, 2 kr.; Suisse, 0,30 fr.; U.S.A., 65 cts; Yougoslavie, 10 n. din.

LES NOUVELLES VOIES DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

une grande embrassade de Genève

Le monde se penche sur la coopération internationale... Genève...

L.S.S. stipule un de ses buts majeurs... coopération internationale...

Les Soviétiques ont autorisé pour le vol Apollo-Soyouz la retransmission télévisée en direct du lancement de leur vaisseau spatial

C'est ce mardi 15 juillet qu'ont lieu à sept heures et soixante minutes d'intervalle les lancements des capsules Soyouz et Apollo...

De notre envoyée spéciale

Houston. — A Cap-Kennedy, les déclarations officielles sur l'opération Apollo-Soyouz sont plutôt rares...

Deux philosophies

Historique, cette mission cosmique le sera à plus d'un titre.

Le dialogue « Nord-Sud » et la crise économique seront les points forts du « Conseil européen »

Les neuf « chefs de gouvernement » de la Communauté européenne (dont le président Giscard d'Estaing)...

Ce Conseil sera présidé par M. Moro (Italie) et précédé ce mardi et mercredi matin d'un conseil des ministres...

Pour un projet global

par PIERRE DROUIN

Est-ce parce que l'échéance des dossiers ? Est-ce parce que la vague de pessimisme avait été trop forte ?

Les deux soucis du gouvernement de Lisbonne : la tension intérieure et la guerre en Angola

A Lisbonne, le Conseil de la révolution, réuni en permanence depuis le lundi 14 juillet, examine deux dossiers prioritaires : la situation en Angola et le remanement ministériel.

« AU PORTUGAL, la crise ouverte par le retrait des ministres socialistes pour l'aggravation de la situation économique... »

Sans doute n'ont-ils pas, en confirmant leur volonté de rester dans le marché commun, répondu du même coup aux multiples et difficiles questions que pose leur situation économique et financière...

(Lire la suite page 18.)

POUR RÉDUIRE L'INFLUENCE AMÉRICAINE

Le Commissariat à l'énergie atomique dans Framatome

Un conseil interministériel restreint doit en principe trancher, à la fin de juillet, le dossier capital de la restructuration de l'industrie électro-nucléaire française...

Après des mois de contacts discrets, il apparaît que la seconde formule a les meilleures chances d'être retenue.

En décembre 1973, M. Ambroise Roux, président de la C.G.E., pouvait annoncer avec satisfaction que son groupe avait enfin reçu commande de deux réacteurs nucléaires...

PHILIPPE LABARDE

(Lire la suite page 19.)

Victoire douce-amère à Saigon

Les peuples français et vietnamiens peuvent se féliciter d'avoir obtenu la victoire de la République française à Hanoï...

I. — Thérapeutique du « fantochisme »

De notre envoyé spécial JEAN DE LA GUERIERE

Depuis la chute de la capitale, aucune liaison aérienne régulière n'a été établie, bien que l'état de l'aéroport de Saigon permette l'atterrissage d'avions spéciaux...

Libre page 2 : PRÉSENCE DE L'INDE PRÉSENCE EN INDE par Léo Hamon

UNE LOI EN PROJET

Une architecture « libérale avancée »

Un conseil interministériel restreint, réuni ce mardi 15 juillet, examine les grandes orientations du nouveau projet de loi sur l'architecture.

A l'étude depuis de nombreuses années, le projet de loi sur l'architecture a été repoussé d'une session parlementaire à l'autre...

AU JOUR LE JOUR

Marchons ! Marchons !

Notre hymne national a toujours hérité entre les colères du sang impur et les roulements de tambour sacré.

ROBERT ESCARPIT



symbolique que la grande aide « panaméricaine » avec le rendez-vous spatio-américain...

ASIE

Thaïlande

Bangkok paraît désireux de resserrer ses liens avec Paris

De notre correspondant

Bangkok. — Au moment où leurs relations avec les États-Unis se tendent à nouveau, les Thaïlandais semblent vouloir renforcer leurs liens avec la France. Sans doute pensent-ils qu'une ouverture vers l'Europe leur donnerait une plus grande liberté de manœuvre. Le prince Kukrit Pramoj, premier ministre, a assisté, le 14 juillet, à la réception donnée à l'ambassade de France. Samedi, d'autre part, au cours de la première émission radiophonique en direct entre Bangkok et Paris — la *« Journée contemporaine de France-Culture »* — la princesse Kalayane Wattana, sœur du roi et le porte-parole des affaires étrangères, avaient parlé avec chaleur de la nécessité de développer sur tous les plans les relations franco-thaïlandaises. La diplomatie thaïlandaise considère comme un grand succès une visite à Paris du prince Kukrit.

Cette ouverture intervient après que le ministre des affaires étrangères ait annoncé Washington d'avoir directement négocié avec les militaires l'installation dans le nord du royaume de dizaines de milliers de réfugiés venus du Laos.

Il seraient actuellement trente-quatre mille et six mille autres seraient sur le point d'arriver. Ces réfugiés, qui se sont battus dans l'armée américaine financée par la C.I.A., sont arrivés en Thaïlande par avions américains et ont transféré par la base américaine d'Udon et la base des services spéciaux thaïlandaise de Nam-Phon. Les États-Unis auraient débrogé cent cinquante millions de dollars pour aider les militaires siamois à réinstaller ces réfugiés dans les provinces de Nam, qui jouxte le Laos. Ils auraient pour mission d'empêcher des incursions communistes, comme celles des unités du Khroumouang stationnées depuis de longues années dans la région. L'attrait financier de

l'opération — les Américains donneraient environ un dollar par réfugié et leur — explique l'intérêt des militaires qui, selon les affaires étrangères, « se disputent pour savoir qui sera chargé de la répartition des fonds américains ».

Les Américains continuent donc de se mêler des affaires de la région. Certains responsables du ministère des affaires étrangères — qui semblent avoir pris une position en flèche et ne lâchent pas leurs mots, — nous ont dit qu'ils font partie des troubles aux frontières avec le Laos et le Cambodge pour empêcher les relations entre la Thaïlande et ces pays. Des militaires thaïlandais aveuglés par l'anticommunisme ou habitués à obéir à Washington plus qu'à leur propre gouvernement pourraient se laisser entraîner dans des aventures auxquelles Bangkok est de plus en plus opposé. D'autant qu'à la crête des Américains s'ajoute désormais celle des Soviétiques : leur proposition de cesse du feu et de sécurité collective en Asie n'est pas accueillie ici avec enthousiasme.

PATRICE DE BEER.

Cambodge

PLUSIEURS CENTAINES DE REFUGIÉS CAMBODGIENS sont arrivés récemment en Thaïlande, après avoir été gardés dans des camps dans un village situé à cinquante kilomètres de la frontière, a annoncé dimanche 13 juillet le Bangkok Post. Selon des administrateurs du district frontalier d'Aranyaprathet, ces réfugiés ont été libérés de massacres de services infligés aux bonzes. Ils affirment que plus d'une centaine de villageois qui tentaient de gagner la Thaïlande ont été tués dans une embuscade. — (Reuter, A.F.P.)

Présence de l'Inde, présence en Inde

par LEO HAMON

La proclamation de l'état d'urgence par Mme Indira Gandhi et les nombreuses restrictions auxquelles il a été procédé ont brisé les feux de l'actualité sur l'Inde et ses problèmes. Mais, ni l'immensité humaine du subcontinent, ni la complexité de ses réalités, ni l'importance de son évolution pour l'avenir du monde, ne laissent de ces derniers jours et il faut, justement, les avoir présentes à l'esprit pour tenter d'apprécier ce qui vient de se produire.

Simultanément, en Inde, splendeurs, misères, performances et problèmes assaillent le voyageur. Beautés de l'architecture mogole, du Taj Mahal à Delhi, l'art des pays musulmans aura peut-être connu ses accomplissements les plus parfaits sous des cieux et dans des milieux qui n'étaient pas exclusivement ceux de l'islam. Par leur splendeur, même à Kadjura, Ajanta ou Ellora, les splendeurs de l'art indien renouvelent l'impression qu'éprouve aussi à Borobudur comme à Angkor : non pas de contempler une variante supplémentaire de la civilisation qui s'étend de Rome à Leningrad en passant par Chartres et Cologne, mais de découvrir un autre grand fleuve de l'évolution humaine de Calcutta surpeuplée, où les trois quarts des habitants sont des tribus de villageois, tandis que la finesse de la culture bengalaise se conjugue avec la stagnation économique aux conséquences dramatiques devant l'efflux continu de la population; misères aussi et sous-emploi chez les ruraux — atermoiement des sols infertiles et des campagnes surpeuplées.

Performances de ces universitaires chez qui la culture rivalise avec la culture de poche, le bon sens traditionnelle, religieuse, avant que d'être politique, et illustrée par une disposition pacifique de plusieurs religions, ramenant au temps où en Europe protestants et catholiques s'entredégoisaient encore. Performances aussi de ces installations nucléaires qui dans la baie de Bombay font face à l'île d'Elephanta où le tourisme va vénérer les sculptures géantes vieilles de dix siècles; qualité de ces unités modernes technologiquement et économiquement efficaces, dont les installations sociales souffrent fort bien de la comparaison avec leur homologues européennes.

Il est de mode d'opposer l'essor chinois à l'impasse indienne. Mais peut-on comparer avec équité un pays ouvert dans lequel le voyageur peut tout découvrir et un autre qui rigoureusement les réalités sociales et économiques de l'Inde sont assurément immenses; le produit national brut aura été, depuis l'indépendance, en moyenne de 2,5 à 3% par an. Il n'est donc pas loin d'avoir doublé, en moins de trente ans. Mais la population, elle, s'accroît d'un million d'habitants par mois. En dépit des crédits appréciables dont il dispose, le planning rigoureux de comptes en profits et pertes des croissances. Ce qui est gagné en réduction des naissances est, jusqu'à présent, compensé par la réduction des décès qu'ont amenés le progrès de l'hygiène; la population, elle, aura bientôt augmenté de plus de moitié depuis l'indépendance. En sorte que la croissance démographique, absorbée au moins des deux tiers de la croissance économique.

Six cent millions d'hommes ne font-ils donc que rouler inlassablement sur un immense rocher de Sisyphe? Les réalités, l'uniformité des moyennes, le coût de tant de croissances notables, tantôt des stagnations, voire des reculs, en sorte que l'apparent pléthore global masque les évolutions très diverses. On voit bien les carences capitales; le progrès très lent dans la distribution des terres laissant subsister de grands domaines désertés, par partie, incultes — une corruption qui

vient au médiocre fonctionnement des administrations — et aux inégalités sociales si voyantes. Mais il faut aussi relever les industrialisations de très bonne qualité, des progrès indéniables en matière d'équipement collectif (plus d'un demi million des villages au total ont été électrifiés), la création de nombreuses universités, un réseau d'écoles qui, même rurales, existent désormais dans chaque village, la formation d'une classe moyenne, la maîtrise des techniques les plus modernes qui a permis à l'Inde de faire exploser la bombe atomique. Dans la vase des routines immémoriales, la modernité enfonce ses pilotes.

Sans doute, devant tant de mérites, comment ne pas souhaiter une mobilisation générale de la main-d'œuvre autour de quelques grands desseins rendus sensibles à tous, rompant les inerties et tendant les énergies? De telles mobilisations ne vont pas cependant sans fanatismes — des fanatismes de très hautes valeurs de la révolution russe et seraient accrues ici par la dimension même du pays, trois à quatre fois plus peuplé que ne l'était la Russie en 1917.

Congrès et opposition

Aujourd'hui le mouvement protestataire de Jayaprakash Narayan (J.P.N.) a appelé les citoyens aussi bien que les partis à constituer contre la corruption un front de lutte opposé au parti du Congrès. Il a trouvé dans l'opposition un écho certain. Mme Gandhi et le parti du Congrès ont ainsi fait face à l'une des plus grandes vagues d'opposition dans la brève histoire de la République indienne.

Un parti du Congrès, né de la lutte pour la libération nationale et réunissant, comme tel, des courants et des recrutements divers, Mme Gandhi a su, quant à elle, faire prendre

en 1965 un tournant à gauche correspondant à l'évolution profonde mentalité. Elle n'a pas reculé devant la solution de la droite et a pu le débat devant le peuple lui-même lors des élections qu'elle a gagnées. La République dans laquelle l'indépendance du juge lui permet de consacrer un premier ministre pour être donnée en exemple à quelques démocrates plus anciens, tant qu'on s'interroge sur le nombre ministres en exercice en Europe de l'élection aurait risqué d'être inlidée par application de la justice, donc du magistrat indien. Tout est aujourd'hui remis en question part et d'autre.

Les conditions sociales et culturelles du plus peuplé des États tiers-monde entraînent-elles l'apathie des lois démocratiques dans une période de grande croissance? À l'évidence, l'image de marque de démocratie indienne a subi l'épreuve de la victoire et l'Inde elle-même retrouvera-t-elle son orgueil, la démocratie?

De vœux, quant à moi, croire en chance de l'Inde démocratique et la fille de Nehru. Si le parti du Congrès est socialement hétérogène, et si les possesseurs ininterrompus du pouvoir ne lui ont pas épargné richesses, routines, timidités, habitude en partie l'opposition rassemble les éléments les plus contradictoires — socialistes orthodoxes algiers par l'échec, ghandistes marxistes, démocrates sincères, conservateurs ralliés à l'ancien régime — sorte de cartel de notables. L'histoire favorablement, dont les contradictions, en cas de succès, exposeront fort l'Union indienne à l'anarchie et à la dislocation, pour l'avantage moral l'autre étant assaillie, le Congrès, qui contribue sans doute à expliquer le soutien de fait donné au premier ministre par les communistes soviétiques.

En tout cas, la victoire même de Mme Gandhi paraît à raison d'être — à son retour à une sorte d'article 19, aggravé par tout ce qui n'est pas un abaissement au plus haut du rétablissement d'une situation constitutionnelle normale et à une accélération des mesures de démocratie sociale, sans lesquelles l'Inde ne serait plus qu'un régime autoritaire de plus dans le tiers-monde.

Une Inde en expansion économique sensible — et trouvant dans son plein développement un surcroît de puissance — modifierait le diversifiant l'équilibre de l'Asie, sans la montée des forces en présence seraient selement les dominations soviétique chinoise, — sans autre solution redoublée, pour ceux qui voudraient refuser l'une et l'autre, que la solution États-Unis. Il pourrait être réservé à l'Inde, en ajoutant à son rôle de puissance, avec un message moral et politique original, de rendre l'équilibre général plus équilibré et de créer pour les continents d'Asie orientale et le reste du Sud-Est asiatique une chance supplémentaire d'émancipation.

Présence de la France

L'anglais est, pour l'Inde, le plus international de la communication. C'est et même la langue de travail — médiateur de la diversité linguistique de l'Asie, sans la montée des forces en présence seraient selement les dominations soviétique chinoise, — sans autre solution redoublée, pour ceux qui voudraient refuser l'une et l'autre, que la solution États-Unis. Il pourrait être réservé à l'Inde, en ajoutant à son rôle de puissance, avec un message moral et politique original, de rendre l'équilibre général plus équilibré et de créer pour les continents d'Asie orientale et le reste du Sud-Est asiatique une chance supplémentaire d'émancipation.

Nous ne pouvons ignorer l'Inde et ne pas développer davantage nos coopérations se justifiant ce comportement par le pessimisme sur son prochain avenir. D'une manière ou d'une autre, cependant, elle sera censée une grande puissance. Ne serait-ce pas par conséquent pas d'avoir laissé passer le temps où le lien franco-Indien peut au moins se renforcer. Il ne s'agit plus au jour d'hui de collaboration mais de coopération et simplement de présence culturelle, économique et humaine.

Vietnam du Sud

Victoire douce-amère à Saigon

(Suite de la première page.)

Et le « fantochisme » — c'est-à-dire les modes de raisonnement, les habitudes de vie héritées de l'ancien régime et des Américains — est, aux yeux des révolutionnaires, une maladie qui demande un traitement approprié, dispensé pendant les séances de « rééducation ». Une série de dessins parue dans Saigon libéré, seul quotidien en vente aux journaux du Nord, illustre parfaitement. Un premier dessin représente un « fantoche » qui tend vainement la main à un cadre révolutionnaire. « Excusez-moi, dit celui-ci, le peuple et la révolution ne me permettent pas encore de vous fréquenter. Essayez d'abord de vous faire rééduquer. » Le « fantoche » suit ce conseil et un troisième dessin montre les deux hommes en train de se serrer la main après la « cure ».

En mal, les militaires, les fonctionnaires et les militants des partis politiques de l'ancien régime avaient dû se faire enregistrer. En juin, ils ont été appelés à se présenter pour des séances de « rééducation » d'une durée variable selon leur rang hiérarchique. Les officiers supérieurs, en activité ou en retraite, les hauts fonctionnaires et les hommes politiques députés sénateurs, ministres — suivent un stage d'un mois. En partant, ils ont dû se munir d'une couverture, d'un chandail, d'un imperméable, d'une natte, d'une mousseline, ainsi que de papier et de crayons pour prendre des notes. Certains hommes politiques — tel le général Minh —

ont bénéficié d'une dispense. Des ministres ne sont pas astreints à certains travaux en raison de leur état de santé. Les officiers semblent moins favorablement traités. L'endroit où ils se trouvent n'a pas été révélé à leur famille. Ils ont été amenés hors de Saigon dans des camions. En province, où la « rééducation » a commencé peu après

Trois jours de « cours »

Pour les petits fonctionnaires et les soldats ou sous-officiers, la rééducation se fait sous la forme de « cours » d'une durée de trois jours. « Nous étions réunis dans l'ampithéâtre de l'Institut agricole, nous a dit un sergent. Le premier jour a été consacré à un exposé de base. Un commissaire politique nous a expliqué que nous étions tous coupables parce que « les M. 16 (fusils américains) ne tiennent pas tout seuls ». Les deuxième et troisième jours ont été consacrés à un exposé de base. Un commissaire politique nous a expliqué que nous étions tous coupables parce que « les M. 16 (fusils américains) ne tiennent pas tout seuls ». Les deuxième et troisième jours ont été consacrés à un exposé de base. Un commissaire politique nous a expliqué que nous étions tous coupables parce que « les M. 16 (fusils américains) ne tiennent pas tout seuls ».

Le général Tran Van Thu, président du Comité militaire d'administration de Saigon, a expliqué le sens de ces mesures dans un communiqué diffusé par la Fandien régime. Il était publié à Paris, en vietnamien, par le Père Nguyen Dinh-Thi qui se trouve à Saigon où il relaie sa publication. Le Père Thi estime que la révolution vietnamienne n'est pas incompatible avec la doctrine chrétienne, et il veut faciliter l'intégration des catholiques dans la communauté nationale.

[Auteur à Paris depuis de nombreuses années et directeur du service de la nation, le Père Thi n'a cessé d'être en contact avec les religieux et les laïcs qui, au Sud, luttent contre le régime Thieu et la politique américaine. Il a été l'un des organisateurs de plusieurs rencontres internationales (Québec, Turin) de chrétiens solidaires des peuples d'Indochine. Plus récemment, il a beaucoup contribué au succès de l'opération « S.O.S. Fraternalité Vietnam », destinée à envoyer une aide d'urgence à la population du Sud.]

l'arrivée des révolutionnaires, la durée du programme n'est pas fixée à l'avance. Fin juin, on était sans nouvelles des officiers enrégimentés à Hué et en nombre il y a deux mois dans des camps situés près de la frontière laotienne. Dans d'autres régions, on avait demandé des « volontaires » pour des travaux publics à la fin de la période de « rééducation ».

« Officiers, soldats, agents de police, fonctionnaires de l'administration... »

« Officiers, soldats, agents de police, fonctionnaires de l'administration... » ont été les premiers à être enrégimentés. Les officiers enrégimentés à Hué et en nombre il y a deux mois dans des camps situés près de la frontière laotienne. Dans d'autres régions, on avait demandé des « volontaires » pour des travaux publics à la fin de la période de « rééducation ».

« Tu mérites la prison à cause de tes crimes », poursuit l'épouse. Heureusement, les révolutionnaires ne font que le rééduquer. « Je t'aurais bien dit de ne pas devenir un laquais de l'impérialisme, conduis le patriarche. Tu n'as pas voulu m'écouter. Tant pis pour toi. Aujourd'hui tâche de te faire rééduquer. » Dans l'esprit de ceux qui l'organisent, la « rééducation » n'est pas une sanction. En 1954, les cadres du Nord ont eux-mêmes subi une « formation corrective » pour préparer la réforme agraire. Mais la méthode choisie est-elle la meilleure? Les « cours » varient beaucoup en fonction des « professeurs ». Certains « élèves » se sont félicités de l'ambiance débonnaire qui régnait dans leur « classe ». Mais, ailleurs, beaucoup ont subi un simple soldat, dont le seul tour est de n'avoir pas rejoint le musée, à rédiger une « dissertation sur ses crimes de guerre ».

Jusqu'à présent, la « rééducation » obligatoire a été la seule mesure décidée officiellement à l'égard des collaborateurs, contractants ou non, de l'ancien régime. Au terme d'une guerre implacable, les autorités ont ordonné ni arrestations, ni exécutions. Elles ont laissé toutefois procéder à « d'assez nombreux règlements de comptes en province ». En l'absence de gouvernement véritablement en place, le pouvoir appartient aux comités militaires ou populaires installés dans chaque région. La politique mise en œuvre à l'échelon local vaut ce que valent les hommes et il y a de grandes différences d'une localité à l'autre.

Il est interdit aux journalistes qui ne sont pas les invités du nouveau régime de sortir de Saigon. Mais des voyageurs dignes de foi ont signalé des cas précis d'exécutions sommaires, comme celles, lors de toute « libération », d'une localité à l'autre. Il est interdit aux journalistes qui ne sont pas les invités du nouveau régime de sortir de Saigon. Mais des voyageurs dignes de foi ont signalé des cas précis d'exécutions sommaires, comme celles, lors de toute « libération », d'une localité à l'autre.

Il serait tout à fait excessif de parler de terreur mais la population — qui, dans sa majorité, a vécu la guerre de façon passive — s'inquiète des méthodes inquisiteuses de la nouvelle administration. Quant à ce qui se passe dans les ambassades ou des établissements publics étrangers, on dit remplir un questionnaire qui leur demandait entre autres choses « le nom de leurs meilleurs amis et des personnes qui ont de l'influence sur eux ». Tous les Saigonnais ont été recensés list par list. Maintenant, s'ils veulent changer d'adresse, ils doivent demander l'autorisation du comité du quartier où ils résident et de celui où ils désirent s'installer. Il leur faut être accompagnés de deux témoins, connus pour responsables de toute fausse déclaration.

Les femmes circulent librement, mais, depuis juin, dans certaines régions, aucun homme ne peut se déplacer sans autorisation préalable. La mobilisation est permanente. Des instructions ont été diffusées au sujet de la façon « correcte » d'adhérer le drapeau du G.R.P. et d'honorer la République démocratique du Vietnam (qui, dit-on, n'est pas maintenant dans les régions proches du 17° parallèle). Le portrait de « l'oncle Ho » est partout, dans les salons des anciens hommes politiques et dans le parloir des communautés religieuses.

Au début de mai, des « cours de formation » avaient été orga-

nisés pour permettre aux étudiants et lycéens de « comprendre les problèmes fondamentaux de la révolution ». On est vite passé des cours aux travaux pratiques. Les étudiants en lettres, en droit et en sciences humaines sont fort inquiétés pour leur avenir depuis que les autorités ont annoncé que l'enseignement de ces disciplines devra être totalement repensé. En attendant, ils participent « en bataillons » au nettoyage de la ville. Ou bien, sous la conduite d'un cadre révolutionnaire, ils vont « expliquer » la politique du nouveau régime dans les quartiers populaires, où deux réunions ont été faites récemment par des militants. La pratique des « confessions publiques » a été aussi répandue dans les lycées.

La prise en compte commence tôt. Dans les écoles, les élèves participent aux activités « récréatives » de quartier à des heures de loisir. Les « groupes de jeunes » ont été créés et sont ouverts aux garçons et aux filles âgés de dix à quinze ans, indique le journal de Saigon.

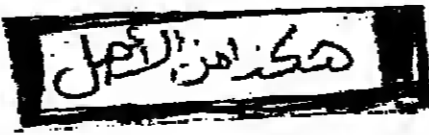
Chaque jour, ce quotidien relate les travaux de quelques congrès des professions libérales ou des « artistes libérés ». Le 14 juin, l'« Association des législateurs patriotes », qui comprend des professeurs de droit, des avocats et des juges, a tenu une session au cours de laquelle un orateur a déclaré : « Le droit est lié à la politique. C'est un instrument de lutte, un moyen d'atteindre les objectifs de la révolution. » Plus tard, cinq cents romanciers, essayistes et poètes se sont réunis pour « étudier le rôle des écrivains combattants ». « Ils ont tenu à exprimer leur reconnaissance à l'oncle Ho et au parti des travailleurs du Vietnam, qui ont su guider le peuple vers la victoire ».

Quand ils s'expriment en privé, sans souci du rituel révolutionnaire, certains auteurs de ces motions ne manquent pas de hauteur de vue. D'autres, ralliés de la dernière heure, pensent que leur rôle sera une carrière peu brillante jusqu'au bout. La majorité, qui n'a pas le choix, obéit aux consignes du jour et donne simplement l'impression de s'adapter à un nouvel épisode de l'histoire tourmentée du Vietnam. Ce qui est poignant dans ce spectacle, c'est que, en fait d'épisodes, on est sans doute entré dans l'éternité communiste.

JEAN DE LA GUERIVIERE

Prochain article :

CASSER LA MACHINE



EUROPE

L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION AU PORTUGAL

A RIO-MAIOR

« C'est la faute aux communistes »

De notre envoyé spécial

Rio-Maior. — « Votre journal communiste ? » Une réponse négative et le silence devint tout à coup explosif. Quel que réserve Rio-Maior dans le nord du pays — ses visiteurs le lundi 14 juillet — rien de rassurant. Questions, ton inquisiteur, regard et méditant l'atmosphère tendue. Les gens tout en est dans la rue. Le son lointain de journaux déchirés pleurnichés : le camionnette qui apportait de Lisbonne a été essuyé dès son arrivée la foule mécontente du geste rendu qui fait les incidents survenus la veille à la localité.

Enfin, en effet, Rio-Maior connu des heures chaudes : le défilé et le cortège en plein le siège du parti communiste du Front socialiste populaire, « schémas des militants à travers les rues. On a, en un mot, « défilé le village », et aucun bruit qui se pressent maintenant autour de nous ne semble justifier cette « jacquerie » un peu particulière. Tout indique, au mieux, que la situation est à recommencer « au parti communiste qui se prépare ».

Les origines de cet « assésiment » restent confuses. Tout parti d'une réunion de paysans qui devait avoir lieu, samedi après-midi, dans une salle de village. La Ligue des paysans et agriculteurs du village avait, en effet, convoqué et discrètement une assemblée à Rio-Maior, où elle espérait voir « s'implanter ». Mais le soir c'est les communistes, et non les paysans, qui ont tenu la réunion. « Les paysans de la région sont, en effet, déjà groupés dans une association de producteurs agricoles qui se réunissent régulièrement et après la place de grande de travaux structure l'ancien régime, dit-on après le 25 avril.

Quand, dans la matinée, ils apprennent que « ceux d'Alto» (bourg voisin où la situation est très forte) ont décidé de se réunir à Rio-Maior, le ton se tend. Le rumeur se répand que les communistes veulent occuper le siège de l'ancien régime. D'autres assurent qu'ils vont prendre la direction des organisations paysannes. C'est jour de

SELON LES OFFICIERS DU CONSEIL DE LA RÉVOLUTION

Le projet de « pouvoir populaire » ne serait pas réalisé avant dix ans

L'aggravation subite de la situation en Angola, qui fait les titres de la presse portugaise, n'a pas entièrement éclipsé la crise politique ouverte la semaine dernière par la rupture entre le parti socialiste et le Mouvement des forces armées.

Le général Vasco Gonçalves, premier ministre, a repris ce mercredi ses consultations en vue de choisir les personnalités qui remplaceront les ministres démissionnaires. Le Conseil de la révolution se réunit de son côté pour préparer ses réponses aux exigences qui lui ont été présentées par le parti populaire démocratique (P.P.D.). Ces réponses ont été promises pour dépend la mission du P.P.D. au gouvernement.

Le Parti populaire démocratique demande des garanties en ce qui concerne la presse, la presse et la tenue d'élections municipales ainsi que des assurances concernant le rétablissement de l'autorité des tribunaux judiciaires et la solution de la crise économique.

Le P.P.D. a également demandé que le Conseil de la révolution prenne publiquement position sur les critiques formulées par le parti à propos du projet de « pouvoir populaire » du M.P.A. et qui touchent le respect des règles démocratiques constitutionnelles.

À ce sujet, les observateurs ont suivi avec intérêt le débat télévisé qui a réuni dimanche soir quatre des cinq membres de la commission politique du Conseil de la révolution. Les quatre officiers (le vice-amiral Vitor Crespo et les capitaines Vasco Lourenço, Graça Cunha, et Sousa Castro) se sont attachés à clarifier le projet de « pouvoir populaire ». Ils ont représenté les formes d'organisations populaires les plus avancées comme des objectifs à court terme, alors que leur réalisation n'est pas prévue avant dix ou vingt ans.

Ils ont tous les quatre insisté sur le caractère de « document guide » du projet approuvé par l'assemblée générale du M.P.A. Le vice-amiral Vitor Crespo a notamment déclaré que le M.P.A. n'entendait « imposer un type de socialisme portugais », à qui s'il dit, « il appartient de penser leur révolution ».

La presse accorde d'autre part une large place à ce qu'elle considère comme une « campagne réactionnaire » lancée parallèlement à la crise politique, dont elle impute la responsabilité aux socialistes. La manifestation organisée dimanche à Aveiro, à l'occasion du retour de Rome de l'évêque de la ville, est assimilée

été seuil

1 Romans français

RENE-VICTOR PILHES
L'IMPRECATEUR
Un roman drôle et grave aussi : une intrigue policière, des personnages fermement campés, et, une fois relâché, quelques vraies questions sur le monde où nous vivons.
286 pages 30 F

MARIANNE VIVIEZ
UNE FAMILLE COMME UNE AUTRE
Prix d'Honneur
192 pages 25 F

JEAN CAYROL
HISTOIRE DE LA FORET
"C'est la vie même, un très beau livre"
A. BLONDIN - FRANCE-SOIR
240 pages 30 F

LUO ESTANG
IL ÉTAIT UN PETIT HOMME
Tome 1
BOISLEVANT Tome 2
"Un roman avec des rebondissements, des intrigues, des cheuvelés ; bref un roman-roman"
HENRI BONNIER
LA DÉPÊCHE DU MIDI
100 pages 25 F

ÉDOUARD GLISSANT
MALEMORT
A travers trois personnages, voici le petit peuple anéanti. Une dénonciation de cette "colonisation réussie" d'un peuple déraciné sur son propre sol.
240 pages 29 F

JEAN BANY
AUTEUL PREMIÈRE
La mise à nu d'une passion, un monologue torride qui laisse affleurer la subtilité et l'interne dialectique qui lie le joueur au jeu.
160 pages 22 F

DEMAIN : Romans français (suite)
Nouvelles, théâtre, poésie
SEUIL 27, RUE JACOB PARIS 6^e / CATALOGUE SUR DEMANDE

Italie

AVANT LE CONSEIL NATIONAL DE LA DÉMOCRATIE CHRÉTIENNE

position de M. Fanfani paraît menacée

De notre correspondant

programme de gouvernement. Le candidat a développé en particulier la nécessité d'un rapprochement avec les socialistes. Ceux-ci deviendraient les partenaires privilégiés de la D.C. comme ils l'avaient eux-mêmes souhaité avant les élections. D. Piccoli plaide, d'autre part, pour une « confrontation » avec le parti communiste.

En principe, M. Piccoli aurait toutes les chances de déborder M. Fanfani. Il appartient, en effet, au groupe le plus important de la démocratie chrétienne, les Dovesi (soixante-trois conseillers nationaux sur cent soixante-dix-neuf) ; il s'est assuré le soutien de deux courants de gauche, Base et Forze Nuove (trente et un conseillers) et même l'appui, plus discret, des amis de MM. Andreotti et Colombo (vingt-sept). M. Piccoli ne devrait avoir contre lui que M. Aldo Moro et ses amis et, bien entendu, les « fanfanistes ». Mais cela reste théorique.

On n'est toujours pas fixé, en particulier, sur les intentions exactes d'un autre « dorothéen », M. Antonio Bisaglia, ministre du budget, qui s'agit beaucoup depuis quelque temps. Outre les querelles de personnes, une question de fond se pose : la démocratie chrétienne peut-elle établir un « axe préférentiel » avec les socialistes, après s'être déplaçés un peu plus vers la droite aux élections ?

Jusqu'au 19 juillet, M. Fanfani mettra toute son énergie et toute son habileté à accentuer de telles divisions. C'est sa seule chance de conserver le secrétariat, ou, faute de mieux, de s'en dissocier au profit d'un de ses proches. Le nom le plus souvent cité à ce propos est celui de M. Arnaldo Forlani, ministre de la défense, qui occupe d'ailleurs le poste précédemment.

Reste à savoir si les militants de base, qui commencent à s'impatienter — un mois est passé déjà depuis la défaite électorale, — se contenteraient de change-

ments aussi minces. On prête à un dirigeant de la D.C. de Trieste la boutade suivante : « Si nous continuons à jouer aux quatre coins, nous finirons à la place de Fanfani, Piccoli à la place de Moro, Colombo à la place de Piccoli, Andreotti à la place de Colombo, nous finirons par trouver le P.C.I. à la place de la D.C. »

L'incapacité de la démocratie chrétienne à tirer la leçon de sa défaite peut en effet paraître étonnante. On ne sait pas bien si c'est l'énigme qui manque aux dirigeants du parti ou la volonté de changement elle-même. Sans doute connaissent-ils trop bien les trois obstacles qui s'opposent à un nouveau départ : l'absence de doctrine de la D.C. qui n'a plus de chrétien que le nom et dont l'interclassisme a l'âme à représenter, tout à la fois, des intérêts de la gauche, du centre et de la droite ; les mauvaises habitudes — laisser aller, copinage ou corruption — prises par de nombreux démocrates-chrétiens dans les centres de pouvoir, locaux ou nationaux, qu'ils colonisent depuis une trentaine d'années ; enfin, leur propre présence. eux, les inamovibles — malgré certains mérites et même parfois de grandes qualités — ont fait le vide derrière eux, déconcertant les plus jeunes.

On devrait néanmoins se garder de conclusions trop hâtives. L'émergence d'un mouvement aussi dynamique que Communione et Libertazione, qui, avec une équipe démocrate chrétienne, a fait élire, le 15 juin, quatre-vingts de ses membres en Lombardie et vingt et un en Emilie romagne, est suivie avec intérêt. Cette organisation ambiguë — plutôt traditionnelle en matière religieuse, plutôt gauchiste sur le plan politique — a été officiellement reçue par le parti, il y a quelques semaines. C'était pour elle une consécration. Sa détermination prouve que le rêve d'un « dialogue » renouvelé n'est pas mort en Italie.

Hongrie

LE GOUVERNEMENT DE M. LAZAR SUBIT QUELQUES MODIFICATIONS

Vienna. — Le Parlement hongrois, issu des élections du 15 juin dernier, a confirmé M. Paul Losonczi dans ses fonctions de chef de l'Etat, et réélu M. Antal Arvo comme président du Parlement.

Le gouvernement, présidé par M. György Lazar (depuis la démission, le 15 mai dernier, de M. József Fock), a subi des changements mineurs, concernant avant tout les ministères techniques. Parmi les cinq vice-présidents du conseil, un seul change : M. József Fock, qui est remplacé par M. Sándor Lakó à la tête de la Banque nationale, cède sa place à M. Ferenc Havasi, membre du comité central. Trois modifications interviennent dans la répartition des portefeuilles : M. Pál Simon succède à M. Gyula Spáler au ministère de l'Industrie, de l'énergie et des mines ; M. Antal Arvo, qui avait quitté le 15 mai dernier pour devenir vice-président du conseil ; M. Tivadar Nemeslaki remplace M. Gyula Horváth à la présidence du conseil central de l'agriculture, de l'élevage et des transports ; M. Imre Dimény au ministère de l'Agriculture.

La composition du gouvernement

- Premier ministre : M. György Lazar ;
- Vice-premier ministres : M.M. György Aczél, János Borbándi, Ferenc Havasi, István Huszár, Gyula Spáler ;
- Ministres :
Commerce intérieur : M. István Szardi ;
Intérieur : M. Andras Benkei ;
Santé : M. Emil Schuitheiser ;
Construction et urbanisme : M. József Bondár ;
Défense : M. Lajos Czigene ;
Justice : M. Mihály Korona ;
Métallurgie et constructions mécaniques : M. Tivadar Nemeslaki ;
Industrie légère : Mme János Keseré ;
Postes et communications : M. Karoly Róddnyi ;
Culture : M. László Orban ;
Commerce extérieur : M. József Biro ;
Affaires étrangères : M. Frigyes Pál ;
Agriculture et alimentation : M. Pál Raczany ;
Travail : M. László Karakas ;
Industrie légère : M. Pál Simon ;
Éducation : M. Karoly Polnassky ;
Finances : M. Lajos Faluvégi.

ROBERT SOLÉ

EUROPE

Espagne

Le général Franco présidera un conseil des ministres à La Corogne le 24 août

Un policier qui était de faction devant les locaux de la compagnie Iberia à Madrid a été tué le 14 juillet par des inconnus. Un important dispositif de sécurité a été aussitôt mis en place mais les agresseurs n'ont pas été retrouvés. Le meurtre serait politique, à Saint-Sébastien, quatorze membres de l'ETA ont été appréhendés, annonce-t-on officiellement.

A Madrid, les porte-parole du gouvernement insistent sur le fait que le général Franco compte renouer avec la tradition en modifiant à son programme politique pendant les vacances.

Madrid. — L'été 1976 en Espagne sera sans doute aussi « politique » que l'été 1974, marqué par le décès du général Franco du 9 au 30 juillet. Un an après cet accident de parcours, le chef de l'Etat espagnol est plus actif que jamais, de moins pour ce qui est de ses activités publiques.

On l'a vu la semaine dernière, attentif, suivre pendant vingt minutes, à cause des prolongations, la finale de la Coupe de généralissime et remettre le trophée au capitaine du Real Madrid, vainqueur de l'Atlético de Madrid. Les caméras de la télévision l'ont montré souriant, félicitant et applaudissant longtemps les vainqueurs. C'était un peu une remise de prix, à l'issue de laquelle le peuple espagnol, plus au fait des exploits de ses footballeurs que de politique, pouvait partir tranquillement en vacances.

La veille, rendant compte des débats du conseil des ministres, le responsable de l'information, M. León Herrera, avait voulu lui aussi tranquiliser. « Assurez-vous que vous ne passerez rien d'important cet été. Il voulait ainsi couper court à certaines rumeurs faisant état de l'harmonie possible de mesures en faveur du prince Juan Carlos.

Comme d'habitude, a annoncé M. Herrera, le chef de l'Etat se rendra à sa villégiature galicienne du Pazo de Meiras, et présidera un conseil à La Corogne le

24 août. Le 18 juillet, le général devait renouer avec la tradition interrompue l'an passé par sa maladie, et recevoir le gouverneur et les ambassadeurs, au palais royal de la Granja, à 80 kilomètres de Madrid. L'an passé, c'est le prince d'Espagne qui avait présidé cette cérémonie. Cette année, ce dernier sera à Barcelone.

Les Cortes risquent de ne pas partir en vacances. Elles doivent commencer l'examen d'un projet de loi sur les incompatibilités parlementaires et d'un second sur le régime local qui intéresse l'élection des maires au suffrage universel, sans à Madrid et à Barcelone.

Pendant ce temps, à la présidence du gouvernement comme au siège du mouvement d'un nouveau ministre secrétaire général, M. José Solís Ruiz, on débat les termes des décrets qui devraient permettre aux associations politiques de participer aux élections pour la renouvellement partiel des Cortes à l'automne prochain.

Les associations s'évertuent à passer les obstacles légaux : « reconnaissance » de leur « personnalité » politique par le Mouvement et obtention de vingt-cinq mille adhésions — pour être présentes aux élections et avoir recours aux moyens officiels d'information. Au siège des syndicats officiels, l'heure sera à la réflexion. Après les élections syndicales du mois de juin marquées par les succès

des listes démocratiques, on veut s'accorder un répit avant le renouvellement des postes de responsabilité. Les secteurs les plus réalistes trahent les conséquences de la consultation pensent que les travailleurs espagnols souffriront du syndicalisme authentiquement représentatif, sans lien avec le patronat. Dans la même perspective, ces mêmes milieux estiment que l'organe des syndicats Pueblo pourrait disparaître et donner naissance à deux journaux, l'un porte-parole des ouvriers, l'autre des patrons.

Plus à gauche, on est toujours aux échamottes, en même temps qu'à de tentatives de rapprochement. Les rangs de l'opposition démocratique le temps est aussi aux grandes manœuvres.

La famille démocrate chrétienne est dans une phase de restriction, qui a commencé début juillet et qui devrait se poursuivre à l'occasion de plusieurs renouvellements. La décision a été prise de maintenir le contact avec deux courants politiques : les « Tachis », groupe de jeunes technocrates, et l'Union social-démocratique, qui était dirigée par M. Dionisio Ridrejo, récemment décédé.

Plus à gauche, on est toujours aux échamottes, en même temps qu'à de tentatives de rapprochement. Les rangs de l'opposition démocratique le temps est aussi aux grandes manœuvres.

Plus à gauche, on est toujours aux échamottes, en même temps qu'à de tentatives de rapprochement. Les rangs de l'opposition démocratique le temps est aussi aux grandes manœuvres.

Cinq récitals pour Eva Forest

Eva Forest : sa vitalité, son humour, son courage, éclatent dans ses « Lettres de prison » écrites à ses trois enfants. Militante communiste, médecin psychiatre, épouse de l'écrivain Alfonso Sastre (libéré, lui, le 10 juin 1975), Eva Forest a été arrêtée le 16 septembre 1974 par la P.S. espagnole (brigade politique et sociale). Accusée de complicité dans l'attentat de septembre 1974 à la Puerta del Sol et dans l'attentat qui a coûté la vie à l'ancien ministre Blanco, chef du gouvernement espagnol, le 20 décembre 1973, Eva Forest, « interrogée » par le police, a fait état de « tortures » et a été mise au secret pendant quarante jours. Devant être jugée par un conseil de guerre, elle résqua le peine de mort ainsi que Maria Luz Fernandez, les autres jugés ayant en revanche été, depuis, défaits à la justice civile.

C'était pour attirer l'attention sur son cas et sur celui des prisonniers politiques en Espagne que des chanteurs et des musiciens français, basques, espagnols, arpègent — les « amis d'Eva Forest » — un rassemblement cinq soirs de suite, du 7 au 11 juillet, près de quatre mille personnes au Théâtre d'Orsay à Paris. Cinq récitals, cinq succès. Il y avait toute une nuit heures du soir. On achetait des jour-

AMÉRIQUES

La société Exxon aurait largement financé des formations politiques italiennes

La Gulf Oil a été sanctionnée en mai dernier par la commission des opérations de bourses de Wall Street pour avoir financé des opérations illégales versées à des fonctionnaires du gouvernement du Honduras et ses largesses à des dirigeants boliviens et sud-coréens. Pour reconnaître le fait, qui a été récemment, la société Ashland Oil a été également mise en cause par la même commission pour des pots-de-vin versés en Libye en Arabie Saoudite et au Gabon (Le Monde du 12 juillet 1975). Cette fois, c'est au tour d'un autre géant du pétrole, Exxon, de rendre des comptes. Le New York Times a révélé, dans son numéro du 13 juillet, que cette société avait versé, entre 1963 et 1971, 49 millions de dollars à des formations politiques italiennes. Interrogé par une sous-commission du Sénat américain, l'administrateur d'Exxon, M. Archie Morrow, reconnaît le fait, qu'il a justifié en affirmant que son groupe avait voulu « favoriser les progrès de la démocratie ».

L'avocat de la société soutient en outre que de tels procédés sont légaux en Italie, ce qui ne paraît pas encore clairement établi. Reste à savoir qui a profité du « sens démocratique » de la société multinationale. M. Morrow ne s'est pas montré disert sur ce point. Il a toutefois indiqué qu'Exxon avait autorisé sa filiale Esso Italiana à verser, au cours de cette période, 27 millions de dollars (les « dons » atteignant 5 millions de dollars en 1968, pour redescendre à 3 millions en 1971). Les autres sorties de fonds, 19 millions au moins, auraient été destinées à l'industrie d'un employé d'Esso Italiana. Celui-ci a été renvoyé : il aurait fait parvenir, directement ou indirectement, 80 000 dollars au parti communiste. Ce sont des « frais divers » qu'il est difficile de faire admettre aux États-Unis, devant une assemblée générale des actionnaires.

Argentine Péroniste orthodoxe LE MAIRE DE LA PLATA EST ASSASSINÉ

Buenos-Aires (A.F.P., Reuter, U.P.I., A.P.). — Le maire de La Plata, M. Rafael Peron, a été tué par une rafale de mitrailleuse le lundi 14 juillet. Il était membre de la tendance orthodoxe qui soutient le président, Mme Isabel Peron. Sa mort porte à cinq cent neuf le nombre des assassinats perpétrés officiellement depuis l'accession au pouvoir de Mme Peron, en juillet 1974.

D'autre part, le départ de M. Lopez Rega, ancien ministre du bien-être social, n'a pas permis une rafale de mitrailleuse argentine. Au contraire, la tension sociale semble se raviver : près de trois cents ouvriers des usines Ford ont été licenciés le lundi 14 juillet. Les ouvriers de l'industrie automobile, comme des milliers d'autres travailleurs, estiment que les augmentations de salaire consenties récemment par le gouvernement ont déjà été dévorées par les hausses de prix et les milieux syndicaux n'excluent pas un nouvel ordre de grève générale. Les bruits persistants d'une nouvelle démission du président ne semblent pas faits pour apaiser le malaise.

Enfin, il a été demandé à Mme Peron d'ouvrir une « enquête complète » sur M. Lopez Rega. Celui-ci se serait chargé du contrôle politique du mouvement terroriste de droite autonome (A.A.A.), responsable de nombreux crimes. L'ancien secrétaire privé de la présidente pourrait se rendre en Europe pour prendre des vacances.

Roumanie

LES BAS SALAIRES ET LES PRIX SONT AUGMENTÉS SIMULTANÉMENT

(De notre correspondant.)

Vienne. — Le Comité politique exécutif du parti communiste roumain a décidé de relever les bas salaires de même que les prix de certains produits afin de tenir compte de la conjoncture économique internationale. Selon Scinteia, le journal du parti, les hausses des prix et du pétrole, des combustibles et du coton, ne pouvaient pas ne pas influencer les frais de production correspondants de l'économie roumaine.

Le quotidien indique aussi dans son édition dominicale que sont venus les prix de vente aux consommateurs « s'élèveront plus à court terme que les prix de production ». Des majorations ont donc été demandées pour l'essence, le bois, le papier et certains matériaux de construction ainsi que pour « les tarifs de certains services à la population ».

Ces augmentations de prix se traduiront pour la population par des dépenses supplémentaires que les autorités chiffreront à 205 millions de francs d'ici à la fin de l'année et 415 millions pour 1976. Les dépenses de salaires minima compenseront ce phénomène. Le parti a en effet décidé de majorer de 60 lei (20 F), à partir du 15 juillet, la rétribution des ouvriers et des employés. Ces augmentations, qui feront passer à 1975 lei la « rétribution nominale moyenne », devraient apporter à l'ensemble de la population des avantages de 200 milliards d'achat de 2 milliards de lei cette année et de 5 milliards en 1976. Déduction faite des dépenses supplémentaires causées par les nouveaux prix.

(Interim.)

PROCHE-ORIENT

Egypte

Le retour du fils du pacha

De notre correspondant

Deux mille Égyptiens condamnés pour des motifs politiques vont bénéficier d'une amnistie totale, décidée dimanche 6 juillet par le président Sadate à l'occasion du vingt-troisième anniversaire de la révolution du 23 juillet. Cette amnistie s'applique notamment à toutes les personnes condamnées avant le 15 mai 1971 et aux personnes condamnées par contumace. Elle ne concerne donc pas les personnes condamnées après le coup de force du 15 mai, et notamment l'ancien vice-président de la République, M. Ali Sabri. Notre correspondant nous signale que les quelques quatre cent cinquante personnes qui avaient été arrêtées à la suite des manifestations ouvrières, du 1^{er} janvier ont toutes été relâchées.

Assiout. — A 350 kilomètres au sud du Caire, un peu avant Assiout, le cœur de l'Égypte chrétienne, les clochers et les minarets de Mantout se dressent au bord du Nil. Marché rural important, siège d'un évêché copte orthodoxe, ce gros bourg était, avant la révolution de 1952, le fief d'un propriétaire terrien musulman, M. Abdou Pachacha, député libéral-constitutionnel (courant de droite détaché en 1922 du Wafd, parti nationaliste).

Lorsque M. Abdou Pachacha mourut, ses biens furent partagés entre ses deux fils Ibrahim et Mohamed. Ce dernier, nassérien, put conserver sa part. Il a été récemment ministre de la santé du président Sadate. En revanche, son frère aîné, Ibrahim, hostile à Nasser vit ses propriétés placées sous séquestre en 1961 et 1966, avant d'être mis lui-même en résidence surveillée, puis en prison. Rentré en possession de ses propriétés en vertu d'une loi générale de 1969, âgé aujourd'hui de près de soixante ans, M. Ibrahim Makhout vient de pousser un soupir de dépit : la chronique politique.

Le député de Mantout à l'Assemblée du peuple (Parlement) étant décédé, M. Makhout a sollicité, ainsi que dix-sept autres candidats l'investiture du parti unique, l'Union socialiste arabe, pour pouvoir se présenter à cette élection partielle. L'investiture « du parti n'implique pas nécessairement la candidature, soit membre de l'U.S.A. ou en approuve les thèses ».

Par 12 000 voix contre 8 000 recueillies par l'ensemble de ses dix « opposés », M. Makhout a été triomphalement député de Mantout, après une campagne en faveur du retour à la démocratie bourgeoise et au libéralisme économique. La popularité du nouveau parlementaire est telle dans sa circonscription qu'avant même qu'il ne soit élu, les tentatives installées par l'Etat dans ses

cherches à avoir des bases militaires en Libye et quelle envie de milliards de dollars s'exercent à ce pays.

Même les adversaires les plus déterminés de notre pays n'ont pas osé, jusqu'à présent, critiquer le quotidien, qui reproche à M. Makhout d'être un volontaire en erreur des mille d'Égyptiens d'Arabes, formant la politique soviétique Proche-Orient.

Après avoir rappelé que l'Union soviétique fournit une aide militaire à l'Égypte depuis 1955, l'auteur insiste sur l'importance de cette aide dans le développement économique de l'Égypte : « Forces et aide soviétique ont été essentielles pour le développement de l'Égypte », écrit-il. « L'auteur de cet article s'en prend particulièrement au journal Al Akhbar, qui accuse d'antisémitisme M. Makhout et cherche à accorder la thèse d'une occupation soviétique de la Libye ». Au lendemain du voyage de M. Kossyguine à Tripoli, La Pravda dément une fois de plus que l'Union soviétique

La « Pravda » dénonce les articles antisoviétiques de la presse du Caire

De notre correspondant

Moscou. — La Pravda du mardi 15 juillet s'élève, dans un long article, contre ce qu'elle considère être une campagne antisoviétique menée par la presse du Caire. L'auteur de cet article s'en prend particulièrement au journal Al Akhbar, qui accuse d'antisémitisme M. Makhout et cherche à accorder la thèse d'une occupation soviétique de la Libye ». Au lendemain du voyage de M. Kossyguine à Tripoli, La Pravda dément une fois de plus que l'Union soviétique

A TRAVERS LE MONDE

Australie
LE PARTI TRAVAILLISTE AUSTRALIEN a désigné lundi 14 juillet, M. Frank Crean, ministre du commerce extérieur, au poste de vice-premier ministre. Il succède à M. Cairns, limogé le 2 juillet par M. Whitlam, premier ministre. D'autre part, les travailleurs l'ont emporté lors d'une élection partielle, le 12 juillet, dans l'Etat d'Australie du Sud. — (A.F.P., Times.)

Gabon
M. PAUL MENGOMBE, ancien ambassadeur du Gabon au Danemark, a été arrêté et condamné à dix-huit mois de prison pour outrage au chef de l'Etat, après-on lundi 14 juillet à Libreville. M. Mengombe est le beau-frère de M. Mahiane, premier ministre du Gabon. — (A.F.P.)

Italie
UN JOURNALISTE COMMUNISTE, M. Diego Novelli, a été élu maire de Turin le lundi 14 juillet par 43 voix sur 79 (Le Monde du 12 juillet). Le

PROCHE-ORIENT

Le retour du fils du pacha

De notre correspondant

Deux mille Égyptiens condamnés pour des motifs politiques vont bénéficier d'une amnistie totale, décidée dimanche 6 juillet par le président Sadate à l'occasion du vingt-troisième anniversaire de la révolution du 23 juillet. Cette amnistie s'applique notamment à toutes les personnes condamnées avant le 15 mai 1971 et aux personnes condamnées par contumace. Elle ne concerne donc pas les personnes condamnées après le coup de force du 15 mai, et notamment l'ancien vice-président de la République, M. Ali Sabri. Notre correspondant nous signale que les quelques quatre cent cinquante personnes qui avaient été arrêtées à la suite des manifestations ouvrières, du 1^{er} janvier ont toutes été relâchées.

Assiout. — A 350 kilomètres au sud du Caire, un peu avant Assiout, le cœur de l'Égypte chrétienne, les clochers et les minarets de Mantout se dressent au bord du Nil. Marché rural important, siège d'un évêché copte orthodoxe, ce gros bourg était, avant la révolution de 1952, le fief d'un propriétaire terrien musulman, M. Abdou Pachacha, député libéral-constitutionnel (courant de droite détaché en 1922 du Wafd, parti nationaliste).

Lorsque M. Abdou Pachacha mourut, ses biens furent partagés entre ses deux fils Ibrahim et Mohamed. Ce dernier, nassérien, put conserver sa part. Il a été récemment ministre de la santé du président Sadate. En revanche, son frère aîné, Ibrahim, hostile à Nasser vit ses propriétés placées sous séquestre en 1961 et 1966, avant d'être mis lui-même en résidence surveillée, puis en prison. Rentré en possession de ses propriétés en vertu d'une loi générale de 1969, âgé aujourd'hui de près de soixante ans, M. Ibrahim Makhout vient de pousser un soupir de dépit : la chronique politique.

Le député de Mantout à l'Assemblée du peuple (Parlement) étant décédé, M. Makhout a sollicité, ainsi que dix-sept autres candidats l'investiture du parti unique, l'Union socialiste arabe, pour pouvoir se présenter à cette élection partielle. L'investiture « du parti n'implique pas nécessairement la candidature, soit membre de l'U.S.A. ou en approuve les thèses ».

Par 12 000 voix contre 8 000 recueillies par l'ensemble de ses dix « opposés », M. Makhout a été triomphalement député de Mantout, après une campagne en faveur du retour à la démocratie bourgeoise et au libéralisme économique. La popularité du nouveau parlementaire est telle dans sa circonscription qu'avant même qu'il ne soit élu, les tentatives installées par l'Etat dans ses

cherches à avoir des bases militaires en Libye et quelle envie de milliards de dollars s'exercent à ce pays.

Même les adversaires les plus déterminés de notre pays n'ont pas osé, jusqu'à présent, critiquer le quotidien, qui reproche à M. Makhout d'être un volontaire en erreur des mille d'Égyptiens d'Arabes, formant la politique soviétique Proche-Orient.

Après avoir rappelé que l'Union soviétique fournit une aide militaire à l'Égypte depuis 1955, l'auteur insiste sur l'importance de cette aide dans le développement économique de l'Égypte : « Forces et aide soviétique ont été essentielles pour le développement de l'Égypte », écrit-il. « L'auteur de cet article s'en prend particulièrement au journal Al Akhbar, qui accuse d'antisémitisme M. Makhout et cherche à accorder la thèse d'une occupation soviétique de la Libye ». Au lendemain du voyage de M. Kossyguine à Tripoli, La Pravda dément une fois de plus que l'Union soviétique

La « Pravda » dénonce les articles antisoviétiques de la presse du Caire

De notre correspondant

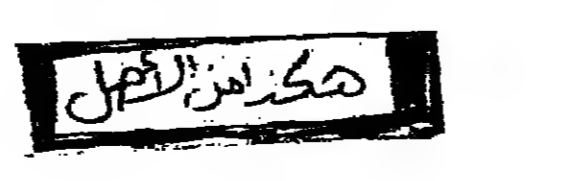
Moscou. — La Pravda du mardi 15 juillet s'élève, dans un long article, contre ce qu'elle considère être une campagne antisoviétique menée par la presse du Caire. L'auteur de cet article s'en prend particulièrement au journal Al Akhbar, qui accuse d'antisémitisme M. Makhout et cherche à accorder la thèse d'une occupation soviétique de la Libye ». Au lendemain du voyage de M. Kossyguine à Tripoli, La Pravda dément une fois de plus que l'Union soviétique

A TRAVERS LE MONDE

Australie
LE PARTI TRAVAILLISTE AUSTRALIEN a désigné lundi 14 juillet, M. Frank Crean, ministre du commerce extérieur, au poste de vice-premier ministre. Il succède à M. Cairns, limogé le 2 juillet par M. Whitlam, premier ministre. D'autre part, les travailleurs l'ont emporté lors d'une élection partielle, le 12 juillet, dans l'Etat d'Australie du Sud. — (A.F.P., Times.)

Gabon
M. PAUL MENGOMBE, ancien ambassadeur du Gabon au Danemark, a été arrêté et condamné à dix-huit mois de prison pour outrage au chef de l'Etat, après-on lundi 14 juillet à Libreville. M. Mengombe est le beau-frère de M. Mahiane, premier ministre du Gabon. — (A.F.P.)

Italie
UN JOURNALISTE COMMUNISTE, M. Diego Novelli, a été élu maire de Turin le lundi 14 juillet par 43 voix sur 79 (Le Monde du 12 juillet). Le



AFRIQUE

DIPLOMATIE

LA GUERRE OUVERTE EN ANGOLA ?
forces du M.P.L.A. auraient pris le contrôle de Luanda

La situation ne cesse de s'aggraver en Angola, où l'on s'achemine vers la guerre ouverte. Les combats ont continué à faire lundi 14 juillet à Luanda, où le Mouvement populaire de libération (M.P.L.A.) aurait pris le contrôle de la capitale.

Les affrontements se sont poursuivis au matin et aux heures de la nuit. Les troupes du M.P.L.A. ne se battent pas seulement dans les zones urbaines de Luanda, mais aussi dans les zones rurales.

République Sud-Africaine

M. Laurent Duma Fologo, ministre de l'Information de la République sud-africaine, a déclaré lundi 14 juillet que le pays ne se prononcera pas sur la situation en Angola.

Le rapprochement entre Conakry et les capitales francophones de l'Ouest africain soulève des difficultés juridiques

De notre correspondant
Dakar. — En rendant publique son intention de réintégrer l'Organisation des Etats riverains du fleuve Sénégal (O.E.R.S.), le président de la République de Guinée, le général Sékou Touré, a soulevé de nombreuses questions juridiques.

La décision n'en a pas moins surpris la plupart des observateurs qui prévoient généralement une évolution plus lente passant par une normalisation préalable des relations entre Conakry et Dakar.

Tunisie
Nouvelles condamnations pour atteinte à la sûreté de l'Etat

De notre correspondant
Tunis. — La cour de sûreté de l'Etat a prononcé, le samedi 12 juillet, son arrêt dans le procès ouvert le 7 juillet.

M. Kissinger adresse un avertissement au tiers-monde

De notre correspondant
Washington. — A peine rentré d'Europe, M. Kissinger a pris de nouveaux avions, mais cette fois à destination du Middle-East américain, où il doit prononcer une série de discours et tenir plusieurs conférences de presse.

Cette tournée est exceptionnelle, car le secrétaire d'Etat appartient au président de définir et de justifier les grandes options de la politique étrangère.

Le secrétaire d'Etat, pour sa part, passablement critiqué au Congrès, se trouve ainsi au mesure de renforcer sa position personnelle, en s'adressant directement aux électeurs par l'intermédiaire des organisations et institutions spécialisées dans les problèmes internationaux.

OUTRE-MER

MADAGASCAR
LE GOUVERNEMENT FERME LA BASE AMERICAINE DE REPERAGE DE SATELLITES

Tananarive (A.F.P.). — Le gouvernement malgache a décidé la fermeture de la station américaine de repérage de satellites artificiels de la NASA, située à Imberiatanaka, près de Tananarive.

OUTRE-MER

LES EVENEMENTS DE SAINT-BARTHELEMY

La publication, dans le numéro 22-23 juin, d'un article de notre correspondant relatant les événements survenus à Saint-Barthélemy (Guadeloupe), nous avons reçu de nombreux réactions.

LE PEUPLE AMERICAIN EN A ASSEZ

Et M. Kissinger a conclu sur une note vigoureuse : « Le peuple américain en a assez de cette rhétorique violente dirigée contre lui. »

1018
eyes ombres chinoises révo. cul. dans la chine pop.
maternité esclave, les chimères
cavanna je l'ai pas vu, je l'ai pas lu, mais...
medvedev qui a écrit "le don paisible" ?
sudreau rapport sur la réforme de l'entreprise

JUSTICE

FAITS DIVERS

Les suites de l'assassinat de Mohamed Laïd Moussa

Le souvenir de l'émotion créée par l'assassinat de Mohamed Laïd Moussa, le 11 juillet 1975, de Mohamed Laïd Moussa (voir le Monde des 11, 14, 15 et 17 avril 1975).

L'APPEL « POUR UN COMITÉ VÉRITÉ »

Les soussignés, révoltés par l'assassinat de Mohamed Laïd Moussa, ont décidé de constituer un comité de vérité.

VENOM BERGAMOTE

Le 13 mars 1975, un assassinat a eu lieu à Paris. Le présumé assassin est un nommé Bergamote.

Les six plaintes de résistants

Les six plaintes de résistants (ou parents de résistants) contre Paul Touvier, l'ancien chef de la milice de Lyon, seront examinées le 29 septembre par la chambre d'accusation de la cour de Paris.

SELON LE MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Moukharbal était responsable du réseau de soutien logistique d'une organisation d'extrême gauche

Alors que les policiers colombiens continuent de penser que Carlos aurait trouvé refuge en Colombie, et cherchera à gagner les frontières vénézuélienne ou équatorienne (le Monde) du 15 juillet, en France, le ministre de l'intérieur a publié dans la soirée du 15 juillet un communiqué faisant la synthèse de l'ensemble des renseignements recueillis par les enquêteurs.

Le communiqué définit d'abord le rôle de Michel Moukharbal, tué le 27 juin, rue Toulhier, en même temps que les deux inspecteurs de la D.S.T. Le ministre de l'intérieur confirme ainsi que le Libanais était le personnage principal de cette affaire.

DANS UN FOYER DE VILLEJUIF

Deux travailleurs immigrés sont tués au cours de bagarres entre Maliens et Nord-Africains

Deux escadrons de gendarmes mobiles ont fait évacuer, le 14 juillet peu avant 23 heures, une partie des occupants du foyer de la Sonacotra, impasse Alexandre Dumas à Villejuif (Val-de-Marne), où de violentes bagarres avaient opposé, au cours des deux journées précédentes, des pénitenciers nord-africains et maliens colabattant dans cet établissement. Au cours des affrontements, deux des protagonistes ont été tués et trente autres blessés.

DANS UN FOYER DE VILLEJUIF

Deux travailleurs immigrés sont tués au cours de bagarres entre Maliens et Nord-Africains

Le mardi 15 juillet, après l'évacuation des locaux, maliens provisoirement hébergés au centre d'accueil du personnel en uniforme de la police, à Vincennes, les responsables de la Sonacotra et du département du Val-de-Marne doivent se réunir à la préfecture de Créteil pour tenter de trouver une solution au problème de la réhabilitation entre les deux communautés.

M. JEAN-PIERRE HERBET CONTINUE DE NIER LE MEURTRE DE J. BITAN

L'autopsie du corps de Jean Bitan, retrouvé lundi 14 juillet, dans un bosquet, sur le territoire de la commune de Beaufort, dans l'Aisne, et transporté à l'Institut médico-légal de Paris, devrait permettre de vérifier les déclarations du ravisseur du riche commerçant en tapis, M. Jean-Pierre Herbert.

LE MEURTRE DE J. BITAN

Cette autopsie risque d'être délicate puisque le corps serait en partie calciné ; il se trouvait en effet dans un tron d'environ 1,20 m de profondeur où on avait entassé du bois qui fut probablement enflammé avec de l'essence afin de brûler le cadavre.

Advertisement for 'Emission Commémorative des Partenaires dans l'Espace' featuring stamps and a limited edition proof.

Advertisement for 'Emission Commémorative des Partenaires dans l'Espace' with details on subscriptions and postage.

Advertisement for 'EUROCAP INSTITUTS CAPILLAIRES' promoting hair care products.

Advertisement for 'EUROCAP INSTITUTS CAPILLAIRES' with a list of branches and contact information.

Advertisement for 'Emission Commémorative des Partenaires dans l'Espace' with a subscription form and details.

ARTS ET SPECTACLES

En bref

Expositions

Aspects de la vie populaire en Europe

Après une importante série de manifestations artistiques...

A Anvers (Stedelijk Feestzaal, du 12 juillet au 7 septembre)...

Vingt-quatre pays participent à cet ensemble de manifestations...

« Souvenirs d'Alsace » à Avignon

Souvenirs d'Alsace, de Bruno Bayen et Yves Reynaud...

ne nous sentions pas capables de faire une analyse politique...

les mêmes mots soient employés avec le même sens...

Les comédiens brochés en main, se déplacent, parlent...

Le festival propose également une rétrospective de l'œuvre d'Orson Welles...

Avec une table, quelques chaises, une valise, un fil sur lequel sèche un bar...

Petites nouvelles

Le 28^e Festival international du film de Locarno...

Les sélections rencontres internationales du film auront lieu à Paris...

Le Vidéo-club-Théâtre organise avec le concours du CREA...

Le festival cinématographique des Nations...

Le Festival de la Vidéo-Club-Théâtre...

Chapelle des pénitents blancs jusqu'au 11 juillet.

Andula Janowitz au zénith, à Aix

« Lendemain de l'éclatante victoire de Montserrat Caballé... »

deux aimer, disait une admirable mélodie de Liszt...

Ateliers

Le Comité français du bicentenaire de l'indépendance des États-Unis...

Ateliers

Aix a ainsi retrouvé, cette année, une bonne partie de son prestige...

RADIO-TÉLÉVISION

LES PROGRAMMES

Table of radio and TV programs for Tuesday, July 15, including channels like TF 1, France 3, France Culture, and France Musique.

La rhubarbe et le séné

« Une bien belle chanson, ce, vous savez... »

MERCREDI 16 JUILLET

Table of radio and TV programs for Wednesday, July 16, including channels like TF 1, France 3, France Culture, and France Musique.

TRIBUNES ET DÉBATS

MERCREDI 16 JUILLET - M. Roger-Gérard Schurzberg...

CALENDRIER DES CONCERTS

Table listing concert events such as J.S. Bach, Rostropovitch, and Kuentz.

ELYSEES LINCOLN v.o. SAINT-GERMAIN VILLAGE v.o. 14 JUILLET v.l.

Advertisement for Luchino Visconti film 'Senso' with Sensò logo and ALI VALLI FARLEY GRANGER.

Advertisement for Waterman pens: 'POUR INVESTIR PARIS 10° Dans petit immeuble, studios, 2 et 3 pièces...'.

SCIENCES

Les Soviétiques ont autorisé la retransmission télévisée en direct du lancement de leur vaisseau spatial

(Suite de la première page.)

Elle marque un tournant dans l'attitude des deux grandes puissances qui avaient, autrefois, fait de l'espace un terrain où elles s'aimaient se mesurer et s'affronter, mais elle est aussi significative de l'état des programmes spatiaux des deux pays.

Les Soviétiques maintiennent depuis sept semaines leur capsule Soyouz-16 armée à l'orbital Saliout-IV; ils la feront redescendre sur terre dans les dix derniers jours de juillet, comme il a été dit à Moscou. Ils lancent, ce mardi 15 juillet, leur dix-neuvième capsule Soyouz depuis 1967. L'objectif de ce programme est à l'évidence bien différent du programme Apollo. Conçus pour être lancés de la Terre, les Soyouz n'ont pas la complexité des véhicules lunaires américains. Et l'avantage de cette simplicité est leur coût modeste. Les Soviétiques recherchent moins une grande sûreté de fonctionnement que l'économie. Un Soyouz qui ne marche pas très bien peut toujours être remplacé par une autre capsule. Comme le dit M. Frukhtin, responsable des programmes internationaux de la NASA, « les Soviétiques ne font pas toujours les meilleurs véhicules, les Américains ne font pas toujours les moins coûteux ».

Déjà pour lancer des hommes vers la Lune et les ramener sains et saufs, les matériels Apollo n'ont jamais failli jusqu'à présent. Ce sera le neuvième tir de la fusée Saturne-1 B et le trente-deuxième de la série des véhicules Saturne. Mais c'est aussi la dernière fois, en principe, qu'une telle fusée fonctionnera. Et la dernière fois aussi qu'une capsule Apollo est lancée. Le prochain vol habité américain se fera avec la navette spatiale en 1978.

A Cap-Kennedy, la fusée Saturne-1 B est en place depuis mardi et ses réservoirs ont été remplis plus de vingt-quatre heures avant le tir. Au contraire, la fusée soviétique n'est arrivée que le 12 juillet sur son aire de lancement, et les réservoirs reçoivent le carburant cinq heures avant la mise à feu.

Des langues qui se délient

Ce ne sera sans doute pas un des moindres mérites de cette mission conjointe que d'avoir, enfin, amené les responsables soviétiques à autoriser la télévision à transmettre, en direct, un tir de Balkonour et à envoyer les images non seulement sur le territoire soviétique mais aussi à l'étranger. En outre, ils ont donné eux-mêmes et, à l'avance, un certain nombre d'informations sur leur capsule et leur fusée ainsi que sur les expériences des cosmonautes.

Pour la première fois, un document détaillé a été rédigé avec des schémas, la biographie des principaux responsables du vol et leurs noms. C'est ainsi que l'on apprend que le directeur de la mission, le docteur Constantin Bushuyev, a pour adjoint M. Vladimir Timchenko, âgé de trente-quatre ans, qui était spécialement responsable des modifications apportées au Soyouz. Cinq autres ingénieurs dirigeaient les groupes de travail conjoints constitués avec la NASA: MM. Victor Legostev (trente-quatre ans) avait en charge les problèmes de guidage et d'approche des véhicules; Vladimir Syromiatnikov (trente-deux ans), le système d'armage; Boris Nikitin (cinquante-six ans), les communications entre les véhicules; et Elia Larov (cinquante-deux ans), le nouveau système d'environnement de la capsule et les nouvelles combinaisons des astronautes.

Mais ce qui frappe peut-être le plus, c'est le soin des deux partenaires à préparer cette mission: deux mille heures d'entraînement pour chaque membre d'équipage, dont sept cents heures d'exercice en commun, sept cents heures d'apprentissage de langues et trois cents heures de pratique sur un simulateur de la capsule Apollo. Au total, les astronautes américains auront fait trois visites de trois semaines chacune en Union soviétique pour s'entraîner, et vice versa.

De leur côté, les Soviétiques ont préparé deux fusées Soyouz au cas où le premier lancement échouerait, ou bien au cas où la capsule Apollo ne pourrait pas être lancée à temps. Les deux champs de tir de Balkonour et de Cap-Kennedy sont, en effet, situés à des latitudes assez différentes, et Cap-Kennedy ne passe qu'une fois par jour dans le plan où gravite la capsule Soyouz.

Abouir à des compromis techniques

En outre, les opérations de retour sur terre des deux capsules requièrent qu'il fasse encore jour. Compte tenu de l'heure de départ prévue pour le Soyouz et du décalage horaire, la capsule Apollo ne dispose, pendant cinq jours consécutifs, que de quelques minutes pour quitter la Terre. Comme la capsule Soyouz ne peut rester plus de six jours consécutifs sur orbite, un lancement d'Apollo vers le sud sera prochainement ramené à quelques heures la durée du vol commun.

Pour Alexis Yeliseyev, le directeur du vol au centre de contrôle près de Moscou, le fait de diriger deux capsules à partir de deux endroits différents n'est pas le moindre des obstacles. Cela a impliqué la préparation de

nombreux documents de vol et l'entraînement du personnel du centre de contrôle.

Il a fallu aboutir à des compromis sur le profil de la mission, l'insigne des programmes de remplacement au cas où la mission principale ne se déroulerait pas comme prévu, répéter la totalité du vol au cours de maintes séances d'entraînement et aussi les missions de remplacement. Il a fallu modifier la capsule Soyouz pour la rendre compatible avec la capsule Apollo, la doter d'un nouveau système d'armage et d'un nouveau système de communications de réflecteurs et de sondes oligomères. L'objectif, pour permettre à Apollo de la poursuivre avant le rendez-vous, il a fallu encore diminuer les capacités de la capsule Apollo, pour permettre de déterminer la quantité d'informations que les centres de contrôle au sol auraient à échanger, les procédures d'échange, définir le profil d'atmosphère terrestre et du potentiel de gravité de notre planète qui serait adopté pour calculer les orbites des vaisseaux.

Les Soviétiques ont tenté à préparer une partie du vol dans l'espace avec Soyouz-16, en décembre dernier, pour essayer la capsule modifiée et toute la logistique au sol.

DOMINIQUE VERGÈSE.

CARNET

Naissances

M. Jean-François Jolivat et Mme, née Anne Villemot, ont le plaisir de faire part du mariage de leurs enfants

Francis-Xavier et Michèle, le 26 juillet 1975.

Fiançailles

M. et Mme Francis Baogue sont heureux d'annoncer les fiançailles de leur fille

Sophie

M. Paul-Louis Netter, 15 avenue Sainte-Pol, Neuilly-sur-Seine.

M. et Mme Roger Netter sont heureux d'annoncer les fiançailles de leur fils

Paul-Louis

Mlle Sophie Baogue, 2 avenue du Bois, 75016 Paris.

Mariages

Mme Albert Weil, Mme Sam Bloch, Mme André Treves, M. Robert Weil, M. et Mme Henri Weil, M. et Mme Jean-Louis Treves, sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants

Martine et Daniel, qui sera célébré le lundi 21 juillet 1975, à la synagogue de Besançon, 5, avenue Emile-Accolas, 78007 Paris.

M. et Mme Henri Weil, 55, rue de Prony, 75017 Paris.

M. et Mme Jean-Louis Treves, 3200 Besançon, 75016 Paris.

M. et Mme Jean-Louis Treves, 3200 Besançon, 75016 Paris.

— La docteur et Mme Maurice Mard, M. et Mme Gaston Ledemay du Vauxcelles d'Amillyville, ont le plaisir de faire part du mariage de leurs enfants

Yves et Michèle, le 26 juillet 1975.

— On nous prie d'annoncer le décès subit, survenu à Babel le 12 juin, dans sa quatre-vingt-dixième année, de

M. Gaston PEISSER d'AVENNES, doyen des enseignants français du Maroc (1900).

Sépulture civile. Départ du Vieux-Berros (Haute-Savoie), le samedi 19 juillet à 16 h. 30.

Mi deuil, ni fleurs, ni discours.

M. Gaston Peisser d'Avennes a été un pionnier de l'enseignement français au Maroc. En 1906, il a participé à la fondation du premier établissement scolaire de type européen à Tanger. En 1908, il crée à Agador — aujourd'hui Essaouira — une école qui comptait, dès 1912, cent dix élèves.

— M. Louis Simonetti, M. et Mme Alain Villeneuve et Claire, M. et Mme Henri Paulin et Xavier, ont le deuil de faire part du décès accidentel, survenu à Nice, le 28 juin, de

Mme Louis SIMONETTI, née Henriette Marchetti, et de

Mme Henri MARCHETTI, née Emilie Grimaldi, leurs épouses, mères, grand-mères et arrière-grand-mères.

Une cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 17 juillet, à 17 heures, auglise de Sainte-Lucie-de-Moriani (Corse), 1, avenue de Rimiez, 06100 Nice.

— Une thèse sur la réforme de l'enseignement en Argentine et ses conséquences (1918-1981) a été soutenue avec succès à la Sorbonne par M. Jean-Louis SIMONETTI, né Henriette Marchetti, et de

Mme Henri MARCHETTI, née Emilie Grimaldi, leurs épouses, mères, grand-mères et arrière-grand-mères.

Une cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 17 juillet, à 17 heures, auglise de Sainte-Lucie-de-Moriani (Corse), 1, avenue de Rimiez, 06100 Nice.

— Pour le premier anniversaire du décès de l'ingénieur général de mines

Jean COLONNA D'ORIANO

une messe est demandée à ceux qui demeurent fidèles à son souvenir en union avec la messe solennelle son intention mercredi 16 juillet, à 12 h. 45, en l'église Saint-François Xavier.

— M. Raymond WILLERAÏ, chevalier de la Légion d'honneur, leur époux, père, beau-père, grand-père, arrière-grand-père, survenu à Paris, le 8 juillet.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

La famille s'excuse de ne pas recevoir.

8, avenue Kléber-Beclun, 75007 Paris, la Commanderie, 54000 Nancy, 54000 Nancy, 54000 Nancy.

— M. Raymond WILLERAÏ, chevalier de la Légion d'honneur, leur époux, père, beau-père, grand-père, arrière-grand-père, survenu à Paris, le 8 juillet.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

La famille s'excuse de ne pas recevoir.

8, avenue Kléber-Beclun, 75007 Paris, la Commanderie, 54000 Nancy, 54000 Nancy, 54000 Nancy.

— M. Raymond WILLERAÏ, chevalier de la Légion d'honneur, leur époux, père, beau-père, grand-père, arrière-grand-père, survenu à Paris, le 8 juillet.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

La famille s'excuse de ne pas recevoir.

8, avenue Kléber-Beclun, 75007 Paris, la Commanderie, 54000 Nancy, 54000 Nancy, 54000 Nancy.

— M. Raymond WILLERAÏ, chevalier de la Légion d'honneur, leur époux, père, beau-père, grand-père, arrière-grand-père, survenu à Paris, le 8 juillet.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

La famille s'excuse de ne pas recevoir.

8, avenue Kléber-Beclun, 75007 Paris, la Commanderie, 54000 Nancy, 54000 Nancy, 54000 Nancy.

— M. Raymond WILLERAÏ, chevalier de la Légion d'honneur, leur époux, père, beau-père, grand-père, arrière-grand-père, survenu à Paris, le 8 juillet.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

La famille s'excuse de ne pas recevoir.

8, avenue Kléber-Beclun, 75007 Paris, la Commanderie, 54000 Nancy, 54000 Nancy, 54000 Nancy.

— M. Raymond WILLERAÏ, chevalier de la Légion d'honneur, leur époux, père, beau-père, grand-père, arrière-grand-père, survenu à Paris, le 8 juillet.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

La famille s'excuse de ne pas recevoir.

8, avenue Kléber-Beclun, 75007 Paris, la Commanderie, 54000 Nancy, 54000 Nancy, 54000 Nancy.

— M. Raymond WILLERAÏ, chevalier de la Légion d'honneur, leur époux, père, beau-père, grand-père, arrière-grand-père, survenu à Paris, le 8 juillet.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

La famille s'excuse de ne pas recevoir.

8, avenue Kléber-Beclun, 75007 Paris, la Commanderie, 54000 Nancy, 54000 Nancy, 54000 Nancy.

— M. Raymond WILLERAÏ, chevalier de la Légion d'honneur, leur époux, père, beau-père, grand-père, arrière-grand-père, survenu à Paris, le 8 juillet.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

La famille s'excuse de ne pas recevoir.

8, avenue Kléber-Beclun, 75007 Paris, la Commanderie, 54000 Nancy, 54000 Nancy, 54000 Nancy.

— M. Raymond WILLERAÏ, chevalier de la Légion d'honneur, leur époux, père, beau-père, grand-père, arrière-grand-père, survenu à Paris, le 8 juillet.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

La famille s'excuse de ne pas recevoir.

8, avenue Kléber-Beclun, 75007 Paris, la Commanderie, 54000 Nancy, 54000 Nancy, 54000 Nancy.

AUJOUR'HUI

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le mardi 15 juillet à 0 heure et le mercredi 16 juillet à 0 heure.

Un courant perturbé circule actuellement de l'Atlantique à l'Europe occidentale, mais quelques heures de calme sont à attendre. Une active dépression à la latitude des îles Britanniques. Dans ce courant, le temps sera beau le matin, sans nuages, avec quelques nuages à l'approche des côtes de l'Europe occidentale. Les nuages se dissipent temporairement au-dessus de la France, mais ils ont des nuages abondants apparaîtront. Ces derniers arriveront sur la France avec quelques heures de retard.

Mardi 15 juillet à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer est de 1017,9 millibars, soit 768 millimètres de mercure.

Le maximum de la température indique le maximum enregistré au cours de la journée du 14 juillet; le second, le minimum de la nuit du 14 au 15 (juillet): Biarritz, 26 et 15 degrés; Bordeaux, 25 et 19; Clermont-Ferrand, 23 et 15; Grenoble, 21 et 15; Lille, 20 et 15; Lyon, 20 et 17; Marseille-Marinade, 20 et 19; Nancy, 21 et 15; Nantes, 20 et 14; Nice-Côte d'Azur, 23 et 18; Paris-Le Bourget, 24 et 15; Pau, 23 et 18; Perpignan, 20 et 19; Rennes, 20 et 15; Strasbourg, 21 et 18; Toulouse, 21 et 18; Ajaccio, 20 et 16; Pointe-à-Pitre, 29 et 28; Sontargues, 24 et 18; Deshayes, 23 et 14; Granville, 23 et 18; Saint-

Nantes, — et 16; Royan-le-Coube, 24 et 18; Sète, — et 20; Cannes, — et 17; Saint-Basque, — et 16.

Amsterdam, 20 et 13; Athènes, 21 et 22; Bonn, 23 et 16; Bruxelles, 20 et 16; La Crosse, 21 et 22; Barcelone, 23 et 18; Copenhague, 21 et 17; Genève, 23 et 11; Lisbonne, 24 et 16; Londres, 25 et 16; Madrid, 28 et 14; Moscou, 20 et 14; New-York, 24 et 22; Palma de Majorque, 24 et 18; Rome, 20 et 19; Stockholm, 19 et 18; Alger, 27 et 19; Tunis, 21 et 18; Casablanca, 27 et 22; Beyrouth, 23 et 18; Dakar, — et 25.

LÉGION D'HONNEUR

Nous terminons la publication des nominations et promotions dans l'ordre de la Légion d'honneur parues au « Journal officiel » du 13 juillet 1975.

POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Sont promus officiers :

M. Joseph Cap, sous-directeur de l'administration centrale; Pierre Lepoutre, directeur des télécommunications à Montpellier.

Sont nommés chefferies :

M. Pierre Bousquet, directeur départemental au centre régional d'études des télécommunications; Eugène Capella, sous-directeur; Jean Chervillat, chef de centre technique; Philippe de Bordeaux; Jean Fauroux, directeur départemental; Georges Gely, directeur d'établissement de télécommunications à Paris-Diderot; Yves Gelin, administrateur; Gilbert Grégoire, ingénieur en chef; Auguste L'Orrière, administrateur.

ABONNEMENTS DE VACANCES

Des dispositions ont été prises pour que nos lecteurs en villégiature puissent trouver leur journal chez les dépositaires.

Mais pour permettre à ceux d'entre eux qui désirent d'une approximation d'être assurés de lire le Monde, nous acceptons les abonnements de vacances d'une durée minimum de deux semaines aux conditions suivantes :

FRANCE :

Quinze jours 28 F

Trois semaines 34 F

Un mois 34 F

ÉTRANGER (vois ordinaires) :

Quinze jours 32 F

Trois semaines 38 F

Un mois 50 F

EUROPE (avion) :

Quinze jours 42 F

Trois semaines 48 F

Un mois 60 F

Dans ces tarifs sont compris les frais de distribution d'un abonnement, le montant des services de livraison et l'assurance. Pour faciliter l'inscription des abonnements, nous prions nos lecteurs de nous adresser les chèques bancaires et les chèques de banque accompagnés de leur adresse actuelle ainsi que leur adresse en lettres manuscrites.

Le Monde

SERVICE DES ABONNEMENTS

5, rue des Italiens

75001 PARIS - CROIX 99 - C.C.P. 627-23

ABONNEMENTS

3 mois 80 F

6 mois 150 F

9 mois 210 F

12 mois 280 F

FRANCE - D.O.M. - T.O.M. - ex-COMMUNAUTES (sans Algérie) 50 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 144 F

ÉTRANGER PAR MESSAGERIES (moins rapide que par voie normale)

3 - Belgique - Luxembourg - Pays-Bas - Suisse 115 F

21 - Tunisie 125 F

125 F

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse détaillés ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à nous leur adresser une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en caractères d'imprimerie.

STAGES

Formation professionnelle et préparation pour les femmes étrangères. L'Association culturelle et sociale des familles d'outre-mer et migrants (ACAFOM, 51, rue de Courcelles, 75008 Paris, Tél. : 267-21-70) organise plusieurs stages destinés aux femmes étrangères de tout âge. Il s'agit soit de stages de préparation, soit de stages orientés vers une profession (emplois de bureau, téléphonistes, vendeuses, etc.), soit de stages préparant à l'entrée à certaines écoles. Renseignements au siège de l'ACAFOM.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1201

1	2	3	4	5	6	7	8	9
X								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

HORIZONTELEMENT

I. On lui doit des réflexions fort amusantes; Se signe souvent. — II. Petit exercice cruellement dédaigné. — III. Peu civils. — IV. Pronom; Préfixe; En Crète. — V. Obligation matérielle; Annonce qu'il va falloir se mettre la ceinture. — VI. Fissent le miel; Pin de participe. — VII. Annonce un futur déplacement; Réserve d'énergie. — VIII. Vaut bien cela! Localité proche de Paris (départ). — IX. Gagnerait à prendre du poids. — X. Pour bleu; Un qui fit des histoires. — XI. Revient souvent sous la plume du biographe; Préfixe.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.

Gérants : Jacques Ferrat, directeur de la publication, Jacques Savagat.

Imprimé en France par J.P. Lesclapart, 5, rue de Valenciennes, 75019 Paris.

Reproduction interdite de tous articles, sans accord avec l'administration.

VERTICALEMENT

1. On y laissait toujours quelques plumes. — 2. C'est affaire de goût. — 3. Compositeur russe. — 4. Réformateur; Marquises. — 5. Irritent les gens les plus calmes; Pointe dans le temps. — 6. Sûreté nationale; Abréviation. — 7. Sa fleur est commune au printemps; Bruxelles. — 8. Fruits; Pronom. — 9. Assurément inéconduites. — 10. Méritent un séro de conduite.

Solution de problème n° 1200

HORIZONTELEMENT

I. Mille; Ré. — II. Obus; Eau. — III. Tir; Lames. — IV. Droiture. — V. Vermeuse. — VI. Ame; Bas. — VII. Bues; Ré. — VIII. Eu; NS; Poe. — IX. Usé; Toul. — X. Réa; Uriel. — XI. Caviste.

VERTICALEMENT

1. Mot; Valeurs. — 2. Didem; Usé. — 3. Surtout; Sac. — 4. Es; Or; Un. — 5. Limes; Gy. — 6. Atlas; Tri. — 7. Zéro; Poit. — 8. Muer; Ronet. — 9. Essentielle.

GUY BROUTY.

A L'HOTEL DROUOT

EXPOSITIONS

Mardi

5. 12 - Babel, Mblés, M. Deurbertue

Mercredi

5. 2 - Mblés, Obj. vitrina, M. Godeau, Soléris, Andap

5. 4 - Mblés, Art Nègre, SCF Laurin, Guilloux, Dufrenoy

5. 14 - Ex mblés, M. Pescheteau

VENTE

5. 13 - Babel, Mblés, M. Deurbertue

SOLDE

fouks

DERNIERS JOURS

89, rue Réaumur (2^e)

tél. : 231.18.70

Métros: Senteur, Réaumur-Sébastopol

MADELIENS

mardi 15, mercredi 16 et jeudi 17 juillet

SOLDES

hommes et jeunes gens.

مكتبة الرجل

Le Monde DE LA MÉDECINE

AU CONGRÈS MONDIAL SUR LE TABAGISME

Protéger les non-fumeurs

Quatre cent cinquante délégués appartenant à cinquante pays viennent de se réunir à New-York. Le troisième congrès mondial sur le tabagisme et la santé, à l'heure où le gouvernement français commence tout juste à se préoccuper de ce fléau social qu'est le tabac, ce congrès a émis, à l'usage des nations, un grand nombre de recommandations dans le domaine épidémiologique, social, économique et politique. Nous avons demandé au Dr Yves Nadjari, cardiologue, qui participait à cette réunion, d'exposer ici les grandes conclusions du congrès et d'apporter son point de vue.

La preuve n'est plus à faire du lien entre le tabac et les maladies cardio-vasculaires (causes de mort numéro un des pays industrialisés), le cancer du poumon (dont la courbe est ascendante dans les populations féminines), la bronchite chronique (deux fois plus fréquente chez les fumeurs que chez les non-fumeurs), l'emphysème, différents cancers, dont celui de la vessie (les urines étant une voie d'élimination de la nicotine). Le coût économique de cette pathologie est considérable. Soulignons l'importance des études prospectives internationales (plus de quarante) sur le tabac et grossesse :

« Sept heures après avoir fumé une cigarette, le niveau de monoxyde de carbone reste élevé de 10 % dans le sang du fœtus (professeur Batte) ».

« L'état des mouvements toxiques durant les dix dernières semaines de la grossesse montre que, après l'inhalation par la mère de deux cigarettes, les mouvements respiratoires du fœtus diminuent de un tiers pendant deux heures. On comprend, les risques accrus de mortalité périnatale chez la femme enceinte qui fume. »

L'enfant des fumeurs reste un sujet à haut risque durant la première année de sa vie :

La survenue de bronchite et de pneumonie a été chiffrée dans une étude américaine à :

- 7,8 % si les deux parents sont non-fumeurs ;
- 11,4 % si un parent est fumeur ;
- 17,5 % si les deux parents le sont.

Le congrès a conclu à la nécessité d'étendre les recherches sur le monoxyde de carbone, la nicotine et les autres composants du tabac, dans le fœtus *intra utero* et les expérimentés avec une attention particulière aux mécanismes d'adaptation du fœtus.

Des cigarettes moins dangereuses

Le rôle du monoxyde de carbone en particulier dans les états asphyxiques rend indispensable la notion de son taux sur chaque paquet, ainsi que celui de nicotine de goudron.

L'importance de ces deux derniers critères dans la pathologie liée au tabac (notamment les cancers) explique l'attention particulière aux États-Unis ces vingt dernières années. Or, en 1955 chaque cigarette contenait en moyenne 43 mg de

goudron et 2,8 mg de nicotine, elle contient actuellement en moyenne 18 mg de goudron et 1,22 mg de nicotine et il existe sur le marché des cigarettes à 4 mg de goudron et à 0,3 mg de nicotine.

La ville de New-York a instauré un système de taxes différent pour chaque marque de cigarettes, proportionnel à la quantité de ces deux éléments, et de nombreux pays envisagent cette attitude pour augmenter la consommation de cigarettes moins dangereuses, surtout au niveau des jeunes.

On reste confondu de voir qu'une telle information sur les cigarettes ne passe pas notre frontière, alors que même les paquets de cigarettes françaises vendus à l'étranger mentionnent ces taux de goudron et de nicotine.

La santé d'un jeune Français aurait-elle moins d'importance que celle d'un jeune Norvégien ?

La publicité, très prompt à s'adapter aux contraintes scientifiques, est, aux États-Unis, depuis peu de temps fondée sur le faible chiffre de goudron et de nicotine par rapport aux autres cigarettes concurrentes.

La fumée des autres

Les fumeurs passifs (non-fumeurs se trouvant en voisinage d'un fumeur) ont dans une atmosphère enfumée encouru-t-ils des dangers ? La synthèse des études mondiales, présentées par le professeur Aronow sur ce thème a montré que, et... bien dans une pièce que dans un autobus mal ventilés, les sujets non-fumeurs ont une élévation de leur taux de carboxyhémoglobine et la présence de nicotine dans leurs urines. La quantité de monoxyde de carbone émise par le cœur est latérale de la cigarette (« side stream ») est plus élevée que celle inhalée par

le fumeur (« main stream »). Deux groupes de sujets doivent être distingués dans ces études :

— Une population à haut risque (femmes enceintes, jeunes enfants, cardiaques, pulmonaires) pour qui il est dangereux d'être un fumeur passif ;

— Les autres nécessitent la poursuite des études épidémiologiques que le congrès demande à tous les pays à une grande échelle. Ce chapitre est extrêmement important et explique les recommandations très fermes pour défendre les droits des non-fumeurs : interdiction dans les lieux publics (cinémas, bibliothèques, boutiques, ascenseurs, salles de conférences, autobus, etc.). De même dans les hôpitaux, les cliniques. Il a été recommandé d'interdire que des non-fumeurs se trouvent dans des chambres de fumeurs. L'interdiction de vendre des cigarettes dans l'enceinte de l'hôpital a été également demandée.

« Le temps n'est plus de protéger la fumée contre lui-même, mais les non-fumeurs des fumeurs. »

Le problème le plus grave est posé par les jeunes, plus facilement entraînés par une publicité qui dispose de moyens considérables, souvent mal informés des risques de ce que le congrès a considéré comme une drogue (addiction). Il justifie un programme d'éducation et d'information que tous les pays mettent actuellement en place. Celui de la Suède est âgé de vingt-cinq ans, adressé aux enfants dès en 1972 que l'on espère non-fumeurs en l'an 2000. Si les garçons réagissent bien aux campagnes anti-tabac, avec une diminution de la consommation par tête aux États-Unis, le résultat n'est pas le même pour les filles. On peut s'attendre à voir confirmer dans les années à venir le développement d'une pathologie qui, sur ce terrain, fera des femmes les égales des hommes. L'interdiction de fumer dans les éco-

les, de vendre des cigarettes aux moins de seize ans, est une décision qui doit être prise dans une population sensible à ce problème.

Une désintoxication efficace existe-t-elle ?

Il semble qu'il faille considérer les thérapies actuelles comme un appoint. La psychothérapie de groupe (consultations hospitalières, cliniques) sous forme soit de séances sur plusieurs semaines, soit du plan de cinq jours des adolescents, reste encore une des meilleures méthodes entraînant, après un an, une moyenne de 25 % de bons résultats, avec une marge variable en fonction du suivi des patients. Ces chiffres s'élevaient à 50 % chez les patients à hauts risques, plus motivés. Ces pourcentages d'un tel congrès ?

C'est que les conséquences du tabac sur le santé posent un très grave problème.

Si l'on ose espérer la mise sur pied d'un programme identique à la Norvège, félicité par la Communauté Médicale Internationale, du moins, en droit d'attendre une action de grande envergure. Il n'est pas normal qu'un pays de notre niveau médical, technique et culturel, se trouve dans un tel domaine, avec un retard aussi considérable : retard sur l'information du public, des enseignants, des jeunes, des médecins, retard dans le pays consacré à la recherche épidémiologique sur ces problèmes.

A une époque où des plans à moyen terme sont faits pour l'industrie, l'énergie, chaque Français a le droit d'attendre pour le santé de ses enfants une prévention efficace.

La déclaration que prise Mme Vall de se pencher sur ce problème doit avoir un soutien très large pour réussir, volonté gouvernementale suivie de décisions législatives — ressources financières permettant un programme d'éducation sur plusieurs années, participation des médecins mais aussi des enseignants, des syndicats et également des chefs d'entreprise. C'est une tâche difficile pour le ministère de la santé, elle peut marquer une étape historique dans la prévention médicale en France des conséquences de ce fléau qu'est le tabagisme.

Faisons nôtre le souhait de la communauté médicale européenne de voir le bilan de la France plus positif sur son prochain quatrième congrès mondial.

Dr. YVES NADJARI,

BIBLIOGRAPHIE

LE CESSER DE FUMER, POURQUOI ? par André Ruffier, Mand Coma et Philippe Angenot. Éditions SDT, 120 pages.

Rédigé par trois spécialistes de la question, ce livre est un recueil d'articles sans complaisance contre le tabac. Il explique de façon claire — et inébranlable — les dangers de cette drogue, et montre que l'arrêt est possible d'un seul coup grâce au « plan de cinq jours », prôné par les auteurs bien avant d'être popularisé par la radio nationale.

LES SOINS DENTAIRES

Le prix de la négligence

UNE statistique récente montre que les frais engagés par la Sécurité sociale pour les soins dentaires s'élevaient à 9,4 % de son budget total. Ce fait peut paraître excellent, et on pourrait y voir le signe d'une amélioration de l'état d'esprit du public, qui prendrait de plus en plus conscience de la nécessité de conserver l'intégrité de sa denture.

Cette manière d'envisager la question n'est peut-être pas la bonne.

Les deux principales affections que l'on trouve à l'origine de la détérioration du système dentaire sont la carie et les maladies du parodonte, ou tissus de soutien de la dent. La carie est due, la chose est bien connue maintenant, à l'action sur les tissus calcifiés des acides produits par des bactéries.

Les maladies du parodonte sont provoquées par la formation de la « plaque » et du tartre, qui se déposent au collet des dents et

produisent une irritation constante de la muqueuse gingivale. Celle-ci réagit devant ces corps étrangers en se congestionnant. Ce phénomène produit une décalcification de l'os sous-jacent et la dent perd peu à peu son support. Si rien n'est fait, elle finit par tomber.

Réaction acide des bactéries ou, au contraire, formation calcicole ont leur point de départ dans cette plaque dentaire et fonction de conditions biochimiques complexes. Celle-ci est formée en grande partie par des bactéries variées qui se nourrissent des sucres, consommés souvent en excès par le sujet, et par des cellules desquamées, c'est-à-dire éliminées par les tissus de la cavité buccale.

Il n'existe malheureusement pas encore de vaccin, ou de drogue, permettant d'empêcher son action ou sa formation. Elle se dépose très rapidement sur la surface des dents et seule son élimination fréquente permet de prémunir l'individu contre ses méfaits.

Rembourser les brosses à dents

Or il est prouvé qu'un brossage correctement effectué, de trois minutes après chaque repas (le dentifrice ne jouant qu'un rôle négligeable), suffit pour empêcher l'apparition de la plaque dentaire dans des proportions telles qu'elle devient sans effet.

Le problème est donc des plus simples :

— Ou bien, on lance une campagne de grande envergure, d'une ampleur équivalente, par exemple, à celle de la ceinture de sécurité ;

— Ou bien, on continue à gaspiller les milliards pour la seule raison que la population, dans une énorme majorité, et quel que soit son état social, ne se brosse pas ou se brosse mal les dents.

La « propagande » nécessaire devrait utiliser tout l'arsenal audio-visuel dont se sert si bien la publicité et ne jamais connaître d'interruption. La télévision, à l'occasion des émissions enfantines en particulier, nous semble le moyen de choix. Cela se fait d'ailleurs en Grande-Bretagne.

Les sommes engagées, malgré le coût de l'opération, devraient être loin de ce que la Sécurité sociale verse chaque année pour les soins dentaires. Le remboursement des brosses à dents serait une aide précieuse. On pourrait aussi envisager, par la suite, une diminu-

tion voire une suppression des prises en charge, lorsqu'il serait prouvé que le patient a consulté trop tardivement.

Les chirurgiens-dentistes français ont, depuis une décennie, un enseignement enfin normalisé, leur qualité et leur compétence n'ont plus rien à envier à l'étranger. Mais, ils ne font que remettre en ordre les dégâts dus pour la plus grande partie à la négligence, ou à l'ignorance du public, et ce, avec des techniques de plus en plus élaborées, donc de plus en plus chères.

L'hygiène dentaire est simple et efficace, nous n'en voulons pour preuve que les faits que très rares sont les chirurgiens-dentistes porteurs de prothèse. Ils savent se brosser les dents et le font.

Les Français, et surtout ceux qui ont la charge d'organiser leurs soins, doivent se rendre compte de l'enjeu du problème. Sa solution se trouve dans une prise de conscience, par tous, du fait pourtant évident qu'il est plus facile et moins cher de prévenir que de guérir.

Surtout lorsque la prévention est d'une aussi grande simplicité...

CHRISTIAN HUREL,
Professeur, chef du service de Parodontologie-Prévention, Faculté de Chirurgie dentaire de Marseille.

Goudron et nicotine

Le département de la santé britannique a établi, en septembre 1974, un tableau des cigarettes, classées selon leur taux de goudron et de nicotine. Parmi celles qui sont commercialisées en France, il faut noter :

	goudron/mg	nicotine/mg
Gallie	12	0,5
Gauloises caporal filtre	18	1,0
Gauloises caporal sans filtre	29	1,5
Gitanes caporal	25	1,5
Silk Cut King Size	9	0,7
Pall Mall Long Size	11	0,8
Kent	16	0,9
Peffer Shagwren	18	1,2
Benson et Hedges King Size	19	1,2
Dunhill	18	1,3
Craven A	24	1,4
Lucky Strike	33	2,5

Un autre document, établi cette fois aux États-Unis, fait apparaître le Carlton comme la cigarette la moins toxique (selon les présentations, de 2 à 4 mg de goudron, et de 0,2 à 0,3 mg de nicotine).

Pour ceux qui ne peuvent s'arrêter de fumer, le département de la santé britannique préconise quelques mesures simples destinées à faire cesser progressivement leur accoutumance : choisir des cigarettes dans un groupe à faible taux de goudron, et en réduire la quantité quotidienne, limiter le nombre de bouffées par cigarette et ne pas la garder à la bouche ; ne pas avaler la fumée ; ne pas fumer la cigarette jusqu'au bout (la concentration de goudron et de nicotine étant beaucoup plus forte dans le dernière partie de la cigarette en combustion).

DES RECOMMANDATIONS

- Les organismes employeurs, l'industrie, devraient prendre la responsabilité de la santé de leurs employés en leur fournissant des programmes d'éducation sanitaire sur la mortalité et les accidents dus au tabac. La plus tuer et les droits des non-fumeurs devraient faire partie de ce programme.
- L'organisation mondiale des compagnies aériennes devrait être contactée par le 3^e congrès pour renforcer le nombre de sièges non-fumeurs dans leurs appareils.
- Solliciter l'aide des clubs témoins pour le programme éducatif anti-tabac.
- Qu'il y ait pas d'emploi réservé dans les écoles aux étudiants et professeurs pour fumer.
- Puisque les notions d'hygiène de vie doivent être appliquées dès la jeune âge, il leur inculquer dans la formation des enseignants d'école primaire un programme d'éducation sanitaire.
- Les parents devraient être informés et devraient pouvoir participer à des programmes d'éducation concernant le tabac en raison de leur rôle d'exemple.
- Les professions de santé devraient être conscientes de leur rôle au tant, qu'exemple pour leurs patients et le public. En vue de soutenir ce rôle, elles devraient être régulièrement informées avec la matériel le plus récent sur le tabagisme et la santé et devraient s'engager à ne pas fumer au cours de leur exercice professionnel.
- Les gouvernements doivent édicter des lois pour inciter à la production de cigarettes à faibles taux de goudron et de nicotine. Augmenter les taxes sur les cigarettes progressivement et régulièrement.
- Les représentants gouvernementaux et les officiels seront priés de s'abstenir de fumer dans l'exercice de leurs fonctions.
- Le gouvernement de chaque pays pour qui fumer est un réel problème de santé devrait établir un centre national de contrôle anti-tabac pour coordonner toutes les activités : éducation, recherche et programmes de traitements.
- Les cotisations d'assurance sur la vie devraient être moins élevées pour les non-fumeurs en raison de leurs risques de morbidité moindres.
- On recommande que dans le cadre d'une politique nationale de santé l'utilisation du tabac soit considérée comme un comportement destructeur pour soi-même et les autres.
- Il faut compléter cet aspect politique par une législation appropriée et des règlements. Les non-fumeurs devraient toujours avoir le droit de travailler dans des endroits non pollués par le tabac.
- De plus, la vente de cigarettes doit être interdite dans les distributeurs.
- Il est de plus recommandé que les gouvernements, aussi bien que les employeurs privés, soient encouragés à payer le temps d'absence des employés qui suivent un traitement anti-tabac. En retour, les gouvernements devraient garantir une réduction de taxes et un crédit destiné à rembourser le coût de la participation à un programme anti-tabac.

TÉMOIGNAGE

Le mépris du malade

Mme Olga Rödel, rédactrice en chef adjoint du Courrier de l'Unesco, nous adresse le texte ci-dessous d'une « Lettre à son médecin » :

Je ne puis laisser passer plus de temps sans vous dire à quel point la manière dont vous m'avez examinée, le 10 juin 1975, à l'hôpital Bichat (service maternité) m'a humiliée.

Comparé après trois heures d'attente devant un aréopage de cinq personnes aussi glaciales que glacées pour ne pas se voir traiter une seule minute comme une personne humaine, mais au contraire comme une simple chose, un « cas » de plus, et, en effet, quelque chose qui blesse la dignité. Le « cas » que je présentais n'aurait sans doute pour vous qu'un intérêt minime — ce n'est qu'un cancer.

Je ne vous reproche pas votre froideur. Je comprends qu'il faille être courtois devant la douleur pour mieux la combattre. Ce que je vous reproche très directement, c'est votre mépris du malade en tant qu'individu. Or, vous aviez donné mon dossier trois heures auparavant. Était-il nécessaire d'attendre que je sois là, présente sangrante, pour que, sans même lever les yeux sur le « cas », vous épiloguez devant vos élèves : « A cinquante ans — que je n'ai pas, petite vexation au passage — elle n'a pas besoin de son mépris ? Vous n'avez réfléchi, je n'exista plus, je n'étais qu'un utérus. Je n'oublierai pas la première phrase que vous avez dite en m'adressant soudain, avec délicatesse : « Et dans les rapports,

ça saigne ? » A ce moment-là, j'étais encore capable de ravalier ma rage. Mais le comble a été atteint quand, après avoir glissé encore à mon propos devant vos élèves, d'une manière en principe égotique pour le vulgum (dysplasie, figures mitotiques, etc.), vous m'avez octroyé un « bon pour une hystérectomie » sans même m'interroger de quel mal je souffrais, sans même me signaler que vous ordonniez ainsi une opération sur ma personne.

Il se trouve que, de par ma profession, j'ai réalisé naguère un numéro spécial du Courrier de l'Unesco sur le cancer, qui n'a que quelques pages familières avec votre jargon. Je n'en considère pas moins scandaleux votre manque de tact, pour ne pas dire plus, et la manière proprement inhumaine avec laquelle vous accédez les malades, surtout s'agissant d'une affection comme le cancer, chargée encore de toute une connotation dramatique. Posséder le savoir, c'est posséder le pouvoir ; ne pas dispenser un malade la petite parcelle du savoir qui peut lui permettre psychologiquement d'aborder son mal avec courage, c'est une manière d'abus du pouvoir.

Comprenez qu'on ne vous demande ni patos ni latinisme ; simplement, comme l'indique un certain serment d'Hippocrate que vous avez prêté, un peu de respect envers l'individu qui est confié entre vos mains. Faute de quoi certains patients finissent par devenir impatientes — ce qui n'est bon ni pour vous, ni pour eux, ni pour l'image de la médecine française.

OLD

Du bon usage de la liberté de procréation

Sur cinq Françaises en âge de procréer, une seulement a recours à un moyen moderne de contraception. Nul n'ignore qu'un immense effort d'information ou d'organisation doit être conduit dans notre pays pour qu'à la régulation des naissances ne fasse pas substituer l'avortement systématique.

Le professeur Merger, d'une part, et par le professeur Jamain, de l'autre, paraissent à première vue contradictoires. Elles se rejoignent cependant en montrant la souci manifesté par les gynécologues devant les attitudes durables qui pourraient être prises, à court ou à long terme, par ignorance ou par inconséquence, à l'équilibre féminin.

des centres de consultation, P.M.I. ou autres, paraissent dans un tel contexte encore plus intolérables, et il est permis de souhaiter qu'une prise de conscience intervienne au niveau-faît communal que départemental, régional ou national, afin qu'un usage judicieux, et non destructeur, puisse être fait de cette importante conquête qu'est la liberté de procréation.

POINT DE VUE

Contrôle des naissances, avortement, natalité

par le professeur ROBERT MERGER (*)

CHACUN de nous s'est demandé quels pourraient être les effets sur la natalité française des lois nouvelles sur la régulation des naissances et l'avortement. Dans un autre ordre de faits, les statistiques d'un grand service parisien d'obstétrique montrent qu'en 1971, 49,7% des femmes étaient des primipares et 2,45% en étaient à leur cinquième grossesse ou au-delà. En 1974, les primipares représentaient 52,5% et les quintipares 1,12%. Ainsi, se marque la restriction quantitative de la descendance.

Un même changement psychologique corrompt l'idée que l'on avait de l'avortement. Il procède de la perfection de la mère et de l'enfant. Puisque la loi de 1920 était condamnée, on pouvait ou bien reconnaître, comme c'était le cas, de la commission de l'Académie, les drames de certaines déresses physiques et morales, sans pour cela libéraliser l'avortement, et fonder la loi dans une réglementation plus générale sur la natalité, ou bien simplement abroger la loi, laissant à la jurisprudence le soin d'établir une règle à la fois humaine et digne. Mais c'est le droit à l'avortement qui est octroyé, sans aucune distinction, sinon de date.

Une phrase de M. le procureur de la République au procès de Ronen est significative à cet égard : « Toute grossesse non désirée est un acte de déviance ». Ces idées si entières affaiblissent d'abord la régulation des naissances, puisqu'on en arrive, par la force de la loi, à l'avortement-contraception. Ensuite, on ne la voit humaine à son début. L'évidence biologique de cette vie, on oppose le mépris de l'être dans les premiers moments de son existence. Les équipes d'avortement autodidactes violant les protocoles, résidus d'une aspiration à un groupe de futures avortées attendant leur tour, et disent : « Vous voyez, ce n'est RIEN ».

Comment, en effet, garderait-on quelque idée de valeur à cet embryon si caché, mais si protégé par la nature, si petit mais si complètement organisé, quand la loi permet de le supprimer à volonté ? Cette déviance, qui paraît avec celle de la famille, qui de large est devenue étroite, de forte est devenue faible. Comment, dans ces conditions, la natalité ne fléchirait-elle pas ? La preuve a contrario en est donnée par les pays à famille forte, ayant gardé de nos jours quelques relictés de la famille patriarcale romaine, dans lesquels les époux ne quittent pas leur père et mère, où un vaste groupement réunit les plus jeunes et les plus vieux, où les femmes mettent leur fierté plus dans la maternité que dans la sexualité. Ces pays ne sont pas évoqués pour glorifier les mœurs antiques ni pour inciter à y revenir, mais pour montrer l'influence de la valeur que l'on donne à l'enfant à naître sur la natalité, car, dans ces pays, plus de la moitié de la population, au moins de vingt ans.

Les mineures et la pilule

Le professeur B. Jamain (Paris), président du syndicat national des gynécologues et obstétriciens français, a publié, dans la Nouvelle presse médicale du 28 juin, un communiqué dans lequel il déclare à propos des moyens contraceptifs utilisés chez les mineures : « Nous tenons à avertir le corps médical afin que nul médecin n'ignore les dangers pour le santé d'une prescription de contraceptifs à des adolescentes en pleine période pubertaire. On sait que cette période s'étend sur cinq ans environ et que deux ans s'écoulent entre l'apparition des premières règles et l'âge adulte où la procréation devient possible. On connaît la complexité de l'édifice neuro-endorphinique, l'importance des interactions de l'hypothalamus, de l'hypophyse et des ovaires, et donc la fragilité d'instabilité de la fonction ovarienne. On connaît aussi la capacité des œstrogènes et des androgènes à gêner la fonction di-éphyse et donc à limiter les possibilités de croissance de l'adolescente. Dans ces conditions, comment un médecin ou un gynécologue digne de ce nom pourrait-il commettre le geste dangereux qui consisterait à prescrire le pilule à une adolescente ? Comment pourrait-il prendre le risque de bloquer l'activité d'ovaires dans les fonctions endocriniennes, tout juste débutantes, vont « balbutier » pendant plusieurs années ? Comment assumerait-il sa responsabilité devant une stérilité primaire qu'il aurait forgée de sa main ? Comment prendrait-il le risque de voir la croissance d'une fillette stoppée par un traitement hormonal intempestif et reconnu comme dangereux, à cet âge, par les gynécologues du monde entier ? Comment pourrait-il prendre le risque de favoriser chez des enfants et des adolescentes une fréquence de maladies vésiculaires indélébiles et donc des stérilités définitives pour beaucoup d'entre elles ? Nous voyons-là, en dehors de toute éthique morale et religieuse, une atteinte flagrante à la santé publique, à la moralité, à la famille. C'est pourquoi, par cette note, nous proclamons notre désaveu total à ces propos officiels et formulons un tel projet médicalement indéfendable. Le décret du 6 mai 1975 réglementant l'éducation, la prescription et la commercialisation des moyens contraceptifs implique notamment que l'autorisation parentale n'est plus exigée des mineures. Nous avons indiqué précédemment (La Presse Médicale, 17 juillet 1974), les conditions hormonales spécifiques qui commandent au moment du développement pubertaire le plus grande vigilance dans le choix de la méthode contraceptive prescrite. Cette vigilance relève de faits biologiques précis et connus, et la conclusion constante à tirer de ces faits des considérations d'ordre moral ne peut qu'en affaiblir la portée. Ce qui est d'autant plus regrettable qu'un médicament qui s'élève et que l'alternative de l'avortement à répétition, ce n'évoque pas le professeur Jamain, est en même temps grave, sinon plus sur le plan de la santé publique et des risques ultérieurs de stérilité.

Les centres de régulation familiale Des textes aux réalités

LES centres de planification familiale sont-ils voués à la paralysie ou condamnés à ne jamais voir le jour, faute de crédits ? La question ne semble plus de saison au moment où le ministère de la santé publique diffuse largement une importante liste des établissements et centres de contraception agréés. Elle se pose en fait avec d'autant plus d'acuité que la réalité est loin de refléter l'optimisme officiel. « Je constate, nous écrit le docteur Elsa Rustin, médecin-directeur du Centre de santé de la ville de Bagnolet, que le plupart des centres agréés fonctionnent soit dans des services de gynécologie obstétrique d'établissements hospitaliers, soit dans des centres de soins ou de protection maternelle et infantile (P.M.I.) déjà existants, gérés par des collectivités locales. Elle précise, d'autre part, que le Centre de planification de Bagnolet, agréé depuis février 1974, n'avait bénéficié d'aucune subvention en 1974, que le budget prévisionnel pour 1975 n'avait pas encore été approuvé et que surtout aucune convention n'a encore été signée entre les municipalités gestionnaires et le département. La situation serait la même dans les dix-sept autres centres agréés de la Seine-Saint-Denis.

Certes des solutions viables conformes à cette réglementation sont possibles : « Je dois vous dire, nous précise le docteur Rustin, qu'au cours du mois d'avril, les conventions ont pu être signées avec le département après accord du conseil général de l'administration et du service départemental de P.M.I. ». Elle ajoute cependant ceci, qui n'est sans doute que trop vrai : « Mais la Seine-Saint-Denis est sans doute un département privilégié dans ce domaine... ». La Bretagne et la Normandie, pour ne citer que ces régions, ne disposent d'aucun centre fonctionnant de façon satisfaisante et dont la vie puisse être assurée. L'effort qui doit être entrepris pour la diffusion de la contraception, et qui est la base même de toute politique préventive de l'avortement, ne sera à l'évidence possible que lorsque la population pourra bénéficier des informations et des services médicaux nécessaires. L'exemple cité ci-dessus montre que la France est loin du compte sur ce plan, et les biens perçus au haut comité fonctionnant au ministère de la santé pour l'étude de ces problèmes sont à ce titre inquiétants, tant sur le plan de l'information scolaire inexistante, que sur celui des centres médicaux trop rares et qui connaissent d'énormes difficultés.

(1) Dans une récente conférence de presse, le syndicat national des médecins de P.M.I. a rappelé les conditions de travail de leurs membres. Sur des sept mille médecins de P.M.I., deux cents sont fonctionnaires et gagnent en début de carrière, moins de 3 500 F, alors que la plupart sont des spécialistes. Quant aux vacataires, la grande majorité, ils n'ont aucune garantie d'emploi, pas de congés payés, et sont rémunérés, suivant les régions, à partir de 17 francs de l'heure.

LA GRATUITÉ TOTALE DE LA CONTRACEPTION EST GÉNÉRALISÉE EN GRANDE-BRETAGNE

À partir du mois de juillet, les consultations médicales concernant la contraception et les médicaments ou dispositifs utilisés à cette fin pourront être obtenus gratuitement par les Anglaises, non seulement dans les centres de planification familiale, mais chez tous les médecins. Cette décision, annoncée par M. David Owen, ministre de la santé, suscitera l'approbation entre le gouvernement et les syndicats britanniques de praticiens. Ces derniers, estimant ces tarifs fixés trop faibles, en avril dernier, avaient refusé de fournir des services de contraception gratuits en vertu de cette somme a été obtenue sur le budget de 3 heures et demie par an et par consultante pour les contraceptifs oraux, et de 10 heures (1) pour la pose des stérilettes. Cet accord ne prévoit pas de classe particulière pour les mineures, qui bénéficieront donc également de la gratuité des consultations et des produits.

LIVRES

Pour tous LES SERVICES DE SANTÉ MATHURON. Un rapport du Bureau régional de l'Europe de l'Organisation mondiale de la santé, 220 pages. En vente à P.O. M.S., à Genève, et à Paris, à la Librairie Arnette, 2, rue Cadastre-Delaigues, 75006 Paris. Les techniques nouvelles applicables à l'organisation de la santé publique, les actions de prévention, l'organisation des soins médicaux, les personnels de santé et leur formation sont abordés dans leurs aspects les plus variés avant que des exposés descriptifs soient consacrés aux services de santé de chacun des trois-dix pays d'Europe d'abondantes statistiques, en annexes, complètent cette deuxième édition mise à jour en 1974.

Pour les praticiens LE DICTIONNAIRE DE MÉDECINE, 74 auteurs et consultants, dirigé par le professeur Jean Hamburger, Flammarion éditeur, 574 p., Prix de lancement : 160 F. Prix définitif : 195 F. La langue médicale n'a pas suivi la transformation profonde de la pensée scientifique de ces dernières années, et les champs sémantiques sont, dit le professeur Hamburger, « certains de mauvaises herbes ». La page qui consisterait à tenter l'établissement d'un guide à la fois critique, complet, ordonné et informatif du jargon conceptuel médical a donc tenté celui dont le succès de clarté est légendaire. Le résultat, grâce aux contributions de plus de cent éminents consultants, grâce à une rare unité et concision du style et de la pensée, grâce aussi aux compléments pratiques (traductions anglaises de mots néologismes), ce résultat dépasse, et de loin, tout ce qui a pu être tenté en ce domaine jusqu'à présent. L'ouvrage est plus proche de la Bible que du dictionnaire, et la richesse des informations qu'il fournit va bien au-delà du cadre limité de la sémantique. En outre, et pour la première fois en France, l'imprimerie nationale a mis en œuvre une méthode originale de programmation permettant une distribution typographique très remarquable des pensées exprimées. Dix-huit mille termes choisis dans chaque discipline, par des spécialistes, des fondamentalistes, des cliniciens, dix-huit mille termes classés, traduits, explicés, situés dans l'histoire, analysés dans la clinique, apportés au praticien, un guide, une source d'enseignement incomparable. L'évolution des sciences médicales peut se mesurer par une simple comparaison de ce nouveau ouvrage et tous ceux qui l'avaient précédé. Il faut dire que la conception même en est très différente, et l'objectif est visé beaucoup plus ambitieux. Le succès que devrait rencontrer ce monument sera témoin de sa qualité exceptionnelle. Dr R.-L.

Pour tous LES SERVICES DE SANTÉ MATHURON. Un rapport du Bureau régional de l'Europe de l'Organisation mondiale de la santé, 220 pages. En vente à P.O. M.S., à Genève, et à Paris, à la Librairie Arnette, 2, rue Cadastre-Delaigues, 75006 Paris. Les techniques nouvelles applicables à l'organisation de la santé publique, les actions de prévention, l'organisation des soins médicaux, les personnels de santé et leur formation sont abordés dans leurs aspects les plus variés avant que des exposés descriptifs soient consacrés aux services de santé de chacun des trois-dix pays d'Europe d'abondantes statistiques, en annexes, complètent cette deuxième édition mise à jour en 1974.

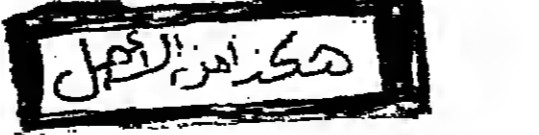
Pour les praticiens LE DICTIONNAIRE DE MÉDECINE, 74 auteurs et consultants, dirigé par le professeur Jean Hamburger, Flammarion éditeur, 574 p., Prix de lancement : 160 F. Prix définitif : 195 F. La langue médicale n'a pas suivi la transformation profonde de la pensée scientifique de ces dernières années, et les champs sémantiques sont, dit le professeur Hamburger, « certains de mauvaises herbes ». La page qui consisterait à tenter l'établissement d'un guide à la fois critique, complet, ordonné et informatif du jargon conceptuel médical a donc tenté celui dont le succès de clarté est légendaire. Le résultat, grâce aux contributions de plus de cent éminents consultants, grâce à une rare unité et concision du style et de la pensée, grâce aussi aux compléments pratiques (traductions anglaises de mots néologismes), ce résultat dépasse, et de loin, tout ce qui a pu être tenté en ce domaine jusqu'à présent. L'ouvrage est plus proche de la Bible que du dictionnaire, et la richesse des informations qu'il fournit va bien au-delà du cadre limité de la sémantique. En outre, et pour la première fois en France, l'imprimerie nationale a mis en œuvre une méthode originale de programmation permettant une distribution typographique très remarquable des pensées exprimées. Dix-huit mille termes choisis dans chaque discipline, par des spécialistes, des fondamentalistes, des cliniciens, dix-huit mille termes classés, traduits, explicés, situés dans l'histoire, analysés dans la clinique, apportés au praticien, un guide, une source d'enseignement incomparable. L'évolution des sciences médicales peut se mesurer par une simple comparaison de ce nouveau ouvrage et tous ceux qui l'avaient précédé. Il faut dire que la conception même en est très différente, et l'objectif est visé beaucoup plus ambitieux. Le succès que devrait rencontrer ce monument sera témoin de sa qualité exceptionnelle. Dr R.-L.

Pour les praticiens LE DICTIONNAIRE DE MÉDECINE, 74 auteurs et consultants, dirigé par le professeur Jean Hamburger, Flammarion éditeur, 574 p., Prix de lancement : 160 F. Prix définitif : 195 F. La langue médicale n'a pas suivi la transformation profonde de la pensée scientifique de ces dernières années, et les champs sémantiques sont, dit le professeur Hamburger, « certains de mauvaises herbes ». La page qui consisterait à tenter l'établissement d'un guide à la fois critique, complet, ordonné et informatif du jargon conceptuel médical a donc tenté celui dont le succès de clarté est légendaire. Le résultat, grâce aux contributions de plus de cent éminents consultants, grâce à une rare unité et concision du style et de la pensée, grâce aussi aux compléments pratiques (traductions anglaises de mots néologismes), ce résultat dépasse, et de loin, tout ce qui a pu être tenté en ce domaine jusqu'à présent. L'ouvrage est plus proche de la Bible que du dictionnaire, et la richesse des informations qu'il fournit va bien au-delà du cadre limité de la sémantique. En outre, et pour la première fois en France, l'imprimerie nationale a mis en œuvre une méthode originale de programmation permettant une distribution typographique très remarquable des pensées exprimées. Dix-huit mille termes choisis dans chaque discipline, par des spécialistes, des fondamentalistes, des cliniciens, dix-huit mille termes classés, traduits, explicés, situés dans l'histoire, analysés dans la clinique, apportés au praticien, un guide, une source d'enseignement incomparable. L'évolution des sciences médicales peut se mesurer par une simple comparaison de ce nouveau ouvrage et tous ceux qui l'avaient précédé. Il faut dire que la conception même en est très différente, et l'objectif est visé beaucoup plus ambitieux. Le succès que devrait rencontrer ce monument sera témoin de sa qualité exceptionnelle. Dr R.-L.

quels, situés dans l'histoire, analysés dans la clinique, apportés au praticien, un guide, une source d'enseignement incomparable. L'évolution des sciences médicales peut se mesurer par une simple comparaison de ce nouveau ouvrage et tous ceux qui l'avaient précédé. Il faut dire que la conception même en est très différente, et l'objectif est visé beaucoup plus ambitieux. Le succès que devrait rencontrer ce monument sera témoin de sa qualité exceptionnelle. Dr R.-L.

REVUES LE PRESENCE CROIX-ROUGE, n° 246 d'avril 1975, 5 F (12, rue Quentin-Bauchart, 75364 Paris - Cedex 08), est entièrement consacré aux graves et aux dons d'organes. Les problèmes médicaux y sont largement développés, mais surtout y sont rappelés les différentes dispositions à prendre si l'on désire, en léguant tout ou partie de son corps, permettre une greffe ou faciliter l'enseignement et la recherche en médecine.

LES CONTAMINANTS font l'objet de deux II - n° 1 (janvier-mars 1975) de la revue « Médicines et Nutrition » (Éditions La Sémaphore, 11, rue de la Bourde, 37000 Tours). Il traite en particulier des intoxications par les métaux, le plomb en la culture de vigne, de pesticides dans les conserves de fruits et légumes, des négligés d'hydrogène sulfureux dans les produits alimentaires ; de la recherche et du dosage d'arsénite dans les aliments pour enfants.



SPORTS

LE TOUR DE FRANCE CYCLISTE

De nos envoyés spéciaux

« Ils sont payés pour ça »

Serre-Chevalier. — Quatre à dix-sept millions, tel serait selon les estimations le nombre des spectateurs qui...

fin voit Poupou dans son assiette... Bien sûr, ces mar-

« Oui, car c'est la seule chance de son sort, espérait un directeur sportif...

« Rien de plus démocratique que le cyclisme, affirmait un journaliste...

Démocratique vraiment ? Combien de fois d'arrivées de polytechniciens...

« Pour tromper son attente le public applaudit l'interminable cortège publicitaire...

GABRIELLE ROLIN.

16 ETAPPE BARCELONNETTE - SERRE-CHEVALIER (167 km) 1. Thévenet (Fr.), 3 h. 18 min. 17 sec.

CLASSEMENT GENERAL 1. Thévenet (Fr.), 51 h. 5 minutes 20 sec.

UNE VICTOIRE EXEMPLAIRE

Serre-Chevalier. — L'union des deux équipes de la Tour revient à travers l'Espagne...

JACQUES AUGENDRE.

Bernard Thévenet, né le 1er février 1948 à Saint-Julien-le-Gorcy (Seine-et-Oise)...

Advertisement for 'Pour votre DEMENAGEMENT' with phone number 208 10-30 and 'ODOUL'.

NATATION

Michel Rousseau veut s'entraîner au grand soleil

Vice-champion du monde du 100 mètres en 1973, finaliste olympique champion d'Europe...

encore entre la Floride et la Californie pour la suite. Car, naturellement, s'il faut du soleil...

appelé à participer au financement de ces projets. Michel Rousseau est un garçon heureux...

FRANÇOIS JANIN.

EQUITATION

Diana aux écuries

De notre envoyé spécial

Le Pin-au-Haras. — Le championnat de France international de concours complet organisé dans le cadre enchanteur du haras du Pin s'est achevé...

Cette dernière phase de la compétition est destinée, précise le règlement, à montrer simplement que les chevaux, au lendemain d'une épreuve sévère...

un ans, qui triompha sur le gris de neuf ans The King maker devant le Français Jean-Yves Toussaint...

« Combien d'heures consacrons quotidiennement à cheval ? — Au moins quatre. Bien sûr en extérieur...

Nous dédions cette méthode de travail à nos jeunes compatriotes — cinq à l'arrivée de l'épreuve de fond sur les vingt et un engagements...

ROLAND MERLIN.

FEUILLETON

le beau Solignac

DE JULES CLARETTE de l'Académie française

Paris. Été 1802. Grâce à l'appui d'une vieille fille de ses amies, Mlle de La Rigaudie...

PARADE AU CARROUSEL

Le beau Solignac donna ordre à Castoret de se procurer des pelles et des pioches, et faire passer à Rivière ces instructions...

Il comptait maintenant les heures, et lorsque, dans la nuit, la lugubre sonnerie de l'horloge du Temple...

PARADE AU CARROUSEL

Le beau Solignac donna ordre à Castoret de se procurer des pelles et des pioches, et faire passer à Rivière ces instructions...

pes de la guerre heureuse, étouffant la pensée, remplaçant la liberté par des apothéoses où les fusées d'artifice et le feu de Bengale...

PARADE AU CARROUSEL

Les clairons sonnaient dans les rues dès le matin, des tambours remplissaient Paris de leurs roulements...

splendide de juillet avec deux encore, mais plein de soleil. La voie la plus encombrée était d'ailleurs celle des impériaux...

PARADE AU CARROUSEL

Les clairons sonnaient dans les rues dès le matin, des tambours remplissaient Paris de leurs roulements...

verser et le chemin à suivre, elle tenait dans sa main droite un bouquet de roses d'une couleur, d'un éclat, d'une poésie adorables.

PARADE AU CARROUSEL

Le cocher fit un geste qui, montrant la foule pressée et grossissante, semblait répondre : « Vous me demandez l'impossible ! »

Le cocher fit un geste qui, montrant la foule pressée et grossissante, semblait répondre : « Vous me demandez l'impossible ! »

PARADE AU CARROUSEL

Le cocher fit un geste qui, montrant la foule pressée et grossissante, semblait répondre : « Vous me demandez l'impossible ! »

(A suivre.) Copyright le Monde

	La ligne	La ligne T.E.
OFFRES D'EMPLOI	84,00	89,70
Offres d'emploi "Placements ciblées"		
minimum 15 lignes de hauteur	88,00	44,87
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,03
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	85,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.E.
L'IMMOBILIER		
Achat-Vente-Location	25,00	25,19
EXCLUSIVITES	30,00	35,03
L'AGENDA DU MONDE		
(chaque vendredi)	23,00	23,85



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

SOCIÉTÉ 120 KILOMÈTRES DE PARIS
Région Centre, grande ville universitaire, recherche pour son usine:

CADRE PERSONNEL

- Ce cadre exercera sa fonction sous l'autorité du Directeur de la production et en liaison étroite avec la direction générale.
- Il assurera progressivement l'ensemble des responsabilités du personnel et aura plus particulièrement les problèmes de recrutement. Formation et gestion des affectés de l'usine.
- Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 35 ans, de formation supérieure et possédant une solide expérience de la fonction. Il devra être doté d'une personnalité affirmée et savoir travailler en équipe.
- La rémunération annuelle sera de l'ordre de 70.000 francs.

Adressez curriculum vitae et photo à no 89381, PUBLICITE ROGER BLEY, 101, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

Importante Entreprise Française
exerçant ses activités en automatisation et instrumentation recherche pour son Etablissement de Haute Normandie

Un ingénieur responsable du service technique

Il sera chargé par le Directeur de l'établissement auquel il est directement rattaché, de la gestion des affaires et de l'animation des hommes constituant l'encadrement technique de l'établissement. Il bénéficiera pour ce faire d'une large autonomie.

Le candidat retenu aura plusieurs années d'expérience dans une fonction similaire.

Ecrire sous réf. 1557, à SWEERTS RP/269 - 75024 PARIS CEDEX 09.

ENTREPRISE CONSTRUCTIONS MECANIQUE LOURDE, faisant partie groupe multinational équipements production énergie, recherche pour établissement province (OUEST)

directeur des achats

Chiffre d'affaires 200 millions. Progression 30% par an. Anglais nécessaire ainsi que pratique marchés internationaux.

Adressez C.V. manuscrit, photo à No 16040 CONTEXTE PUBLICITE 20, Avenue Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra. Réponse et discrétion assurées.

INGENIEURS BUREAU D'ETUDES ET MECANIQUE ENTRETIEN DEUX - SEVRES

Avec un effectif de 1.400 personnes et un chiffre d'affaires de 200 millions, la Société Louis HEULIEZ, implantée dans les Deux Sèvres est l'une des plus importantes entreprises françaises de carrosserie automobile.

Elle recherche deux jeunes ingénieurs non débutants, formation A et M ou niveau équivalent pour les postes de :

- ADJOINT AU DIRECTEUR TECHNIQUE : responsable des sections entretien et outillage (75 personnes). Bonnes connaissances électrisés, tôlerie, mécanique générale et si possible emboutissage. Réf. 545 M
- ADJOINT AU DIRECTEUR DU BUREAU D'ETUDES superviser les études (20 personnes) et l'atelier de prototypes (40 personnes). Expérience indispensable du travail des métaux en feuille et de préférence, de la carrosserie automobile. Réf. 544 M

26, rue Merbeuf, 75008 PARIS - vous adressera une notice d'information et un dossier de candidature sur simple demande. Rappeler le téléphone.

chef de comptabilité

Groupe industriel spécialisé dans la fabrication d'emballages plastiques, leader dans notre branche, nous sommes amenés à recruter notre nouveau Chef de Comptabilité.

L'homme que nous cherchons devra avoir une bonne formation comptable et posséder une solide expérience de la comptabilité en entreprise, si possible dans une société de transformation à large gamme de produits.

Il assurera dans notre groupe la fonction comptable (en sens fort du terme) et responsabilité de l'ensemble de la comptabilité de l'établissement principal, du plan comptable et budgétaire, du contrôle et de la mise à jour de toutes les procédures, de la gestion de la trésorerie. Il aura également la charge de suivi de la comptabilité de nos autres établissements et filiales. Pour ce faire, il dirigera et supervisera une équipe d'une quinzaine de personnes.

Le lieu de résidence se situe dans la région de St-Etienne.

Si ces perspectives vous intéressent, écrivez aux Conseils et Recrutement d'Eurequip sous réf. 20.150 M, à :

EUREQUIP
19, rue Yves de Mandé, B.P. 50
92420 Nanterre

Important Groupe Industriel C.A. 420 Millions de Francs F.T. dont près de 50% à l'exportation 4 000 personnes

recherche ATTACHE A LA DIRECTION FINANCIERE

Age : 30 ans minimum. Formation supérieure (ESSEC, ESC, ou équivalent) option Finances; Expérience réelle soit dans l'industrie, soit dans la Banque (S.D.R. Ets financiers.); Homme de contacts; Allemand indispensable, anglais souhaité; Rémunération suivant l'âge et l'expérience; Résidence: Mulhouse ou sa région.

Pour tous renseignements complémentaires, écrire sous réf. 72034-A

ORES 71, allée de la Robertsau 67000 STRASBOURG

Environs de NICE IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE SERVICES recherche

SECRÉTAIRE de DIRECTION

- Bac + B.T.S. minimum;
- Solides connaissances juridiques;
- Expérience professionnelle de 3 années minimum notamment dans la prise de réunions.
- Salaire mensuel à partir de 2.500 F selon réf. Envoyer C.V. à no 18.215 CONTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris (10^e), qui transmettra.

GRUPE BANCAIRE privé recherche, pour sa Direction Régionale de LILLE

technico-commercial

Classe IV ou V ayant une bonne formation bancaire et possédant une expérience confirmée des crédits à l'équipement professionnel, ainsi que des techniques de crédit-bail.

Ce poste requiert des qualités d'adaptabilité, le sens des contacts à tous niveaux et le goût pour le travail en équipe.

Adressez C.V. photo et prétentions, sous référence 1518, à

plein emploi 10 rue du Mail Paris 2^e

emplois internationaux

offre des situations vivantes bien rémunérées et comportant de nombreux avantages à des

INGENIEURS

débutants (ou presque), électrotechniciens, électroniciens ou mécaniciens. Ils participeront à l'expansion des activités de recherche pétrolière en Europe, Afrique, Moyen et Extrême Orient. Une formation rémunérée, préparatoire à l'activité proposée, est assurée sur les lieux mêmes d'exploitation et, selon cas-ci, le salaire débute entre 4.800 et 7.550 francs par mois. Comme un diplôme d'ingénieur, il est demandé aux candidats de posséder de bonnes notions d'Anglais. Envoyer C.V. + photo à S.T. Schlumberger, Personnel Dept., 42 rue Saint Dominique, 75007 Paris.

TRES IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE FRANCO-HELLENIQUE recherche

CHEF COMPTABLE

Expérience confirmée en comptabilité générale et analytique. Parfait bilinguisme franco-hellénique pour usine centre Grèce, à 170 km d'Athènes.

Adressez candidature et C.V. à no 7034 EMPLOIS ET ENTREPRISES 18, rue Volney 75002 PARIS

Pour HAMBOURG (R.F.A.)

DESSINATEURS

Catégorie technique. Mécanisme générale perspective. Dessin industriel. Contacteur Société E.L.P., 110, bd Gabriel-Péri, MALAKOFF 9208.

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS Société dans l'INDUSTRIE DU BOIS recherche pour

DOUALA COLLABORATEUR CHEF COMPTABLE

(Niveau B.T.S.)

Pour prendre la responsabilité de la comptabilité de FINLES. Env. lettre manusc. av. C.V. à no 18.220

Cabinet LECOINTE
4, rue Amiral-Courbet-1^{er}.

EXPLORATION PETROLIERE Société de services recherche :

JEUNE INGENIEUR DIPLOME

de nationalité Algérienne débutant ou presque

- Bon niveau en Electricité, Electronique, Mécanique.
- Anglais souhaité.

Une formation d'opérateur en diagonale est assurée par la Société.

LIÉU DE TRAVAIL : SAHARA

Ecrire en envoyant C.V. à S.P.E. SCHLUMBERGER, 20, rue de Brest-Montparnasse, 75015 PARIS.

Rech. chef de service, connaissances anglaises précises. Conseiller pédagogique de l'industrie, capable tenir section et diriger service importante 400 mt débits/mois. En brusque départ Cameroun, 100 km de Douala. Bien logé. Une situa. tr. bon. réf. ext. Réf. Ets Ramel 18 Méditerranée. Téléphone (74) 81-81-44.

Très Important Groupe Papeterier offre situations intéressantes et d'avvenir à

DIRECTEURS D'AGENCES

NORMANDIE et MIDI-PYRENEES Chargés de la direction et animation d'équipes de représentants.

CHEFS DE VENTES

Ayant expérience de contacts et ventes à haut niveau.

CHEFS DE PRODUITS

Ces postes conviendraient à Diplômés Grandes Ecoles Commerciales ou Formation Universitaire. Expérience dans la branche souhaitée.

Adressez C.V. manuscrit très complet avec photo à CAMPBELL - B.P. 57 - 78294 Paris Cedex 37, sous référence 960, qui transmettra.

Pour usine produits métallurgiques proximité VALENCIENNES recherche

DIRECTEUR DES FABRICATIONS

- Minimum 35 ans;
- Connaissant bien les techniques de soudure électrique par rapprochement sur ronds d'acier, de grosses sections;
- Qualités de commandement et d'organisation de la production en matière d'ordonnement et d'entretien d'installations lourdes;
- Aptitudes administratives et technico-commerciales permettant d'acquiescer pleinement à un poste de Direction Générale;
- Connaissances de l'anglais très utiles.

Ecrire avec C.V. détaillé, rémunération demandée et date de disponibilité à no 1.946. PUBLICITE REUNIES, 112, bd Voltaire, 75011, PARIS, qui tr.

Assoc. BELFORTAINE DE SAUVEGARDE DE L'ENFANCE ET DE L'ADOLESCENCE recherche pour son Foyer ou SEMI-LIBERTÉ :

1. EDUCATEUR-CHEF

(répondant aux normes officielles)

Ecrire au Président, 29, rue de la Croix-de-Flandre, 93000 Saint-Ouen.

GRUPE CHIMIQUE recherche pour

DIRECTEUR D'USINE

Formation Grande Ecole, (chimie, etc.). Expérience industrielle indispensable. Une cinquantaine de personnes. Logement assuré. Envoyer C.V. et prétentions à no 18.460 Nantes Cedex, Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, 4^e tr.

LES ATELIERS ET CHANTIERS DE BRETAGNE recherche pour

RECHERCHENT pour département Charente-Maritime

Nocivistes

INGENIEUR DE HAUT NIVEAU

capable de diriger les services études de recherches nucléaires. Ingénierie, Etudes de réalisation, Projets, etc.). Elle conviendrait à de larges responsabilités techniques avec autorité sur un groupe important d'industriels.

RESIDENCE NANTES

Ecrire avec C.V., photo attachée à no 18.460 Nantes Cedex.

ATELIERS ET CHANTIERS DE BRETAGNE-800 Cedex no 2 - 440 Nantes Cedex.

Société Nationale des Poudres et Explosifs recherche pour son site d'ANGOULEME (Service entretien)

UN INGENIEUR DEBUTANT

Adjoint au chef de service. Formation AM-ISA-(INA-ENSI) ou équival. (mécanique, électrotechnique). Impos. avant. soc. Envoyer C.V. manuscrit, photo, Poudres d'Angoulême, Service de personnel, 1067 ANGOULEME.

Pour sa division des études urbaines LE CETE de NANTES recherche

UN INGENIEUR GRANDES ECOLES

(Centrale Paris, civil, ponts, E.T.P.). Connaiss. les problèmes de circulation, transports, stationnement et sécurité. Avoir 2 ans minimum d'expérience professionnelle dans les études de plans de circulation bureau d'études privé. Débutez s'abonner. S'adresser C.V. + lettre manusc. CETE NANTES, 10, rue René-Viviani, 44000 Nantes Cedex.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL recherche pour son usine de province Région Ouest

UN INGENIEUR ELECTRO-MECANICIEN

avec 04. années de professe. Envoyer C.V. sous réf. 209 à ORGANISATION et PUBLICITE 2, rue Marceau, Paris-1^{er}, 4^e tr.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL recherche pour son usine de province région Ouest

UN INGENIEUR ELECTRONICIEN CIRCUITEUR

avec 04. années de professe. Envoyer C.V. sous réf. 209 à ORGANISATION et PUBLICITE 2, rue Marceau, Paris-1^{er}, 4^e tr.

avec 04. années de professe. Envoyer C.V. sous réf. 209 à ORGANISATION et PUBLICITE 2, rue Marceau, Paris-1^{er}, 4^e tr.

UN INGENIEUR DEBUTANT

Adjoint au chef de service. Formation AM-ISA-(INA-ENSI) ou équival. (mécanique, électrotechnique). Impos. avant. soc. Envoyer C.V. manuscrit, photo, Poudres d'Angoulême, Service de personnel, 1067 ANGOULEME.

pour étrangers (MCO) cherche Professeur cablé. écrit. Audio-Visuel, V.I.F. codée. Plein temps, poste permanent. Ecrire à HAVAS NICE 067.

ECOLE DE FRANÇAIS

IMPORTANT SOCIÉTÉ INTERNATIONALE ENGINEERING PÉTROLE recherche pour CHANTIER EN EUROPE

DIRECTEUR DE CHANTIER

Langue expérience requise. Connaissances de l'allemand et de l'anglais indispensables.

Ecrire avec C.V. de 16.323. CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, PARIS (10^e), qui transmettra.

Handwritten note in Arabic script: "سك ان الال"

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Établissement Financier Paris
recherche

pour son service GESTION INSTITUTIONNELLE

SPÉCIALISTE
valeurs à revenus variables

Candidat sera chargé du développement du service « Gestion de Portefeuille ». Il devra connaître d'une manière approfondie les marchés du marché financier.

30 ans minimum.

pour son service BANQUE

SPÉCIALISTE
des crédits promoteurs

Agé de la quarantaine des encours « promoteurs » (environ 100 M.F.).

Développera progressivement cette activité tout participant aux autres activités bancaires de l'établissement.

Expérience indispensable dans les deux cas.

pour son service BANQUE-TRESORERIE

LINE DACTYLO

pour son service VITAE et photo à n° 1033, 20, av. de l'Opéra 75004 PARIS, qui transmettra.

Directeur des ventes commerciales

recherche

pour son service VITAE et photo à n° 1033, 20, av. de l'Opéra 75004 PARIS, qui transmettra.

vos expériences de la vente directe,

vos formations supérieures,

vos connaissances pratiques comptables,

vos habitudes des contacts à haut niveau,

vos sentiments équilibrés,

vous permettant de prétendre à une évolution de carrière dans

l'information de gestion.

Notes vos intentions à rejoindre nos équipes chargées de promouvoir et de développer nos méthodes de traitement sur ordinateur auprès des cabinets comptables et entreprises.

Envoyez à **POURVOIR PARIS et PROVINCE**

avec CV manuscrit, photo et présentations

MC Recrutement
B.P. 62 - 38207 VIENNE

GRUPE INTERNATIONAL
portante Société (8.000 personnes, 4 Usines)
Filiale d'un Groupe International réputé

recherche pour son service

CHEF COST ACCOUNTANT

Candidat retenu doit avoir plusieurs années d'expérience de la Comptabilité Industrielle au 1^{er} degré du D.E.C.S. ou équivalent.

CHEF DES SERVICES COMPTABILITE ANALYTIQUE
et PRÉLÈVEMENT

Aura la responsabilité d'une équipe de 40 personnes et possèdera les qualités d'initiative et de sensibilité pour développer sa carrière au sein de la Société. L'anglais sera utile.

Le poste comprendra à un technicien de grande expérience qui soit aussi gestionnaire et meneur d'équipe. Les conditions offertes sont en rapport avec l'importance du poste.

Envoyez C.V. détaillé sous réf. C.C.A./M. à : R.A.S. 71, rue La Boétie - 75008 PARIS.

Le candidat sera également très discret, abordable.

GRUPE INDUSTRIEL
RÉS GARE DE LYON RECHERCHE

RESPONSABLE JURIDIQUE
ADJOINT AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

formation D.E.S. de droit privé et expérience environ 5 ans acquise dans services juridiques d'une entreprise industrielle.

LE CADRE SERA ASSOCIÉ ÉTROITEMENT AUX DIVERSES ACTIVITÉS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

et s'occupera plus particulièrement de gérer la vie sociale des différentes sociétés, des assurances, du cotraçants...

cr. sa référence V.P. 335 AN, rue Massenet, 15015 PARIS. SÉCRÉTION ABSOLUE.

eyap

DES PREMIERS GROUPE PHARMACEUTIQUES FRANÇAIS demande pour son DÉPARTEMENT RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT (Laboratoire biologique), 13^e arrondissement

TECHNICIEN B.T.

connaissances indispensables domaine physiologie animale

Horaires variables

13^e mois

Avantages sociaux

dresser curric. vitae détaillé et présentations à : P.R.I. 128, boulevard A-Bianqui, 75013 PARIS, qui transmettra.

Sous la référence 302.

EVALUATION DE LA SURETE DES MATERIELS

Ingenieur mécanicien, votre expérience de plusieurs années dans l'ingéniering nucléaire ou pétrolier a fait de vous un expert dans votre spécialité.

Nous sommes une Société d'études et de constructions atomiques.

Au sein de notre service de sûreté, nous vous proposons de participer à :

- la définition des impératifs de sûreté applicables aux différents matériels,
- l'évaluation des matériels réalisés,
- l'établissement de synthèses pour les organismes de sûreté.

Par ailleurs, vous contribuerez à la mise en place progressive d'une nouvelle réglementation sur la sûreté des matériels.

Une formation complémentaire en génie atomique vous serait un atout dans ces fonctions.

Les documents techniques que vous utiliserez seront souvent en anglais : il est indispensable de pouvoir lire cette langue.

Ecrire à N° 16089, CONTEXTE PUBLICITE 20, av. de l'Opéra 75004 PARIS Cédex 01 qui transmettra.

RÉGION PARISIENNE
Chef des Ventes Régional

Notre Société, nous fabriquons et vendons des produits de grande consommation. Notre image de marque est internationale. Nous sommes en forte expansion. Nous recherchons un Chef des Ventes : le responsable de la réalisation de nos objectifs de vente pour la région parisienne.

Ce poste convient à un vrai vendeur, de 28 ans minimum, mobile et dynamique, capable de négocier des marchés à tous les niveaux de clientèle.

Nous vous dispensons, indépendamment d'une bonne formation Ecole de Commerce ou des connaissances en distribution des produits alimentaires (la connaissance des droits fiscaux serait appréciée) et d'être introduit auprès des Grossistes et des hypermarchés de Paris et sa région.

Résidence dans la région parisienne; nombreux déplacements; Rémunération attractive; Véhicule de fonction.

garantit toute discrétion à l'égard de votre dossier. Adr. lettre manuscrite, C.V. détaillé sous réf. N° 75.182, 33, quai Gallieni, 92133 Suresnes.

sele CEGOS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ÉDITION

CHEF COMPTABLE

PARIS 80 à 85.000 F/AN

Ce poste, très équilibré, implique une formation comptable supérieure (minimum D.E.C.S.) et une solide expérience de la coordination des services comptables.

Toutes informations sur cette offre seront données en toute discrétion sur demande au

Information Carrière SVP.11.11

Information-Carrière SVP 11-11 de 9 h à 18 h qui donne et recueille des candidatures intéressées. Référence 629 37, rue de Général Foy 75018 Paris.

mafia
agence de publicité

recherche pour sa direction générale

Secrétaire de Direction
parfaitement bilingue français/anglais et possédant une bonne formation générale, une réelle expérience et de bonnes facultés d'adaptation.

Le poste est à pourvoir au 1er septembre 1975. Envoyer curriculum-vitae, salaire souhaité et photo à Mafia, 24 rue Ravignan, 75018 Paris.

ENTREPRISE TRAVAUX PUBLICS
recherche pour ses services DE LA PROCHE BANLIEUE EST

COMPTABLES Hommes
NIVEAU 1^{er} et 2^e ÉCHELON
Expérience T.P. SOUHAITEE

13^e mois - Mutuelle - Possibilité vacances.
Téléphoner à E.L.X. 61-18, poste 322.

INFORMATICIEN

La Compagnie CARBIL recherche un jeune collaborateur pour participer à la création du service informatique en France. Il sera posséder au moins trois ans d'expérience d'analyse et de programmation, de préférence sur ordinateur IBM. La connaissance de l'anglais est nécessaire. Il est prévu une période de formation aux activités de la Société. Le poste est à pourvoir à brève échéance. Env. C.V., photo récente et résum. act. et réf. 2.261 à l'adresse sur "developpé" à :

BERNARD KRIEF SELECTION
1 Rue Danton, Paris 6^e (secteur de LANCEUR)

LE CREDIT LYONNAIS
recherche pour sa Direction des Etudes Economiques et Financières

UN TRADUCTEUR

de langue maternelle française, possédant parfaitement l'Allemand, l'Italien et si possible l'Espagnol, et ayant de bonnes notions en économie.

Il travaillera dans le cadre de l'Association des Economistes (Banque di Roma, Banco Hispano Americano, Commerciale, Credit Lyonnais) en liaison étroite :

- d'une part avec les économistes des quatre langues,
- d'autre part avec les traducteurs de langue maternelle allemande, italienne et espagnole afin d'harmoniser les concepts utilisés par l'Association.

Lieu de travail : PARIS

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo si possible au CREDIT LYONNAIS, Recrutement Centre - 34, av. Friedland 75008 PARIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE
A VOCATION INTERNATIONALE

recherche

INGÉNIEUR HAUT NIVEAU

ayant une expérience confirmée dans le domaine des études économiques, liées ou non au développement et aux INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT

Il sera confié à cet INGENIEUR une Grande Ecole la responsabilité de missions d'études économiques ou technico-économiques dans divers pays étrangers.

Les candidats rompus aux études de rentabilité ayant l'expérience des relations avec les organismes de financement internationaux se verront offrir une rémunération intéressante et de bonnes possibilités de carrière. Bonnes connaissances de l'anglais indispensables, espagnol souhaité.

Les ingénieurs intéressés peuvent prendre un premier contact (discretion d'usage) en adressant C.V. et photo à : maître au n° 272/700 à PUBLI-PRESS, 31, bd Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS CEDEX 03.

Importante Société Immobilière

PARIS

recherche

JEUNE CADRE chargé d'études financières

Diplômé I.R.P., Sup. de Co. Sciences Eco. form. complémentaire en comptabilité souhaitée.

Après formation, le titulaire du poste sera chargé de l'ensemble des études propres à un secteur de la Société, en particulier analyse de bilan, calculs de rentabilité, gestion prévisionnelle.

Possibilité d'évolution de carrière PARIS et PROVINCE.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et présentations sous référence 1999 à :

OR organisation et publicité
2, rue de Valenciennes, 75001 PARIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ PARIS 8^e
recherche pour son Service Exportation

SECRETARE CONFIRMÉE
connaissant parfaitement l'Anglais (rédaction et conversation), Espagnol souhaité.

Outre le secrétariat de deux directeurs, elle aura à assurer la réception de la clientèle en l'absence de ceux-ci.

Une humeur égale et une grande disponibilité sont nécessaires. Poste Cadre.

Adresser CV sous référence 10706 à :

GEDEV SELECTION
34 BIS, RUE VIGNON, 75009 PARIS

Importante Société constructions électriques
recherche

INGENIEURS ELECTRICIENS
DIPLOMES

débutants ou quelques années d'expérience

- Situation d'avant;
- région parisienne;
- facilités de logement.

Adresser curriculum vitae détaillé sous réf. 1.596.

OR organisation et publicité
2, rue de Valenciennes, 75001 PARIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ÉTUDES ÉCONOMIQUES PARIS
rech. pour collaboration permanente ou mi-temps

EXPERTS SPÉCIALISTES ÉCONOMIE AFRICAINE

pourront voyager pour enquêtes outre-mer et travaux régionaux Paris. Très bonne connaissance des ÉTUDES ÉCONOMIQUES AFRICAINE. Age 40 ans minimum.

Envoyez curriculum vitae détaillé et réf. à : M. Bernard L'HOMDUEZ, 43, rue de Valenciennes, 75009 PARIS, qui transmettra.

PARIS 120 000 +

GROUP CONTROLLER

est recherché par un important groupe multinationnel réalisant un C.A. de 3 milliards de francs pour prendre la direction du département de COMPTABILITÉ DU GROUPE.

Ce poste qui entre dans le cadre de la direction financière sera confié à un cadre âgé de 33 ans minimum, pratiquant l'ANGLAIS et possédant une maîtrise parfaite de la CONSOLIDATION des bilans et C.E.

Il sera également chargé de la consolidation des BUDGETS et de toutes PRÉVISIONS à moyen et long terme.

Une expérience dans ce domaine, acquise au sein d'un Cabinet d'audit ou dans un groupe multinationnel est nécessaire.

Outre l'organisation et la direction du service, cette fonction implique des contacts à haut niveau, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la société.

Les personnes intéressées doivent envoyer curriculum détaillé, lettre manuscrite, photo et rémunération souhaitée, sous réf. M.C.S. 21 - 215 M, à :

C.E.I. Associates
Management Consultants
42, rue La Boétie - Boite Postale 451 08
75008 - Paris Cedex 08

TROIS INGENIEURS METALLURGISTES POUR ETUDES D'ENGINEERING

Notre département métallurgie a la responsabilité de l'étude et des problèmes d'application liés à tous les matériaux entrant dans la fabrication des centrales nucléaires.

- Vous avez de solides connaissances en métallurgie physique et en mécanique de la rupture acquises dans la recherche. Nous vous proposons de devenir le chef de notre section recherche et développement et d'accéder ainsi à des fonctions de responsabilité d'une équipe de spécialistes.
- Quatre à cinq années de pratique des aciers inoxydables, à haute résistance et des alliages à base de nickel ont fait de vous un ingénieur parfaitement apte à assumer des travaux de synthèse et de coordination au sein de cette même section.
- La section réalisation métallurgique et soudage est la section opérationnelle chargée des études, des fabrications et des mises en service. Métallurgiste d'expérience, vous avez une pratique de la technologie du soudage et de la chaudronnerie. Vous serez l'interlocuteur privilégié de nos sous-traitants et de nos usines de fabrication des composants de la chaudière.

Nous vous dispensons d'écrire en précisant le poste qui vous intéresse à N° 16083, CONTEXTE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra 75004 PARIS Cédex 01 qui transmettra.

opérationnels export

Le département Export d'une société de commerce de produits de consommation de réputation internationale (C.A. 500 millions), basé à Paris, recherche 2 Inspecteurs Commerciaux Export.

Nous fonction (réf. 77A) : appuyer l'expansion vers les pays de langue allemande et la Scandinavie. (Analyse des offres d'affaires, vente directe, submission de résumés d'affaires, promotion des ventes). Il faut maîtriser parfaitement l'allemand et posséder l'anglais courant.

2^eme fonction (réf. 77B) : renforcer en particulier le secteur Méditerranée Occidentale. (Assistance aux filiales et aux agents, contrôle et animation, utilisation de développement commercial). Il faut maîtriser parfaitement l'anglais et posséder l'allemand et/ou l'espagnol courant.

Ces fonctions exigent une expérience d'un mois deux ans sur le terrain, de préférence dans les biens d'équipement ou véhicules industriels.

un sens administratif rigoureux.

Les personnes intéressées peuvent adresser leur candidature sous la réf. 77A et 77B à SWEKETS BP 269 75424 PARIS CEDEX 09, qui transmettra.

COMPTABLE EUROPEEN DES CEREALES
Négoce International de Céréales à FONTAINEBLEAU

recherche :

UN GESTIONNAIRE FINANCIER COMPTABLE et ADMINISTRATIF

Agé de 30 ans minimum.

Responsable auprès du P.D.G. Formation Ecole Sup. de Commerce ou licence Sciences Économiques. Maîtrisant l'Anglais, l'Allemand, connaissances du hollandais étant un avantage décisif.

Désireux d'installer à FONTAINEBLEAU, s'intégrant dans équipe jeune dynamique, capable après période d'orientation d'assumer la responsabilité de cette fonction.

Offre : rémunération en rapport avec poste proposé ; avants au sein d'un groupe international d'origine néerlandaise.

Ecrire avec C.V. et présentations au C.E.D.C., B.P. 35 - 77110 AVON, à l'attention de M. COLLIER.

C.G.T.H. - SADE
recherche pour son SERVICE DE MELUN

COMPTABLE Homme
TRES BONNE QUALIFICATION

2^e Échelon ou Chef de Bureau

Expérience T.P. souhaitée

13^e mois - Mutuelle - Possibilité vacances

Téléphone : E.L.X. 61-18 (poste 322)

offres d'emploi

offres d'emploi

Importante Société distribution... INGENIEUR... Chef de service... 12 ans expérience...

INDUSTRIE MATIERES PLASTIQUES C.A. : 180 MF/AN... FILIALE D'UN GRAND GROUPE FRANÇAIS...

Chef de marché MANUTENTION... PROSPECTION et SUIVI CLIENTELE...

SPECIALISTE MANUTENTION... Formation commerciale... Expérience similaire...

DISCRETION ABSOLUE... Lettre manuscrite... Références obligatoires...

SC Selection conseil... 10 rue de Valenciennes...

LA BANQUE DE l'Union Européenne... recherche pour sa CELLULE MARKETING à Paris...

2 Responsables MARKETING... CLIENTELE ENTREPRISES... CLIENTELE PARTICULIERS...

ROGER BELLON 92207 NEUILLY-S-SEINE... FORMATION supérieure... Excellent technicien...

PROGRAMMEUR O.U.T. Même débutant... URGENT - Remplacement... PERFO-VERIF. IBM...

SUP. DE CO... UN IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS recherche de... JEUNES CADRES...

PERSONNEL MANAGEMENT... Pour assurer le remplacement de la fonction Personnel...

ETS NEUBAUER-PEUGEOT... TRES BONS VENDEURS... CHEFS D'AGENCE...

INGENIEUR T. P... 40 ans expérience... Directeur et organisateur pour atelier Service Commercial...

Société région VERAILLES recherche... INGENIEURS... Arts et Métiers ou équivalent...

S.A.M.M. EQUIPEMENTS HYDRAULIQUES ASSERVISSEMENTS recherche... JEUNE INGENIEUR ELECTRONICIER...

FISCALISTES... Avait une formation licence D.E.S. de droit... Cabinet international de révision comptable...

SOCIETE DE PRET-A-PORTER de RENOMMEE INTERNATIONALE recherche... SECRETAIRE...

attaché au SECRETAIRE GENERAL... Niveau bac, minimum exigé... Formation littéraire...

FILIALE D'UN GROUPE FINANCIER PUBLIC... O'ANALYSTE PROGRAMM. ORIENTE SYSTEME...

De formation I.U.T. Informaticienne... De formation I.U.T. Informaticienne...

Correspondancier Technico-Commerc. Français-allemand... ROGER BELLON...

LABORATOIRE ROGER BELLON 92207 NEUILLY-S-SEINE... FORMATION supérieure... Excellent technicien...

PROGRAMMEUR O.U.T. Même débutant... URGENT - Remplacement... PERFO-VERIF. IBM...

SUP. DE CO... UN IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS recherche de... JEUNES CADRES...

PERSONNEL MANAGEMENT... Pour assurer le remplacement de la fonction Personnel...

ETS NEUBAUER-PEUGEOT... TRES BONS VENDEURS... CHEFS D'AGENCE...

INGENIEUR T. P... 40 ans expérience... Directeur et organisateur pour atelier Service Commercial...

Société Install. FRDIO et CLIMATISATION cherche... 2 TECHNICO-COMMERCE niveau BTS...

S.A.M.M. EQUIPEMENTS HYDRAULIQUES ASSERVISSEMENTS recherche... JEUNE INGENIEUR ELECTRONICIER...

FISCALISTES... Avait une formation licence D.E.S. de droit... Cabinet international de révision comptable...

SOCIETE DE PRET-A-PORTER de RENOMMEE INTERNATIONALE recherche... SECRETAIRE...

attaché au SECRETAIRE GENERAL... Niveau bac, minimum exigé... Formation littéraire...

FILIALE D'UN GROUPE FINANCIER PUBLIC... O'ANALYSTE PROGRAMM. ORIENTE SYSTEME...

De formation I.U.T. Informaticienne... De formation I.U.T. Informaticienne...

Correspondancier Technico-Commerc. Français-allemand... ROGER BELLON...

LABORATOIRE ROGER BELLON 92207 NEUILLY-S-SEINE... FORMATION supérieure... Excellent technicien...

PROGRAMMEUR O.U.T. Même débutant... URGENT - Remplacement... PERFO-VERIF. IBM...

SUP. DE CO... UN IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS recherche de... JEUNES CADRES...

PERSONNEL MANAGEMENT... Pour assurer le remplacement de la fonction Personnel...

ETS NEUBAUER-PEUGEOT... TRES BONS VENDEURS... CHEFS D'AGENCE...

INGENIEUR T. P... 40 ans expérience... Directeur et organisateur pour atelier Service Commercial...

O.R.T.I. 44, av. Chaps-Elvades... SECRETAIRE EXPER. Formation : Chimie-Microbiologie...

S.A.M.M. EQUIPEMENTS HYDRAULIQUES ASSERVISSEMENTS recherche... JEUNE INGENIEUR ELECTRONICIER...

FISCALISTES... Avait une formation licence D.E.S. de droit... Cabinet international de révision comptable...

SOCIETE DE PRET-A-PORTER de RENOMMEE INTERNATIONALE recherche... SECRETAIRE...

attaché au SECRETAIRE GENERAL... Niveau bac, minimum exigé... Formation littéraire...

FILIALE D'UN GROUPE FINANCIER PUBLIC... O'ANALYSTE PROGRAMM. ORIENTE SYSTEME...

De formation I.U.T. Informaticienne... De formation I.U.T. Informaticienne...

Correspondancier Technico-Commerc. Français-allemand... ROGER BELLON...

LABORATOIRE ROGER BELLON 92207 NEUILLY-S-SEINE... FORMATION supérieure... Excellent technicien...

PROGRAMMEUR O.U.T. Même débutant... URGENT - Remplacement... PERFO-VERIF. IBM...

SUP. DE CO... UN IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS recherche de... JEUNES CADRES...

PERSONNEL MANAGEMENT... Pour assurer le remplacement de la fonction Personnel...

ETS NEUBAUER-PEUGEOT... TRES BONS VENDEURS... CHEFS D'AGENCE...

INGENIEUR T. P... 40 ans expérience... Directeur et organisateur pour atelier Service Commercial...

L'immobilier

appartements vente Grans-sur-Stiorra (Valais-Suisse) à vendre APPARTEMENT RESIDENTIEL 3 PIECES... Grand confort - Terrasse - Vue imprenable sur les Alpes...

Paris EXCEPTIONNEL - PARIS 16e... 14e CITE UNIVERSITAIRE... 20e 3 Villa Dury-Vasselon...

CHAMP-MARS PRES SEINE... BASTILLE Grand appartement... HALLES STUDIO confort de caractère...

VAL-DE-GRACE RUE DE TURENNE... RUE DE TURENNE Immeuble en cours de rénov....

BOULOGNE Calme - Verdure... NEUILLY-BOIS L'v. chère, vue, belvéd. 144...

apartements occupés RUE SAINT-JACQUES... RUE SAINT-JACQUES Prox. vent de la 5e et de duplex...

appartement achat SYE ACH. COMP. PARIS... RUE SAINT-JACQUES Prox. vent de la 5e et de duplex...

bureaux bureaux HERON BUILDING MONTPARNASSE... 20.000 m2 de bureaux à louer...

Richard Ellis 17, rue de la Baume... A LOUER 15 PONT MIRABEAU... 600 m2 bureaux standing...

PL SAINT-AUGUSTIN A LOUER 2 bureaux de 100 m2... LAC MONTPEZAT, HAUT-VALE...

PROPRIETAIRE A LOUER 2 bureaux de 100 m2... LAC MONTPEZAT, HAUT-VALE...

terreins LAC MONTPEZAT, HAUT-VALE... A vendre terrain construction...

domaines DOMAINE 120 km Lyon par autoroute... 2 maisons neuves pour 200.000...

locations non meublées PARIS Offres... LOCATIONS SANS AGENE... 7 EXCEPTIONNEL... JARDIN 1.000 M2...

5e 16, R. PIERRE-NICOLE BEL APPT 4 ch. Eau, gaz, élec... 12, RUE DE VERNEUIL...

ASTORIA 130 m2, 3 ch., 2 s. de bain... 113, RUE CAULAINCOURT... PASTEUR TRES LUX DUPLEX 200 m2...

VAL-DE-GRACE RUE DE TURENNE... RUE DE TURENNE Immeuble en cours de rénov....

BOULOGNE Calme - Verdure... NEUILLY-BOIS L'v. chère, vue, belvéd. 144...

apartements occupés RUE SAINT-JACQUES... RUE SAINT-JACQUES Prox. vent de la 5e et de duplex...

appartement achat SYE ACH. COMP. PARIS... RUE SAINT-JACQUES Prox. vent de la 5e et de duplex...

bureaux bureaux HERON BUILDING MONTPARNASSE... 20.000 m2 de bureaux à louer...

Richard Ellis 17, rue de la Baume... A LOUER 15 PONT MIRABEAU... 600 m2 bureaux standing...

PL SAINT-AUGUSTIN A LOUER 2 bureaux de 100 m2... LAC MONTPEZAT, HAUT-VALE...

PROPRIETAIRE A LOUER 2 bureaux de 100 m2... LAC MONTPEZAT, HAUT-VALE...

terreins LAC MONTPEZAT, HAUT-VALE... A vendre terrain construction...

domaines DOMAINE 120 km Lyon par autoroute... 2 maisons neuves pour 200.000...

مكتبة لائل

Les régions

Huit départements s'unissent dans le Val de Loire

villes riveraines, a proposé la création d'une compagnie nationale de la Loire. A long terme, les responsables de l'ANECLA en sont persuadés, la façade atlantique peut connaître un nouveau regain de ses courants d'échanges et la vallée de la Loire constituer une véritable « pénétrante », favorisant l'industrialisation et les liaisons avec la région parisienne et des grands centres du Marché commun.

Le moins « domestiqué »

Mais le plus grand fleuve français est aussi le moins « domestiqué », et si on veut qu'il joue à nouveau un rôle économique, il convient avant tout de le maîtriser. Parier de l'irrégularité du cours de la Loire fait partie des lieux communs, mais ce qu'on a tendance à oublier, c'est que la Loire est un fleuve dangereux : sa maîtrise est nécessaire, ne serait-ce que pour assurer la sécurité des vais qu'il traverse. La menace des inondations subsiste, rappelle l'ANECLA : les consé-

Le débit le plus faible

quances en seraient évidemment plus dramatiques de nos jours, dans une agglomération comme celle d'Orléans, par exemple où on a construit sans y prendre garde dans les zones inondables. Le dispositif de lutte n'a pas changé : les levées qui canalisent le fleuve, même totalement renouvelées, sont conçues pour endiguer 6 000 mètres cubes d'eau par seconde. Or, on évaluait à 9 000 mètres cubes par seconde le débit atteint par le fleuve au cours des crues de 1896 et 1898.

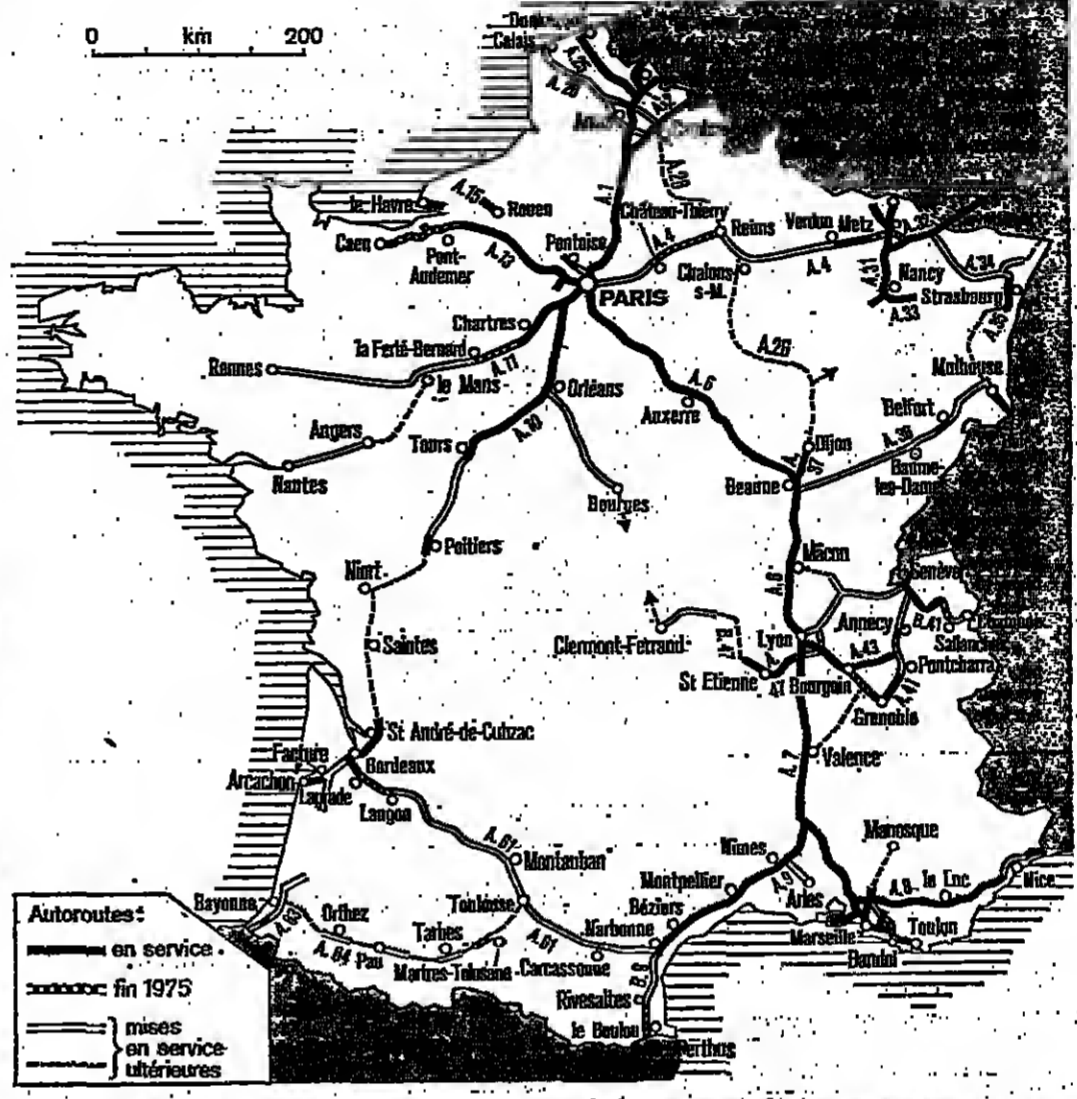
À sa charge 70 % de la dépense, tandis que l'E.D.F. et l'agence de bassin couvrent le solde. Une autre difficulté réside en revanche, aujourd'hui, de surcroît : huit départements riverains ont donné leur accord à cette institution interdépartementale, mais le département de la Loire, sur le territoire duquel Villers-est-d'Orléans doit être construit, réserve sa participation. Le barrage n'est pas vital pour lui, le bénéfice touristique n'est pas évident car il n'est pas prévu d'y installer une base de loisirs.

La création de l'institution interdépartementale constitue un premier pas vers le « maître du fleuve » : à l'image de la célèbre Compagnie nationale du Rhône, la création d'une compagnie nationale de la Loire permettrait, dans l'esprit des responsables de l'ANECLA, de disposer d'un organisme « d'inclination et de médiation » capable de promouvoir une véritable politique d'aménagement du fleuve.

REGIS GUYOTAT.

L'HEXAGONE EN ÉTOILE

3 000 kilomètres d'autoroutes



De 1^{er} juillet 1974 au 1^{er} juillet 1975, près de 400 kilomètres d'autoroutes de liaisons et de voies rapides urbaines ont été mis en service. La longueur du réseau est maintenant de 3 000 kilomètres, précise la direction des routes de ministère de l'équipement. En outre, et à la fin de mois d'août seront notamment mises en service la section Annecy-Saint-Félix (15 kilomètres), la voie express Facture-Arcachon (21 kilomètres).

Dompter le fleuve royal

IDEE de promouvoir un aménagement intégré de l'ensemble des régions baignées par la Loire n'est pas nouvelle. Elle a son chemin. Récemment, l'Association nationale pour l'étude de la commune de la Loire et de ses affluents (ANECLA), qui regroupe les élus des départements et des

Une opération pilote en Franche-Comté

Résorber les décharges communales

RESORBER, regrouper ou aménager en cinq ans (durée du VII^e Plan) les quatre cents plus mauvaises décharges de Franche-Comté, tel est l'objectif que s'est assigné M. Charles Schmitt, le préfet de région. Il a fait part de sa résolution aux maires du département du Doubs dans une longue lettre du mois de mai dernier qui est aussi un programme d'action, une demande de collaboration et une proposition d'aide budgétaire. Le prélat constate que « trop de décharges municipales fumantes et malodorantes dégradent les paysages et réduisent à néant les efforts d'embellissement ». Or, en un compte deux mille en Franche-Comté.

Dans une correspondance, celle-ci rappelle qu'un comité consultatif départemental d'action sociale au profit des travailleurs étrangers a élaboré, depuis l'an dernier, un rapport sur ce sujet.

M. le préfet de Paris, sans même en avoir informé ni les organisations syndicales ni les associations, présente un rapport aux conseillers de Paris et le laisse sur la place publique, constatent la C.G.T. et la C.F.D.T. Il importe que le public sache que ce rapport

ILE-DE-FRANCE A l'écoute des oubliés

PARIS CAPITALE DES IMMIGRÉS

L'Élection de Paris a préparé, à l'intention des conseillers de Paris, un rapport sur la situation des immigrés dans la capitale (le Monde du 24 juin) qui « évalue » les actions départementales O.G.T. et C.F.D.T.

SARCELLES ET SES NOMADES

APRÈS le compte rendu d'une réunion du conseil des résidents de Sarcelles, publié dans le Monde daté 9-10 mars, et au cours de laquelle avaient notamment été évoquées les difficultés soulevées par l'installation des nomades, les membres du conseil

PLUS DE SAISIES A CHAMPIGNY-SUR-MARNE

LES logements « bon marché » trop chers du grand ensemble du Bois-Fabré à Champigny-sur-Marne (Val-de-Marne) ne trouvent pas preneurs. C'est pourquoi l'I.L.N. (Immunités à louer normalement) et d'urgence. Dans les logements I.L.N., un locataire sur quatre ne parvient pas à régler son terme (le Monde daté du 24 juin).

Interrogations autour du nucléaire

Le comité de bassin Adour-Garonne, qui a la gestion des cours d'eau des deux régions Aquitaine et Midi-Pyrénées, s'est réuni le 16 juin dernier, à Toulouse, pour donner un premier avis sur les projets de centrales nucléaires. Ceux-ci sont au nombre de trois : Braud-et-Saint-Louis, le Verdun (Gironde) et Golfech (Tarn-et-Garonne).

ARTOIS-PICARDIE : les droits des pêcheurs

Le comité de bassin Artois-Picardie s'est réuni le 27 juin à Lille pour donner un avis sur l'implantation des centrales nucléaires sur le littoral s'étendant de la Somme à la frontière belge. Il a émis le site de Danne (Pas-de-Calais) et a jugé « peu favorable » celui de Oye-Plage (Pas-de-Calais). Il a demandé que la puissance des installations situées entre Calais et Dunkerque (à Gravelines, Nord) ne dépasse pas 10 000 mégawatts avant que les effets d'une centrale de moyenne puissance aient pu être observés pendant

ADOUR-GARONNE : la fragilité des eaux souterraines

Le comité de bassin Adour-Garonne, qui a la gestion des cours d'eau des deux régions Aquitaine et Midi-Pyrénées, s'est réuni le 16 juin dernier, à Toulouse, pour donner un premier avis sur les projets de centrales nucléaires. Ceux-ci sont au nombre de trois : Braud-et-Saint-Louis, le Verdun (Gironde) et Golfech (Tarn-et-Garonne).

PARIS CAPITALE DES IMMIGRÉS

L'Élection de Paris a préparé, à l'intention des conseillers de Paris, un rapport sur la situation des immigrés dans la capitale (le Monde du 24 juin) qui « évalue » les actions départementales O.G.T. et C.F.D.T.

SARCELLES ET SES NOMADES

APRÈS le compte rendu d'une réunion du conseil des résidents de Sarcelles, publié dans le Monde daté 9-10 mars, et au cours de laquelle avaient notamment été évoquées les difficultés soulevées par l'installation des nomades, les membres du conseil

PLUS DE SAISIES A CHAMPIGNY-SUR-MARNE

LES logements « bon marché » trop chers du grand ensemble du Bois-Fabré à Champigny-sur-Marne (Val-de-Marne) ne trouvent pas preneurs. C'est pourquoi l'I.L.N. (Immunités à louer normalement) et d'urgence. Dans les logements I.L.N., un locataire sur quatre ne parvient pas à régler son terme (le Monde daté du 24 juin).

DÉBARRASSEZ-VOUS DÉFINITIVEMENT DES MOUSTIQUES

et de tous les INSECTES... même fenêtres ouvertes !

EFFICACITÉ TOTALE
SILENCIEUX - ÉCONOMIQUE
INOFFENSIF

DOCUMENTATION SUR DEMANDE
Spécialiste de la lutte contre les insectes
30, place de la Madeleine, 75008 Paris
Ouvert tous les jours - Tél. 073-29-03

THIEBAUT

PA

DIRECTEUR COMMERCIAL 130.000 F

Une société française spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de biens de consommation durables de marque, recherche pour son siège situé à Paris ou Directeur Commercial. Membre du comité de direction, il sera responsable devant le Directeur Général de la politique produits et du développement des ventes auprès des différents canaux de distribution (grossistes, détaillants, grandes surfaces, installateurs). Il assurera différents services : ventes et après-vente, promotion et études commerciales, export, distribution. Ce poste convient à un cadre confirmé de formation supérieure commerciale ou de niveau équivalent âgé de 35 ans ou moins. Sa carrière antérieure lui aura permis d'acquiescer une solide expérience de la vente et de l'animation d'une équipe commerciale, des problèmes de marketing, de publicité et de distribution, de préférence, dans le domaine des biens de consommation durables ou d'équipement. Des qualités d'animateur et de gestionnaire sont nécessaires. Le profil de l'anglais est indispensable. La rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 130.000 francs. Réf. A/22548M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.
Adresse C.V. en rappelant la référence 2.

P.A. Conseiller de Direction S.A. - 8, rue Bellini, 75782 Paris - Cedex 16 - Tél. 727-35-79
Amsterdam - Barcelone - Bruxelles - Copenhague - Frankfurt - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - New York - Stockholm - Zurich.

هنا من الأفضل

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

A PROPOS DE...

Une proposition d'«Échange et projets»

Autogestion de la vie quotidienne

M. Jacques Delors, animateur d'«Échange et projets», a présenté, il y a quelques jours, le dernier numéro de la revue de l'association consacrée à la décentralisation et à l'autogestion de la vie quotidienne. Il a, d'entre autres, annoncé la création d'une Association de déve-

loppement des associations de progrès (ADAP) et d'une Union financière pour les associations (UFA). Le premier organisme proposera notamment des réformes juridiques pour simplifier et «moraliser» le statut des associations. Le second collectera des fonds qui manqueront souvent aux comités de défense.

« Notre but est de mettre la démocratie à portée de la main », a affirmé M. Delors. Une réelle décentralisation est nécessaire. Selon les auteurs de l'étude publiée dans la revue Échange et projets (1), il s'agit moins de satisfaire une « revendication d'ordre technique d'administrateurs esclaves d'une meilleure efficacité de l'action publique », mais plutôt de « redonner aux différentes collectivités (le quartier, la ville, la région) une maîtrise de sa vie quotidienne et de son avenir ». Comment y parvenir ? Les obstacles sont de taille. L'administration « passe son temps à interdire et à multiplier les bases ». Les notables « hypermarchés qu'elle accepte de vendre à nouveau l'eau minérale sous emballage de verre, ou l'eau du plastique, jugé nocif et pol-

mechines bureaucratiques qui asservissent ». Selon Échange et projets, l'autogestion de la vie quotidienne permet de sortir de l'impasse. « Ce sens qui se groupent ce et la pour déléguer dans leur milieu de travail, dans leur ville, dans leur lycée, dans leur communauté rurale, tels intérêts collectifs ou telles idées générales, sont en fait d'inventeurs de l'autogestion. Ils portent l'espoir de la société d'échapper à l'absurde gestion dont elle est marquée. »

Des exemples d'actions réussies existent. A Rennes, un groupement de consommateurs a obtenu de la direction d'un hypermarché qu'elle accepte de vendre à nouveau l'eau minérale sous emballage de verre, ou l'eau du plastique, jugé nocif et pol-

lant. A Annony, les habitants d'un quartier H.L.M. se battent pour obtenir la démolition d'un accord des boulangers de la ville interdisant le livraison du pain dans les zones d'habitations dépourvues de boulangerie. A Juvy, une association sciemment à la population un plan d'occupation des sols, avant que les pouvoirs publics s'en soient occupés.

D'autres expériences autogestionnaires ont été réalisées dans la revue de l'Association Échange et projets. « Par rapport à la cigale gouvernementale, nous sommes des fourmis pour l'hiver », a dit M. Delors.

(1) « Échange et projets », 10, rue des Pyramides, 75001 Paris. Le numéro : 15 francs.

ENVIRONNEMENT

Le système du «Scanner»

LA DÉTECTION PAR AVION DE LA POLLUTION DES FLEUVES

M. André Jarrot, ministre de la qualité de la vie, a survolé, vendredi 11 juillet, la région parisienne à bord d'un avion de l'Institut géographique national participant à une expérience de télédétection de la pollution des eaux de la Seine.

Tout corps solide et toute masse liquide ont une température particulière différente de celle des autres matières et produisent donc une émission d'ondes infrarouges particulières. Partant de ce principe, l'I.G.N. détecte aujourd'hui la pollution des eaux des fleuves en relevant les écarts de température en surface desquels sont de l'ordre de quelques dixièmes de degrés. Un aéroport spécialisé a été créé « Scanner », placé sous un avion « enregistré » le paysage survolé, à la manière d'une caméra. Chaque point survolé voit donc son milieu de rayonnement infrarouge noté et sa température consignée sur une bande magnétique. Puis un film permet de visualiser les points les plus chauds, qui représentent les températures les plus élevées ainsi que les gris clairs, qui représentent les températures les plus basses. Une première expérience, réalisée jeudi 9 juillet vers 10 h 30, permit de relever de chaque côté du pont de Bercy une nappe d'eau plus chaude que celle de la Seine, d'en mesurer son étendue et d'observer sa diffusion progressive au fil du courant.

De même le « Scanner » permet de constater que les eaux de la Marne, plus froides que celles de la Seine ne s'amalgament pas dès le confluent mais coulent en dessous.

Ainsi que le programme de développement de contrats nucléaires pose l'inquiétante question du réchauffement des eaux des fleuves et des mers, la technique du Scanner représente le meilleur outil actuel de contrôle des rejets d'eau chaude par les industries. Dès la mise en service de la première centrale, il pourrait apporter des réponses précises aux inquiétudes des riverains et des pêcheurs. Mais qui commandera les études à l'I.G.N. ? Le ministre de la qualité de la vie ou l'E.D.F. ? Et si le responsable d'une pollution thermique devient en même temps le propriétaire des renseignements sur cette pollution, l'information des riverains ne risque-t-elle pas d'en souffrir ?

● CONFLIT ENTRE LES PÊCHEURS ET LES PLAISANCEURS A NOIRMOUTIERS. — Le port de plaisance de quatre cents places de l'Herbanière (île de Noirmoutiers), installé dans le port de pêche, provoque dans l'île un conflit « explosif ». Des pêcheurs y ont installé leurs nasses. Ils ont déclaré que si le ministre de l'Équipement, M. Robert Gall, attendait en Vendée le 18 juillet, ne trouverait pas de solution satisfaisante pour eux. Ils bloqueraient le port de plaisance. — (Corresp.)

Dans la plaine d'Alsace, les mines et les cultures ne font pas toujours bon ménage

De notre correspondant

Strasbourg. — Les poussières dégageées par les mines de potasse d'Alsace polluent l'atmosphère et les cultures du Haut-Rhin. Telle est l'une des principales conclusions de la thèse de doctorat soutenue par M. Charles Schenck, à l'université Louis-Pasteur de Strasbourg. M. Schenck est chercheur à l'Institut national de recherche agronomique de Colmar. On connaissait déjà les effets néfastes de la saumure que les mines de potasse rejettent en grande quantité dans le Rhin. Plus récemment, on s'est aperçu que la nappe phréatique de la plaine alsacienne « réservoir » d'eau potable des grandes villes — était elle-même polluée par des infiltrations de sel provenant des terrils lavés par les pluies. Aujourd'hui, ce sont les poussières salées provenant des puits d'extraction et des fours de séchage de la potasse qui sont accusées de dégrader l'environnement.

M. Schenck a installé dans les terrils deux colonnes du bassin minier (qui comptent deux mille exploitations agricoles) un réseau de capteurs. Les appareils ont enregistré partout des retombées de sel de l'ordre de dix à vingt tonnes par hectare et par an. Ces doses suffisent, selon l'auteur de la thèse, à provoquer des maladies affectant le blé d'hiver, le seigle, l'orge d'hiver, le colza et le maïs. La motilité des sels déposés sont solubles et entraînent une minéralisation excessive du sol : cela expliquerait l'absence de vers de terre dans les champs les plus exposés. Les forêts souffrent également de la pollution. Dans le port de Strasbourg, il y a une dizaine d'années, les peupliers proches des postes de chargement de potasse avaient rapidement dépéri sous l'effet des poussières salées.

M. Schenck propose de modifier le système des cultures dans le bassin potassique. Aux céréales, les plus touchées par les retombées, il faudrait substituer, selon lui, le colza et, surtout, la betterave sucrière, qui semblent mieux supporter l'atmosphère caustique.

Aux mines domaniales des services antipollution des M.D.F.A., le député communiste en 1973 et en 1974, pour diminuer les infiltrations de sel dans la nappe phréatique, l'élimination des poussières salées fait l'objet d'un « service » consistant à « dépoter » : la pluvification d'eau sur les terrils sortant des puits, perfectionnement des fours sécheurs. Selon M. Chabaignon, responsable du service antipollution des M.D.F.A., le dépôtage par voie humide installé à la mine Marie-Louise a permis de réduire de 80 à 90 % les retombées autour de Stettelfelden (Haut-Rhin).

J.-C. HAMM.

FAITS ET PROJETS

Midi-Pyrénées

● TOULOUSE FERME SON AERODROME DE PARI-SIENNE. — La municipalité de Toulouse vient de décider, à l'unanimité, la fermeture, à partir du 31 décembre prochain, de l'aérodrome de Toulouse-Midi-Pyrénées, avenue George-V, à Paris. L'importance du déficit annuel de cet établissement — 200 000 francs — et le refus du conseil régional de participer à l'entretien de cette « antenne » régionale à Paris, ouverte il y a huit ans, sont à l'origine de cette fermeture.

Transports

● AIR INTER REMET EN VOL SES CARAVELLE 12. — Les cinq Caravelle 12 qu'Air Inter avait suspendu de vol le 6 juin dernier sur ordre de secrétaire général à l'aviation civile (S.G.A.C.), ont repris leur vol. Les techniciens de l'Aérospatiale avaient en effet décelé dans la volure, des fuites sous les têtes des rivets.

Il est apparu immédiatement que les ingénieurs de l'Aérospatiale avaient surestimé la vitesse de propagation des fissures. Ainsi, le S.G.A.C. a-t-il autorisé Air Inter à remettre en service ses Caravelle 12. La compagnie italienne a décidé d'améliorer la fiabilité de ces appareils, c'est-à-dire de changer le matériau de revêtement de l'intrados : la partie inférieure de la volure.

● CONCORDE AUX ETATS-UNIS. — La Chambre des représentants des Etats-Unis a repoussé le jeudi 10 juillet, par 214 voix contre 185, un amendement à une loi sur le budget du département des transports, qui visait à interdire l'achat de Concorde par le régime franco-américain aux Etats-Unis. — (A.F.P.)

● AUGMENTATION DES PEAGES SUR LES AUTODROITES ALPINES. — Le tarif des péages Lyon-Chambéry sur l'autoroute alpine A 43 passe de 19 à 22 F à compter du 11 juillet, pour les véhicules légers à deux roues. Pour les autres véhicules, il s'élève à 33 F. Le péage est porté de 5,80 à 6 F pour le trajet Lyon-Bourgoin, point de l'embranchement vers Grenoble, qui deviendra autoroutier à l'automne prochain.

L'urbanisme

L'ARDOISE ET LE CHAUME

Pour l'intrusion au code de l'urbanisme, le Régime Foncier d'une maison au Fontignen (Loire-Atlantique), a été condamné à une amende de 1 500 francs avec sursis par le tribunal de Saint-Nazaire.

M. Bulteau avait fait installer pour sa résidence une couverture en chaume et non en ardoise, comme le stipulait le permis de construire.

LA VIE ÉCONOMIQUE

EUROPE

POUR UN PROJET GLOBAL

(Suite de la première page.)

Mais une hirondelle ne fait pas le printemps et ce coup de sagesse du T.U.C. ne débouchera peut-être pas sur le succès du fameux « pacte social », mais l'opinion publique anglaise et la City ne se sont pas trompées sur la signification favorable de cette première réaction des syndicats. Selon un sondage récent, 80 % des Anglais étaient favorables à une politique de contrôle des revenus.

Les représentants du Royaume-Uni aux conseils de Bruxelles pouvaient donc sortir de cette ère de « chipotage » qui commençait d'ébranler progressivement leurs voisins, pour s'atteler à l'élaboration de plus grands desseins.

La France a sa part elle aussi dans le meilleur climat enregistré aujourd'hui. Indiscutablement, le renouveau du franc le 10 juillet dans le « serpent » rend un peu plus crédible la marche vers une coopération économique et monétaire sinon encore vers une union dont on avait cru pouvoir fixer ambitieusement la réalisation à 1980. Alors que tant d'échecs ont été accumulés et que tant de faiblesses sont encore constatées, il serait inconvenant de faire la fine bouche devant le retour d'un des enfants prodiges dans le giron des choses les moins mal gérées de l'Europe.

Il n'est évidemment pas question que la Grande-Bretagne emballe le pas, bien que, comme nous l'avons dit, elle semble maintenant pouvoir remonter le pente. L'Italie serait désormais plus proche d'une telle réintégration. L'hebdomadaire américain Newsweek n'écrit-il pas, en juin dernier, que la lire italienne était devenue « l'une des plus fortes monnaies d'Europe » ? Mais les nouvelles françaises ne paraissent pas décider de nature à déclencher un même mouvement du côté de l'Italie. L'opération pourrait avoir lieu plus aisément et des suggestions lancées

un jour par M. Osoola, de la Banque d'Italie, étaient retenues par les autres pays de la C.E.E. ?) mise au point d'un mécanisme qui permette aux pays en difficulté de sortir normalement du « serpent » pour une période limitée et d'y rentrer à nouveau. Il s'agit en somme d'une clause de sauvegarde qualifiée « automatique ». 2. création d'une tirelire commune digne de ce nom, c'est-à-dire de quelque 10 ou 12 milliards de dollars, pour soutenir les monnaies en difficulté.

On ne voit pas qu'un accord puisse être réalisé en ce domaine : le « serpent » ne peut être une subterfuge ouverte sur quatre vents sans perdre une de ses principales vertus, qui est de contrôler ceux qui ont fait perdre leur économie.

Après les Anglais, après les Français, ce sont les Américains qui rendront peut-être plus constructif le « conseil européen » des 15 et 17 juillet. L'infécondité de leur attitude sur le grand débat entre les producteurs... les consommateurs... de pétrole va permettre de renouer des fils dont des bouts se retrouvaient à l'Agence internationale de l'énergie (O.C.D.E.) après avoir été plus ou moins rompus lors de la conférence préparatoire de Paris, en avril dernier.

Sans doute, les Etats-Unis ne céderont du terrain que pied à pied, et, dans son discours de Milwaukee, M. Kissinger a mis en garde, lundi soir, le tiers-monde contre les tactiques d'affrontement (voir page 5). Mais dans la mesure où le pétrole n'est plus, aux yeux du gouvernement de Washington, l'objectif principal de discussion avec les pays du tiers-monde, mais où les matières premières et le développement pourraient figurer à l'ordre du jour d'une nouvelle rencontre Nord-Sud, c'est non seulement la France, inspiratrice de ce dialogue, mais la C.E.E. tout entière qui devrait reprendre le flambeau, avec cette fois des chances de parvenir à des résultats.

Tout est lié

Jamais peut-être depuis sa naissance sur la table un tel schéma de relations n'a été particulièrement d'être fonctionnellement et géographiquement liées. Système monétaire international, prix du pétrole et des matières premières, croissance économique et préservation des emplois, lutte contre l'inflation, tous ces éléments sont imbriqués et régissent les uns sur les autres de manière de plus en plus visible. Tenter de les diviser « en autant de parcelles qu'il en peut » pour mieux « en rendre maître comme aurait dit Descartes, serait une mauvaise façon de faire. Le « discours de la méthode » politique est aujourd'hui « globaliste ».

C'est aussi vrai pour les interactions géographiques : les pays riches ont enfin pris conscience qu'ils ne peuvent plus se développer sans que les autres en fassent autant. La coopération est l'essence même de l'Olympe d'aujourd'hui et devient le B.A.B.A. économique. Le tout est de le proposer sans hypocrisie, de l'organiser sans avoir l'idée derrière la tête de « récupérer » le maximum d'avantages arrachés par cette politique de « carte » qui avait été bien auparavant l'objectif central des pays producteurs de pétrole.

L'Europe pour avancer, a besoin de « projets ». Ceux qui consistent à poser des rustines sur la vieille chambre à air de la politique agricole, ou à se pencher sur les détails du droit de style politique industrielle, ne sont ni mieux, aujourd'hui (voir l'affaire de Mirage ou d'Honeywell Bui) quelle est la consistance, n'ont

Le besoin d'imagination

De partout fusent les idées. Il n'y a pas d'inconvénient à ce qu'elles s'éparpillent dans la multitude des institutions qui ont vocation pour parler de ces sujets (O.C.D.E., C.E.E., C.A.T.T., O.N.U., etc.), à condition que ces institutions se fassent, beaucoup plus légers et composés seulement des principaux pays responsables, plutôt à leur heure de décisions. Afin d'éviter que des « blocs » ne se reconstruisent à cette occasion, l'Europe aurait un rôle éminent à jouer qui consisterait à pousser les propositions que lui semblent devoir rallier les parties les plus opposées au départ et à « imaginer » des formules nouvelles, tant le décor a changé depuis la « révolution pétrolière » d'octobre 1973.

Prenez deux exemples : à la commission des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED) on examinera, en juillet, le premier grand projet concret qui soit sorti de cette institution spécialisée : il s'agit du financement de stocks monétaires de six matières premières particulièrement vulnérables à la conjoncture. Le fonds serait doté de 3 milliards de dollars en liquidités et de 2 milliards de dollars mobilisables. Il ferait des avances aux orga-

enclaves morales et politiciennes. M. Olivier Wormser, qui fut directeur des affaires économiques du d'Orsay avant d'être ambassadeur Bonn, a rappelé ces suggestions défendues par M.M. de Largen, Kaldor et Mendès France : « On qu'on nous a-t-il déclaré, on élabore plus d'un projet et on trouve liés entre elles les actions touchant l'infrastructure mondiale et celles touchant à la stabilité des prix des matières premières. Des spécialistes, et non des « dres, ont soutenu que l'étalon n'est pas le dollar, mais le panier de biens de consommation de base, les denrées de base, les services et les produits de base et d'où il faut par là-même les prix à niveau constant. Les pays de culture et les Etats qui n'exportent qu'un ou deux métaux ou minerais gagnent. »

Après l'effondrement du « projet monétaire international », les efforts vont pour les initiatives et se portent sur les projets qui paraissent guère à l'heure où les accords Breton-Woods fonctionnaient en l'Europe, en ce domaine commun d'autres, doit chercher les réponses les plus appropriées aux défis vécus. C'est le meilleur qu'on peut attendre d'elle. Au lieu de rompre ses amarres, d'échouer d'instinctives constructions institutionnelles elle doit d'abord s'entendre sur quelle « a » à dire. Il lui faut, par conséquent, plus de « disponibilité » écoute plus franche, non seulement de l'interlocuteur américain, mais des nations qui essaient de plaider pour un monde moins injus.

PIERRE DROUIN

● LE PROJET DE BUDGET COMMUNAUTAIRE POUR 1976 est présenté à la presse. 11 juillet, par le commissaire européen, M. Claude Cheysson, s'élève à 2316 milliards de francs (1 U.C. 120 dollars), en progression de 46 % par rapport à l'an passé. Ce projet, qui ne comporte pas des dépenses agricoles (près de 80 % du budget), la commission propose d'augmenter les sommes ramassées en secteur social (+ 40 %), la recherche (+ 90 %), et l'aide au développement (+ 35 %), tandis que les crédits du Fonds régional sont multipliés par trois. — (A.F.P.)

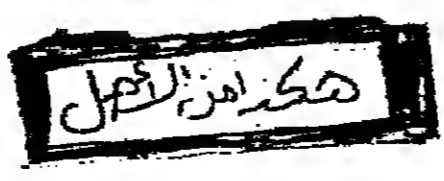
● LE NOUVEAU REPRÉSENTANT BRITANNIQUE BRUXELLES. — Sir Denis Maitland, sous-secrétaire d'Etat chargé du Foreign Office, a été nommé à la tête de la mission britannique à Bruxelles. Il a succédé à Sir Michael Palliser, secrétaire général du Foreign Office. Agé de cinquante-trois ans, le nouveau représentant britannique a notamment été directeur du Centre d'études Libye s'engage à lui livrer l'Iraq, chef de service de presse au Foreign Office, ambassadeur en Libye, avait de devenir, de 1970 à 1971, porte-parole de M. Edward Heath. — (A.F.P.)

AFFAIRES

LA COMMISSION DES ENTENTES N'A RENDU QUE SIX AVIS EN 1974

La commission technique des ententes et des positions dominantes a décidé de se saisir d'office de trois affaires concernant la distribution des produits pétroliers, le secteur de l'assurance capitalisation et celui de l'assurance incendie-risques industriels et pertes d'exploitation, a indiqué M. Lassy, conseiller général et président de la commission, en présentant son rapport d'activité pour 1974. La commission a rendu, l'année dernière, six avis dont deux particulièrement importants (1. l'un, sur le cas des transports scolaires, considéré par la commission comme un exemple d'entente particulièrement nocive ; l'autre, sur le « groupement d'entreprises licenciées FIORIO », qui, à l'inverse, constitue un exemple d'entente jugée bénéfique quant à ses effets sur l'économie.

Au sujet de la prohibition des ententes et des abus de position dominante, la commission reconnaît qu'il n'est pas nécessaire qu'une entente constitue une part très importante du marché pour être déclarée répréhensible.



LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

CONJONCTURE

RÉVISANT EN BAISSÉ LEURS PRONOSTICS

Experts européens s'attendent à une stagnation de la production française en 1975

Les dernières évaluations de la Commission européenne pour l'année en cours sont moins optimistes que celles de l'année précédente. Les économistes européens s'attendent à une stagnation de la production française en 1975.

Les prévisions de la Commission européenne pour l'année en cours sont moins optimistes que celles de l'année précédente. Les économistes européens s'attendent à une stagnation de la production française en 1975.

Logiquement, le diagnostic est aussi sévère pour les États-Unis : nouvelle baisse de croissance de 4 %, après un premier recul de 2,1 % l'an dernier, réduisant d'un quart seulement le rythme de l'inflation : 8 % au lieu de 11,4 % en 1974.

Les familles touchées par le chômage ; la suspension des coupures de gaz et d'électricité et des saisies ou expulsions pour non-paiement du loyer en faveur des personnes dont les ressources sont notablement insuffisantes pour faire face à ces dépenses, notamment les familles de chômeurs ; des mesures concertées prises par l'État pour que tous les enfants de chômeurs (...) puissent partir en vacances ; le refus est de toute construction de fruits et légumes propres à la consommation.

LES NOUVELLES ESTIMATIONS DES EXPERTS EUROPÉENS

	Produit intérieur brut (en %)		Prix à la consommation (en %)		Chômage (en nombre de personnes)		Balances des paiements (en milliards de dollars)	
	1975*	1976**	1975*	1976**	1975*	1976**	1975*	1976**
Zone fédérale	- 3	4,5	19	9,5	1 000 000	582 000	0,5	2,8
Allemagne	- 1,5	5,8	0	7,3	780 000	580 000	- 2,5	- 7,8
France	- 1,5	3,4	18	19,5	195 000	143 000	2	2,4
Italie	0	3,8	18,5	12,5	170 000	182 000	0,5	0,7
Pays-Bas	0	3,3	11,5	12,5	830 000	501 000	- 0,5	- 6
Royaume-Uni	0	0,4	25	17,5	95 000	85 000	- 0,5	- 1
Autres	0,5	7,0	19,5	10	90 000	45 000	- 0,5	- 1
Belgique	2	0	19,5	15	880 000	637 000	- 6	- 3,9
Grèce	- 0,5	1,5	12	12,5	4 820 000	2 635 000	+ 0,5	- 13,4
Dans	- 4	- 2,1	8	11,4	1 000 000	5 075 000	0	- 4
Union	1	- 1,5	10	21,2	7	720 000	- 1	- 4,5

* Prévisions ; ** Nouvelles évaluations.
Le chômage a été calculé en moyenne annuelle ; le nombre de chômeurs n'est pas strictement comparable d'un pays à l'autre en raison des modalités différentes de prise en compte. La hausse des prix est calculée ici l'optique annuelle de la comptabilité nationale.

ÉNERGIE

Le C.E.A. entre dans Framatome

(Suite de la première page.)
Il était apparu raisonnable de mettre en concurrence deux constructeurs utilisant des techniques différentes : l'emploi de l'eau « bouillante » par la C.G.E., appliquant les brevets du groupe américain General Electric, et celui de l'eau « pressurisée », formée de Creusot-Loire, selon la logique de reconstruire le programme de diversification.

Le compromis

Un compromis a donc été élaboré :
● Il prévoit une prise de participation de 33 ou 34 % du C.E.A. dans le capital de Framatome, la participation de Westinghouse diminuant d'autant ; les modalités pratiques de cette opération restent cependant à définir.
● Pour éviter les « froissements » ou les querelles de compétences, un dossier a, par ailleurs, été établi, qui définit les rôles précis des partenaires. Creusot-Loire conserve le leadership industriel, mais s'engage à appuyer le C.E.A. dans ses travaux de « fractionation » du réacteur pressurisé.
● Ce schéma, s'il était accepté par le gouvernement, pénaliserait deux entreprises : la C.G.E., qui se verrait exclure du marché des réacteurs à eau légère, et la Compagnie électro-mécanique (C.E.M.), qui devait construire les turbo-alternateurs équipant le « bouilliant ». Pour remédier à cet état de choses, il pourrait être demandé à l'E.D.F. de mieux répartir les programmes de commandes de turbo-alternateurs entre Alsthom, filiale de C.G.E. — qui doit fournir les turbo-alternateurs de tous les réacteurs de Framatome — et C.E.M. En contrepartie, Creusot-Loire associerait Alsthom à des contrats conclus à l'exportation.

La contre-attaque de la C.G.E.

La C.G.E., qui s'est sentie menacée, est passée à la contre-attaque. Ses dirigeants, convaincus que le maintien éventuel de l'ancienne politique de diversification passe par la mise en place d'un schéma industriel européen, ont entamé des négociations avec la société allemande Kraftwerkunion (K.W.U.), filiale commune de Siemens et d'A.E.G. Constituée en 1969 par les deux groupes allemands, qui y apportèrent leurs moyens industriels dans le secteur nucléaire, K.W.U. offre la particularité d'être la seule société européenne pouvant construire à la fois des chaudières de type « pressurisé » et de type « bouilliant ». Saluée à sa naissance par de grands transports d'enthousiasme, elle a connu, depuis, quel-

ques malheurs financiers, au point que l'un de ses propriétaires, A.E.G., a laissé entendre qu'il était prêt à se retirer. Siemens avait donc besoin d'un nouvel allié. Ce pouvait être la C.G.E.

Les négociations entre Siemens et la C.G.E., menées depuis plusieurs mois, semblent avoir abouti récemment. Un accord serait sur le point d'être signé, prévoyant, outre la participation de la C.G.E. et de K.W.U. à la réalisation de chaudières des deux types (« bouilliant » et « pressurisé »), l'étude et la construction en commun d'un réacteur « bouilliant » de 1 000 mégawatts. En outre, des prises de participation croisées pourraient intervenir entre les deux groupes dans certaines filiales spécialisées.

Cette contre-attaque est fort acérée et vient à propos. La C.G.E. en offrant la possibilité d'un accord franco-allemand — et ce juste après l'exécution de la C.I.L. où le groupe de M. Roux avait cette fois joué la carte américaine — place le gouvernement français dans une situation délicate. Il lui faudra pourtant bien trancher lors du conseil restreint qui se tiendra à la fin de ce mois à l'Elysée, car les deux schémas apparaissent difficilement conciliables. Entériner le projet d'accord conclu entre Creusot-Loire et le C.E.A. c'est abandonner — du moins pour un temps — la diversification, donc rendre inutile le rapprochement K.W.U.-C.G.E. Poursuivre la diversification, c'est à l'inverse risquer de donner à Creusot-Loire le sentiment d'avoir fait un marché de dupes et de voir revenir sur ses engagements.

Que décider la puissance publique ? Pour l'heure, les partisans de l'association Creusot-Loire-C.G.E. tiennent la corde. Leurs arguments sont solides : la formule permet de constituer un groupe rationnel et puissant, en même temps qu'elle facilite à terme la « sortie » de Westinghouse, ce qui permet d'échapper aux licences américaines. L'entrée du C.E.A. avec la minorité de blocage permet en outre à la puissance publique de prendre pied dans un secteur déterminant pour l'avenir industriel du pays, secteur qui vit d'ailleurs de commandes publiques. Enfin, ce schéma n'exclut pas une collaboration franco-allemande à plus long terme, dans le secteur des réacteurs à haute température par exemple, ou dans celui des sur-générateurs.

Bien des fonctionnaires et des industriels sont séduits. Le pouvoir politique doit dire s'il l'est également.

PHILIPPE LABARDE.

(PUBLI-CITÉ)

GOVERNMENT OF JAMAICA PREQUALIFICATION OF MAJOR GENERAL CONTRACTORS FOR THE JAMAICA AIRPORTS DEVELOPMENT PROJECT

The Government of Jamaica is redeveloping the two international airports in Jamaica, Sangster International Airport in Montego Bay and Norman Manley International Airport in Kingston.

As part of this redevelopment the Government of Jamaica requires qualified general contractors to provide the following Areas of Work:

SANGSTER INTERNATIONAL AIRPORT

- Area of Work 1. Buildings
- Area of Work 2. Pavings
- Area of Work 3. Siteworks
- Area of Work 4. Electrical

MANLEY INTERNATIONAL AIRPORT

- Area of Work 5. Buildings
- Area of Work 6. Pavings
- Area of Work 7. Electrical

It is the intention of the Government of Jamaica to prepare a list of qualified general contractors, one list for each of the 7 major Areas of Work.

General contractors are invited to prequalify for bidding on one or more of the Areas of Work, or all of the Areas of Work, in which they feel qualified. Prequalifications covering only a part of an Area of Work will not be considered.

Prospective Bidders must submit, in quadruplicate (4 copies) to the Director of Major Projects, their prequalification confidential statements in the form furnished, and complete with all supporting documents required, on or before AUGUST 25, 1975.

The Ministry of Works does not undertake to accept, act on, or consider any prequalifications, submissions, or confidential statements received later than the date set forth herein.

A copy of the Confidential Statement for Determining Prospective Bidder's Responsibility form, including the Project Highlights and Bidding Guidelines and Information is available for issue to each interested party at the office of the Director of Major Projects, Ministry of Works, 140 Maxfield Avenue, Kingston 10, Jamaica W. I. Attention: Project Coordinator - Airports Unit.

No bid will be accepted from parties who have not been previously prequalified for such bidding.

For the information and guidance of those concerned, this project will be jointly financed by the International Bank for Reconstruction and Development (World Bank) and the Government of Jamaica. Participation will be limited to contractors from Jamaica, member countries of I.B.R.D. and Switzerland.

De l'utopie au réalisme

Six ans se seront écoulés entre l'abandon de la filière française graphite-gaz, en 1969, et l'adoption d'un projet concret visant à faire échapper progressivement le pays aux licences américaines, grâce à des réacteurs à eau légère. Six ans pendant lesquels l'industrie française, essentiellement le groupe Framatome, aura réalisé, à la demande d'E.D.F., des centrales qui ne devaient rien de la technique française.

Le Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.) ne se consolait pas pendant ce temps de ne plus participer à la mise au point et à l'amélioration des réacteurs construits en France. Depuis 1971, il n'a cessé d'échafauder des rêves ambitieux et utopiques. Il imagine d'abord de lancer l'étude d'un réacteur à eau légère, qui ne doit rien à la technique américaine mais soit dérivé du petit réacteur à eau pressurisée réalisé pour les sous-marins nucléaires. Une telle aventure aurait nécessité des années d'études.

Le C.E.A. envisage ensuite de négocier un accord avec l'un des quatre constructeurs américains du contrôle en apportant dans la corbeille de mariage ses connaissances et ses installations d'essai pour améliorer les réacteurs existants. Un accord était pratiquement conclu avec Babcock et Wilcox, quand ce dernier connut de graves difficultés en 1973.

Sans se décourager, le C.E.A. lança la troisième idée qu'il tenait en réserve : réaliser, comme maître d'œuvre, un prototype de grande centrale (en collaboration avec un groupe industriel français allié à un constructeur américain) en apportant des améliorations substantielles au réacteur existant. Un tel prototype aurait ultérieurement donné naissance à une série de réacteurs commerciaux qu'E.D.F. aurait installés en France. Faite en 1974, au moment de l'accélération du programme nucléaire français, cette proposition se heurta, comme les précédentes, à l'hostilité d'E.D.F. et de Framatome qui redoutaient les effets de cette opération et le défile de l'industrie et de la recherche de centrales à eau légère d'aujourd'hui.

Le C.E.A. se transforme en constructeur de centrales. Le C.E.A. reira donc sa proposition, en se promettant toutefois de ne pas abandonner le projet.

Depuis des années le C.E.A. estime que les connaissances qu'il a accumulées sur les réacteurs à eau légère doivent lui permettre d'apporter une contribution significative à l'amélioration des centrales nucléaires existantes. D'une part, la division des applications militaires a réalisé avec succès les réacteurs de sous-marins ; d'autre part, le centre de Cadarache termine la réalisation d'une chaudière nucléaire CAP (chaudières avancées prototype), dérivée des études militaires. Techniquement, société d'ingénierie, filiale du C.E.A., a pour sa part étudié sur le papier une série de petits réacteurs appelés CAS (chaudières avancées de série), destinés à la production de vapeur.

Enfin, et surtout, le C.E.A. a lancé, sous l'appellation de Champélin, un programme d'études portant sur seize problèmes particuliers aux centrales à eau légère d'aujourd'hui (cuve, encainte étanche, pompe, éléments combustibles...). Environ cent cinquante personnes travaillent, à temps partiel ou complet, sur ce projet.

Le C.E.A. dépense chaque année environ 150 millions de francs sur les réacteurs à eau légère. En 1974, il a estimé venu le moment de passer des études et des prototypes au stade industriel. Cette idée ayant elle aussi été rejetée, il tente aujourd'hui, avec plus de réalisme, de monnayer son acquis technique contre un accord de coopération avec Westinghouse et son entrée dans Framatome.

Deux arguments justifient cette nouvelle démarche :

- Les réacteurs à eau légère seront encore construits pendant plusieurs dizaines d'années ; ils évolueront (sécurité, environnement, standardisation).
- Le C.E.A. a été déjà l'industrie et E.D.F. à réaliser les centrales sous licence et à faire des essais et des études complémentaires de sécurité. Il serait normal d'utiliser ce potentiel pour franchir peu à peu les réacteurs actuels et dépeger le pays des licences américaines, comme l'a fait, pour sa part, l'Allemagne. Ainsi verrait le jour, d'ici à plusieurs années, des réacteurs français de deuxième génération, réalisés en coopération avec l'industrie et avec l'aide de Westinghouse.

Mais l'indépendance ne sera vraiment acquise que si la principale société productrice des centrales n'a plus pour seuls actionnaires une société américaine et une société belge. En prenant une part du capital de Framatome, le C.E.A. serait ainsi le garant des intérêts nationaux.

La société Westinghouse a préféré les discussions avec la délégation à l'énergie et E.D.F. depuis le début de l'année, plutôt que d'attendre la renégociation des accords de licence avec Framatome, qui expirait en 1982. Les dépenses annuelles de recherches du C.E.A. représentent les redevances que Westinghouse perçoit pour cinq à six réacteurs construits en France sous licence, et environ trois à quatre fois ce que cette société investit chaque année pour ses propres études.

Un accord prévoyant le libre échange des connaissances ne se ferait donc pas à son désavantage et éviterait une ombrageuse rupture avec son licencié dans les années à venir. Chaque partenaire trouverait ainsi son avantage à l'accord. Il faudra seulement que le C.E.A. sache à l'avance maîtriser ses ambitions technologiques et industrielles. Ce qui ne sera peut-être pas si simple. Mais la solution envisagée aujourd'hui a par rapport aux hypothèses précédentes, l'avantage de la simplicité et de la raison. — D. V.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

(Avis financiers des sociétés)

LUCCHAIRE S.A.

L'assemblée annuelle, réunie le 27 juin, sous la présidence de M. Jean-Jacques Wilmet-Roussel, a approuvé les comptes de l'exercice 1974 et a décidé de répartir 2.640 F par action, ce qui, avec l'impôt de 4,70 F déjà payé au 1^{er} janvier, assure un revenu global de 14,10 F par action. Ce dividende est égal à celui de l'exercice précédent, mais le coupon de 60 F est en paiement le 15 septembre 1975 aux propriétaires du Crédit Lyonnais et de la Banque Worms.

L'assemblée a en outre ratifié la nomination comme nouvel administrateur de M. Georges Soléilhac.

Dans son rapport, le conseil indique que le chiffre d'affaires hors taxes, qui a été de 660.800 F en progression de 25 % sur celui de l'exercice précédent pour les mêmes activités.

Le marché des diverses divisions a été le suivant :

- La division transformation des métaux, qui couvre 50 % du chiffre d'affaires total, a connu une évolution satisfaisante (+ 25 %), malgré les répercussions de la crise pétrolière sur l'industrie automobile. Ses efforts pour réduire le part des travaux de sous-traitance au profit de fabrications propres, les systèmes d'approvisionnement selon la technique américaine ATTA, l'acquisition pour transports maritimes et terrestres ont permis de porter leurs parts.
- L'usine viticole d'Isay-les-Bains a été vendue en 1973 dégageant une importante valeur.
- La division acquisition, engagée dans les moyens de stockage industriel, a enregistré une progression de 43 %, mais se heurte à la deuxième semaine 1975 au redouté du marché commercial.
- Le dividende exceptionnel est égal à celui de l'exercice précédent, mais il est affecté à la réserve contre les risques de l'automobile au lieu de la réserve contre les risques de l'industrie automobile.

La division armement a eu un chiffre d'affaires en progression de 25 % et sa part dans l'actif global est passée de 12 à 17 %, la progression doit se poursuivre car les commandes sont abondantes devant assurer à cette division une activité croissante jusqu'en 1975.

La division armement a eu un chiffre d'affaires en progression de 25 % et sa part dans l'actif global est passée de 12 à 17 %, la progression doit se poursuivre car les commandes sont abondantes devant assurer à cette division une activité croissante jusqu'en 1975.

AUTOMOBILE

La gamme 3 BMW : économie et sécurité

Tout a changé, en presque. Ce qui frappe, tout d'abord, c'est la place du conducteur. Plutôt un cockpit d'avion léger. Le tableau de bord s'incurve sur la droite, vers le pilote. L'auto-radio, la climatisation, le cigare, le cendrier et le levier de vitesses sont équilibrés de l'habitacle. Le buste ne doit pas bouger. La nuit, les commandes s'illuminent. Pas de tonnerres dangereux. Un dilemme de seconde, c'est une vie préservée.

Rational, Fonctionnel, Esthétique. C'est BMW. Et ça fonctionne à l'ordinaire. En lançant sa nouvelle gamme, la série 3 (commercialisée en septembre), BMW abandonne ses 1602/2002. Elles étaient pourtant fameuses et représentatives, ces derniers mois encore, la moitié des ventes de la firme munichoise. Mais elles avaient dix ans et les progrès vont vite.

La gamme 3 — essentiellement la

316 (1 683 cm³, 9 CV fiscaux), et la 320 (1 977 cm³, 11 CV), la 318 n'étant pas livrée en France — est un succédané de la gamme 5. Mécanismes nouveaux. Mais il s'agit moins vite, les moteurs, identiques à ceux des 1502 et 2002, ont gagné de la puissance et de la souplesse, avant la lettre, aux normes antipollution. Leur couple est cependant moins favorable et la nervosité s'en ressent légèrement. Les fanalons de la reprise d'arrêt étendent la 320 l'an prochain. Pour la route, une d'une cabine de modifications et d'améliorations ont été apportées : il ne reste quasiment plus rien des précédentes « petites » BMW, hormis le nombre de portes (deux), la diamètre des roues et le bois de vitesses.

Un travail considérable a été effectué sur la suspension, qui devient presque douce, sur la direction, qui reste légère mais beaucoup moins sautillante, sur le ventilateur, désormais efficace, et sur l'amortissement des bruits de roulement. Les trains (disques à l'avant, tambours à l'arrière), ont été améliorés, de même que la sécurité passive, qui, c'est pourtant un crime, est un spectacle, fait le véritable objet du renouvellement de gamme.

La carrosserie est plus longue de 12 centimètres, plus large et moins haute. L'emplacement et l'écartement des roues ont été augmentés, l'assise est meilleure et la tenue de route, aux vitesses autorisées, reste un modèle du genre. Les nouvelles berlines collent mieux à la route que les précédentes, surtout sur sol mouillé. Tout serait parfait si le constructeur n'avait pas négligé les passagers arrière, qui ne bénéficient pas de l'allongement du véhicule et n'ont plus, désormais, la possibilité d'entrebaïllier leur vitra.

En se remettant en cause, BMW ne déteste pas son image de marque, loir de lé. Les 316 et 320 sont simplement plus « mûres », plus proches des « grosses » berlines de Munich. En perdant un peu de fougue — c'était un signe de jeunesse — elles ont acquis deux qualités essentielles : l'économie (10 litres d'essence ordinaire aux 100 kilomètres sur route) et la sécurité.

MICHEL BERNARD.

SYNDICATS

Avant le conseil des ministres du 30 juillet

M. CHIRAC COMMENCE SES CONSULTATIONS SOCIALES AVEC F.O.

Le premier ministre, qui sera entouré de M. Fourcade, ministre de l'économie et des finances, et de M. Durafour, ministre du travail, commencera à recevoir les organisations syndicales et professionnelles mercredi 16 juillet. Il s'entretiendra, à 15 heures, avec des représentants de Force Ouvrière.

Le jeudi 17, ce sera le tour du C.N.P.F. à 10 heures, de la C.G.C. à 11 heures et de la C.G.T. à 17 h. 30. Les P.M.E. seront reçues le 22 juillet à 10 heures et la C.F.T.C. à 15 h. 30. Enfin, la F.E.N. le sera le 24 à 9 h. 30, faisant ainsi partie, pour la première fois, d'une consultation réservée aux confédérations nationales interprofessionnelles. La C.F.D.T. sera entendue dans les prochains jours, mais rendez-vous n'est pas encore définitivement fixé.

Ces conversations avaient été prévues le mois dernier, mais la perspective des mesures économiques et sociales que prendra le conseil des ministres le 30 juillet.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

- UN ACCORD SINO-FRANCAIS sur le dépôt des marques de fabrication et de commerce a été signé mardi 15 juillet à Pékin, par M. Wu Wen-po, vice-ministre des affaires étrangères, et M. Arnaud, ambassadeur de France. — (A.F.P.)

Commerce extérieur

- RECTIFICATIF. — Dans l'article publié dans le Monde du 15 juillet sur le commerce extérieur entre la R.D.A. et la France, il fallait lire : en 1974, les importations françaises avaient augmenté de 25 %, (et non 47 %), alors que les exportations progressaient de 25 % (au lieu de 29 %).

Économies étrangères

- EN ITALIE, la production industrielle a diminué pour le huitième mois consécutif : en mai, la chute a été de 1,8 % par rapport à mai 1974, soit le taux le plus fort enregistré depuis janvier. Pour les cinq premiers mois de 1975, la production a baissé de 13,2 % par rapport à la même période de l'an dernier. — (A.F.P.)
- RECRIEUSE DU COMMERCE EXTERIEUR BRITANNIQUE EN JUIN. — Le déficit commercial a atteint 168 millions de livres contre 16 millions en mai (434 millions en juin 1974). Les exportations se sont élevées à 1 440 millions (1 586 millions en mai), en recul de 10,5 % et les importations à 1 608 millions (1 602 millions). Compte tenu de l'excédent des échanges et « visibles » — inchangé à 120 millions — la balance des paiements courants s'est soldée par un déficit de 49 millions au lieu d'un surplus de 104 millions de livres. Pour les trois derniers mois connus

(avril-mai-juin) le seul déficit commercial a totalisé 67 de 116 millions de livres (contre 219 millions pour les trois mois précédents (janvier-février-mars). — (A.F.P., Agel.)

- DESGONFLEMENT RECORD DES STOCKS AMERICAINS EN MAI qui ont diminué de près de 3 milliards de dollars après avoir baissé de 900 millions en février, 1,9 milliard en mars et 1,5 milliard en avril. Il faut remonter en 1960-1961 pour trouver une période de quatre mois consécutifs de dégonflement des stocks. Avec une valeur globale de 264,5 milliards de dollars, ceux-ci reviennent à leur plus bas niveau depuis septembre 1974 (258,0 milliards). — (A.F.P.)

Énergie

- LA CHINE POPULAIRE IMPORTÉ DU PÉTROLE. — Bien que le pétrole, le principal fournisseur de la Chine populaire importe du pétrole d'Irak, d'Algérie et d'Arabie saoudite, le vice-premier ministre chinois, Li Rui, a déclaré, dans une interview accordée au journal iranien Kayhan. — (A.F.P.)

Revenues

- UN NUMÉRO SPECIAL DE « DROIT SOCIAL » SUR LA SÉCURITÉ DE L'EMPLOI ET DU SALAIRE. — Après ses numéros spéciaux sur l'exclusion sociale et sur les problèmes actuels de la Sécurité sociale, la revue Droit social vient de publier un volumineux cahier sur la sécurité de l'emploi et du salaire. Dix-sept études y sont consacrées à des problèmes juridiques d'une brûlante actualité, parmi lesquelles celle de J.-P. Painssochet sur l'Agence nationale de l'emploi dont il était hier encore directeur général, celle de G. Barra sur l'accord interprofessionnel sur la sécurité de l'emploi, ainsi que des analyses de L. Bodin sur la raison pour laquelle l'accord sur la garantie du salaire en cas de licenciement économique s'applique à si peu de chômeurs. Mais c'est peut-être l'article très fouillé du professeur J.-P. Karagülo sur la mise à pied pour cause économique, sujet particulièrement complexe, qui retiendra la plus grande attention des chefs d'entreprise.

* Droit social, 1 rue Soufflot, numéro spécial 15 771, 40 F.

pour du personnel temporaire de langue étrangère appelez SOPRINCO 225.07.06.225.06.62

MONNAIES ET CHANGES

LA HAUSSE DU DOLLAR SE CONFIRME

La nouvelle et vive hausse du dollar, comparée lundi sur les marchés des changes, s'est confirmée mardi : la monnaie américaine valait, en fin de matinée, 4,175 F à Paris, contre 4,185 F vendredi soir, 2,43 DM à Francfort contre 2,44 DM lundi, et 2,375 FS à Zurich contre 2,385 FS. Malgré les irrégularités liées avec prime de bénéfice, le dollar consolide ainsi ses gains récents.

Le franc français reste stable, de même que la livre sterling.

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutsche marks	Francs suisses
48 heures	5	2 1/2	2 1/2
1 mois	6	3 1/2	3 1/2
3 mois	7 1/2	4 1/2	4 1/2
6 mois	7 3/4	4 5/8	4 5/8

RÉPUBLIQUE DU MALI

AVIS DE PRÉLECTION INTERNATIONALE ENTREPRISES BARRAGE DE SELINGUE SUR LE SANKARANI

Des appels d'offres seront lancés le 1^{er} octobre 1975 pour les travaux de génie civil et pour la fourniture et l'installation du matériel d'équipement du barrage hydroélectrique de Selingue, ainsi que pour la construction de la ligne de route d'accès et du périmètre hydroagréaire associé à l'aménagement. La Direction des Travaux publics de la Direction des Hydraulique et de l'Énergie du Mali.

Le site du barrage est situé à 150 km au sud-ouest de Bamako sur la rivière Sankarani.

L'aménagement comprend une digue en terre de 2.500 m, de 15 m de hauteur moyenne, un ouvrage aviateur de crues équipé de 6 vannes déversants de 13 x 3 m, et d'une vanna secteur de 14 x 11 m, une usine aviateur à groupes Kaplan de 11 MW unitaires.

Le réseau de transport associé à l'aménagement comporte 140 km de ligne 150 kV, une poste de départ à Selingue et un poste d'arrivée à Bamako.

La route d'accès au chantier de 55 km à exécuter sera bitumée.

Une première tranche d'un coût agricole de 1.500 ha fait partie de l'aménagement.

Répartition des lots

- Outils civils, barrage et central : brièvement 1.600.000 m³ béton
- Turbines
- Alternateurs
- Vannerie et manutention
- Équipement de la centrale et postes
- Ligne 150 kV.

FINANCEMENT

République Fédérale d'Allemagne, Arabie Saoudite, France, Canada, Italie, F.E.L., B.A.D.

PROCÉDURE A SUIVRE

Les entreprises intéressées doivent fournir dès que possible et au plus tard le 18 août 1975, à l'adresse suivante, les références normalement requises pour l'admission à l'exercice de la concurrence pour des travaux similaires, organisation, moyens et structures financières de l'entreprise.

DIRECTION DE L'HYDRAULIQUE ET DE L'ÉNERGIE
R.F. 66 - BAMAKO (Mali)

GROUPE FONCIERE

Compagnie d'assurances

RECTIFICATIF

Le solde créditeur du compte de profits et pertes de la Fondrière F.I.A.S. n'est pas de 1 283 200 F, comme il a été indiqué dans le communiqué publié le 9-7-1975, mais de 1 324 868 F, le solde de l'exercice 1974.

	31-03-75	30-06-75
SÉLECTION-RENDÉMENT		
Actif net (millions de francs)	224,48	227
Actives en circulation	1 785 543	1 893 047
Valeur nette par action	126,80	120
ÉLYSÉES-VALEURS		
Actif net (millions de francs)	162,52	162
Actives en circulation	1 112 322	1 084 050
Valeur nette par action	140,04	151
SÉLECTION-MONDIALE		
Actif net (millions de francs)	51,28	54
Actives en circulation	518 678	504 965
Valeur nette par action	69,87	100

IMI ISTITUTO MOBILIARE ITALIANO

ASSEMBLÉE DES PARTICIPANTS DU 30 JUIN 1975

Le 30 juin a eu lieu à Rome, sous la présidence de M. Giorgio Capponi, l'Assemblée des Participants au capital de l'Institut Mobiliare Italiano (IMI) pour l'approbation de bilan et du compte profits et pertes du quarante-troisième exercice.

Le Rapport de Conseil d'Administration — par M. Capponi — souligne, malgré les difficultés conjoncturelles qui ont caractérisé l'économie italienne en général et les marchés financiers en particulier, sa capacité à enregistrer pendant l'exercice un niveau élevé d'activité qui a confirmé les résultats exceptionnels obtenus au cours de l'exercice précédent.

On peut résumer l'activité comme suit : l'Institut a reçu de nouvelles demandes pour 3.240 milliards de lire (+ 19 % par rapport à l'exercice précédent) ; il a octroyé 1.636 milliards de lire et a stipulé des opérations de financement pour 1.531 milliards de lire ; et enregistre des opérations en cours au 31 mars 1975 pour 6.456 milliards de lire (+ 18 %).

Les opérations stipulées, dont 88 % financées par ses propres fonds, 4 % par des fonds à valeur sur les gestions passées pour compte de l'État et 8 % par des fonds de la C.E.C.A., se répartissent ainsi : financements pour investissements, 1.176 milliards de lire (+ 2 %); financements pour fournitures à l'étranger, 343 milliards de lire (+ 6 %); financements aux non-résidents, 7 milliards de lire (61 milliards enregistrés au cours de l'exercice précédent); crédits financiers aux pays étrangers, 4 milliards de lire (contre 1 milliard).

Les financements octroyés par l'Institut aux secteurs industriels ont permis la réalisation de programmes d'investissement pour plus de 1.300 milliards de lire, dont 62 % en Italie nationale et insulaire.

Au 31 mars 1975, les gestions pour le compte de l'État représentent 3,6 % et les financements pour le compte de la C.E.C.A. 3,7 % de la valeur totale.

La répartition des opérations en cours par grandes catégories d'intervention est la suivante : financements pour investissements, 5.243 milliards de lire (+ 18 %); financements à l'exportation, 1.044 milliards de lire (+ 27 %); crédits financiers aux pays étrangers, 53 milliards de lire (+ 11 %); financements aux non-résidents, 116 milliards de lire (+ 2 %).

Au cours de l'exercice qui vient de s'écouler on a accordé une importance particulière à l'activité de l'Institut dans le secteur du financement aux exportations italiennes.

Il faut noter que les efforts déployés par l'Institut pour soutenir

les exportations italiennes de biens d'équipement ont permis d'accroître l'activité d'approvisionnement, malgré des difficultés rencontrées jusqu'à la fin de 1974, et permis le placement, pendant l'exercice, d'obligations, pour 1.572 milliards de lire (contre 1.530 milliards pendant l'exercice précédent). La valeur totale des obligations en circulation, 31 mars 1975, se chiffrait à 5.102 milliards, avec une augmentation de 693 milliards, soit 16 %, par rapport au 31 mars 1974.

Au cours du quarante-troisième exercice, l'activité de l'IMI sur plan international a subi le contrecoup des incertitudes diverses ont dominé les marchés financiers et monétaires mondiaux. Dans ce contexte, l'Institut a orienté ses efforts vers une consolidation de rapports avec les institutions bancaires et financières de l'étranger, avec d'une modification de la situation italienne pour qu'elle favorise l'ouverture de nouvelles possibilités d'opérations.

Au cours de l'exercice, sept emprunts ont été contractés avec B.E.I. pour une contre-valeur de plus de 112 milliards de lire ; toutefois, avec les nouvelles opérations stipulées avec l'Eximbank, le total d'opérations effectuées de l'après-guerre à nos jours avec cette banque américaine a presque touché le milliard de dollars.

Parmi les participations de l'IMI, appelées le Crédit Maritime section autonome de l'IMI — qui a enregistré une croissance rapide de son activité, liée au retour avec lequel la Loi n° 26 du 2 février 1974 a été dotée d'un règlement d'ordre en vigueur.

La consolidation de cette inopérabilité pour le « Section » d'opérations a permis un fort accroissement de l'activité de l'IMI dans ce secteur spécifique, sous forme de financements ordinaires du crédit, en attendant le perfectionnement des procédures permettant l'octroi de crédits facilités.

Le Rapport expose ensuite les données de l'état patrimonial et compte profits et pertes de l'Institut d'où il ressort que les bénéfices après l'attribution des réserves autorisées par la loi ont été de 26.145 millions de lire de la part de l'Administration, a proposé d'attribuer 23.185 millions de lire à la réserve statutaire et 2.700 millions aux Participants (ce qui équivaut à un dividende de 9 % du capital versé, en reportant le solde à d'autres fonds de réserve et à nouveau.

Après lecture du Rapport des Commissaires aux Comptes, l'Assemblée des Participants a approuvé à l'unanimité les Rapports du Conseil d'Administration et des Commissaires aux Comptes, délibérant conformément aux propositions du Conseil.

TABLEAU RÉCAPITULATIF DU BILAN AU 31 MARS 1975

	(En Lire)		(En Lire)
ACTIF		PASSIF	
Participants, leur parts en espèces capital	70 990 000 000	Capital apporté	100 000 000 000
Intérêts passifs et autres charges sur les obligations	2 234 783 238 527	Réserves et fonds spéciaux	258 282 282 000
Titres en propre au titre et sur des services étrangers	498 796 473 718	Attributions de l'État visées à la Loi n° 184 du 23-3-1971	74 066 270 000
Prêts et financements en lire	5 975 199 588 770	Fonds d'amortissement amortissements et amortissement	3 019 283 700
Prêts et financements en devises étrangères	609 085 818 337	Fonds d'amortissement de financements en personnel	19 180 888 010
Avances et autres crédits en lire et en devises étrangères	422 222 822 327	Obligations en circulation en lire et en devises étrangères	5 117 585 000 000
Intérêts et autres charges sur les obligations	38 278 882 912	Amortissements de ses obligations	694 379 428 427
Comptes de régularisation de l'actif	182 485 208 637	Prêts et autres avances en lire et en devises étrangères	8 111 028 225 781
Écarts à assurer	194 158 841 898	Comptes de régularisation de passif	283 628 578 000
Dividendes	2 759 987 958	Engagements par notes	22 978 588 987
Droits de recours sur cartons	22 876 585 987	Bénéfices de l'exercice	26 144 989 028
	9 818 912 674 898		9 818 912 674 898
COMPTES D'ORDRE :		COMPTES D'ORDRE :	
Engagements, titres et effets en caisses et auprès de tiers	2 964 483 532 127	Engagements, titres et effets en propre et à des tiers	2 964 483 532 127
Garanties spéciales et fiduciaires	1 510 153 776 746	Garanties spéciales et fiduciaires	1 510 153 776 746
	14 120 193 382 809		14 120 193 382 809

COMPTE PROFITS ET PERTES AU 31 MARS 1975

	(En Lire)		(En Lire)
CHARGES		PRODUITS	
Frais généraux d'administration	19 535 357 802	Intérêts et bénéfices divers sur prêts, financements et avances	408 630 877 873
Intérêts passifs sur prêts et autres débiteurs	205 285 118 822	Intérêts sur comptes courants et autres crédits	250 382 388 824
Amortissements	642 225 538	Intérêts et autres bénéfices sur titres en propre	20 043 880 732
Partis et moins-values sur titres en propre	22 869 544 523	Bénéfices divers	22 879 148 864
Intérêts et autres charges sur obligations	40 238 882 912		
Frais des risques et associations des titres	35 218 121 305		
Dividendes	15 581 834 139		
	686 157 120 095		
Bénéfices de l'exercice	26 144 989 028		
	712 382 582 123		

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.

LES MARCHÉS FINANCIERS

EURODOLLARS

Forêt demandée
Noté du dollar sur le marché...

LONDRES

Reprise technique
Après la baisse de ces dernières...

NEW YORK

Légère reprise en fin de séance
Le semaine n'a pas trop mal...

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

REHON-POULIEN S.A. - Émission...

VOIES OPTIQUES

Base 1969 - 21 oct. 1974...

DE SOUSCRIPTION

LEURS (et parts) ...

Table of financial data with columns: VALEURS, Cours, Dernier cours, etc. Includes various stock and bond listings.

COURS DU DOLLAR A TOKYO

1 dollar (en yen) ...

MARCHÉ DE PARIS - 11 JUILLET - COMPTANT

Table of market data for Paris, 11 July, Comptant. Columns: VALEURS, Cours, Dernier cours.

MARCHÉ A TERME

Table of market data for Paris, 11 July, Marché à Terme. Columns: VALEURS, Cours, Dernier cours.

MARCHÉ A TERME

Table of market data for Paris, 11 July, Marché à Terme (continued).

MARCHÉ A TERME

Table of market data for Paris, 11 July, Marché à Terme (continued).

COTE DES CHANGES

Table of exchange rates (Cote des Changes).

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table of gold market data (Marché Libre de l'Or).

Le Monde

LES CÉRÉMONIES DU 14 JUILLET

APRÈS LE DÉFILÉ DE LA PORTE DE VINCENNES À LA NATION

M. Giscard d'Estaing : les troupes ont donné l'image d'une nation décidée à assurer elle-même sa défense et sa sécurité

M. Valéry Giscard d'Estaing a adressé à M. Yvon Bourges, ministre de la défense, ses félicitations pour la présentation et l'attitude des troupes lors du défilé du 14 juillet à Paris.

Cette présentation et cette attitude étaient dignes du passé militaire de la France et donnaient l'image d'une nation décidée à assurer elle-même sa défense et sa sécurité. Je vous demande de transmettre mes félicitations aux formations qui ont participé à ce défilé, écrit le chef de l'État.

Le président de la République a laissé entendre que le défilé militaire du 14 juillet 1975 pourrait avoir lieu au Champ de Mars, devant l'École militaire.

De l'étranger, de nombreux messages de félicitations ont été adressés à M. Valéry Giscard d'Estaing. En Israël, le premier ministre, M. Yitzhak Rabin, est venu présenter ses félicitations à l'ambassadeur de France, M. Jean Herly, qui offrait une grande réception en sa résidence. À Pékin, M. Chiao Kuan-hua, ministre des affaires étrangères, à Vientiane, le prince Souvanna Phouma, chef de gouvernement, ont assisté aux réceptions offertes par les ambassadeurs de France.

Un temps superbe (et un climat presque polymésien), dira M. Giscard d'Estaing à un à l'heure combattant des lies), un « élément de chaleur populaire » apporté, selon le vœu du chef de l'État, par un orchestre folklorique de Perpignan, un chœur d'uniformes militaires et de bouviers africains, enfin quelques bons mots du président (le vœu ne retiendrez que les meilleurs, l'espère), devait-il lancer à Jean-Marie, rédacteur en chef adjoint de l'Agence France Presse) : il n'en faut pas plus pour que la traditionnelle réception offerte à l'Élysée après le défilé du 14 juillet soit réussie.

« Un temps superbe (et un climat presque polymésien) », dira M. Giscard d'Estaing à un à l'heure combattant des lies), un « élément de chaleur populaire » apporté, selon le vœu du chef de l'État, par un orchestre folklorique de Perpignan, un chœur d'uniformes militaires et de bouviers africains, enfin quelques bons mots du président (le vœu ne retiendrez que les meilleurs, l'espère), devait-il lancer à Jean-Marie, rédacteur en chef adjoint de l'Agence France Presse) : il n'en faut pas plus pour que la traditionnelle réception offerte à l'Élysée après le défilé du 14 juillet soit réussie.

« Un temps superbe (et un climat presque polymésien) », dira M. Giscard d'Estaing à un à l'heure combattant des lies), un « élément de chaleur populaire » apporté, selon le vœu du chef de l'État, par un orchestre folklorique de Perpignan, un chœur d'uniformes militaires et de bouviers africains, enfin quelques bons mots du président (le vœu ne retiendrez que les meilleurs, l'espère), devait-il lancer à Jean-Marie, rédacteur en chef adjoint de l'Agence France Presse) : il n'en faut pas plus pour que la traditionnelle réception offerte à l'Élysée après le défilé du 14 juillet soit réussie.

« Un temps superbe (et un climat presque polymésien) », dira M. Giscard d'Estaing à un à l'heure combattant des lies), un « élément de chaleur populaire » apporté, selon le vœu du chef de l'État, par un orchestre folklorique de Perpignan, un chœur d'uniformes militaires et de bouviers africains, enfin quelques bons mots du président (le vœu ne retiendrez que les meilleurs, l'espère), devait-il lancer à Jean-Marie, rédacteur en chef adjoint de l'Agence France Presse) : il n'en faut pas plus pour que la traditionnelle réception offerte à l'Élysée après le défilé du 14 juillet soit réussie.

« Un temps superbe (et un climat presque polymésien) », dira M. Giscard d'Estaing à un à l'heure combattant des lies), un « élément de chaleur populaire » apporté, selon le vœu du chef de l'État, par un orchestre folklorique de Perpignan, un chœur d'uniformes militaires et de bouviers africains, enfin quelques bons mots du président (le vœu ne retiendrez que les meilleurs, l'espère), devait-il lancer à Jean-Marie, rédacteur en chef adjoint de l'Agence France Presse) : il n'en faut pas plus pour que la traditionnelle réception offerte à l'Élysée après le défilé du 14 juillet soit réussie.

« Un temps superbe (et un climat presque polymésien) », dira M. Giscard d'Estaing à un à l'heure combattant des lies), un « élément de chaleur populaire » apporté, selon le vœu du chef de l'État, par un orchestre folklorique de Perpignan, un chœur d'uniformes militaires et de bouviers africains, enfin quelques bons mots du président (le vœu ne retiendrez que les meilleurs, l'espère), devait-il lancer à Jean-Marie, rédacteur en chef adjoint de l'Agence France Presse) : il n'en faut pas plus pour que la traditionnelle réception offerte à l'Élysée après le défilé du 14 juillet soit réussie.

DES APPELÉS INVITÉS AU CONSEIL DE PARI

Champagne pour tout le monde...

« Voulez-vous faire l'interprète de la sympathie de la population parisienne pour les militaires qui défilent le 14 juillet », M. Bernard Lafay, président du conseil de Paris, avait invité lundi à déjeuner à l'Hôtel de Ville près d'un millier de soldats du contingent représentant toutes les unités. C'est donc « en ce lieu où sont nées les couleurs tricolores » que plusieurs centaines d'appelés, retour de la revue, ont défilé, en ordre dispersé, dans les salons aux lambris dorés et ont découvert, avec quelque stupéfaction, la magnificence de ces lieux où, « avant eux », dit M. Lafay, furent reçus les plus hautes personnalités.

La table avait été dressée dans l'immense salle Saint-Jean. Cette salle aux murs couverts de plaques commémorant les écritures des employés de la ville « morts pour la France » avait été transformée en réfectoire : devant les tables alignées, un bataillon de sapeurs, des volontaires, avaient pris place pour assurer le ravitaillement des troupes. Au menu : melon, contre-filet rôti, truite, saumon, fromage, tarte aux fraises, le quart de rouge, café et, cadeau républicain, champagne. Pour tout le monde, faut-il le préciser sans aller tout jusqu'à clamer comme ce jeune appelé basque du régiment de marche du Tchad de Montlhéry, que « lui, au

moins, quand il invite, s'efforce de faire plaisir à ses invités » a semblé que l'ensemble de soldats trouvait ce menu un peu décevant, ne sortant guère de l'ordinaire à part le champagne. Beaucoup auraient préféré, à leur place, un repas plus gastronomique, à la fois comme un millier de leurs camarades, ce 14 juillet, dans de familles parisiennes à partager « le pain et le sel ». Mais après tout, chacun en convenait volontiers, l'intention de donner un mieux que ce que l'on donne au milieu, les « invités », pour l'essentiel, n'est pas de leur offrir un repas gastronomique, mais de leur offrir un repas qui leur rappelle le pays, le pain et le sel. Mais après tout, chacun en convenait volontiers, l'intention de donner un mieux que ce que l'on donne au milieu, les « invités », pour l'essentiel, n'est pas de leur offrir un repas gastronomique, mais de leur offrir un repas qui leur rappelle le pays, le pain et le sel.

UN JOUR DANS LE MONDE

- 2. ASIE
- 3-4. EUROPE
- 5. AMÉRIQUES
- 6. PROCHE-ORIENT
- 7. AFRIQUE
- 8. DIPLOMATIE
- 9. DÉFENSE
- 10. ÉDUCATION
- 11. FAITS DIVERS
- 12. ARTS ET SPECTACLES
- 13. SCIENCES

LE MONDE DE LA MÉDECINE
Pages 11 et 12
— Protéger les non-fumeurs.
— Les soins dentaires : le prix de la négligence.
— Contrôle des naissances, avortement, natalité, un point de vue du professeur Méger.
— Livres.

13. SPORTS
17. LA VIE DES RÉGIONS
18. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS
19 À 20. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LIRE ÉGALEMENT
RADIO-TELEVISION (9)
Annonces classées (14 à 16) ; Carnet (10) ; « Journal officiel » (10) ; Mots croisés (10) ; Météorologie (10) ; Finances (21).

L'essor, la voiture est bien française. Europcar : 645.21.25.

Les 16, 17, 18, 19 juillet
(le 16 jusqu'à 23 h)

Francesco Smalto **solde** ses vestes en coton.

Francesco Smalto **solde** ses ensembles en lin.

Francesco Smalto **solde** ses pulls en fil.

Francesco Smalto **solde** ses chemises en voile.

Francesco Smalto **solde** ses costumes.

Francesco Smalto **ne solde pas n'importe quoi.**

smalto
44 rue François 1^{er}
5 Place Victor Hugo

« LA LETTRE DE LA NATION » : à quoi sert-il d'ériger M. Mitterrand en interlocuteur privilégié ?

Pierre Charpy estime dans la Lettre de la Nation, mardi 15 juillet, que « M. Valéry Giscard d'Estaing avait fait un « bidon » l'an dernier avec sa revue du 14 juillet, résolvant, certes, mais qu'il en revenant, cette année, à une formule plus traditionnelle il a fait un succès ». Il ajoute : « Le président de la République a moins bien réussi dans sa tentative de description de la vie politique. Les élus socialistes et communistes ont brûlé par leur absence dans ce rassemblement de la France autour de son armée. Valéry Giscard d'Estaing n'a vraiment pas été payé de son offre de dialogue à François Mitterrand. Il avait pourtant demandé, à La Rochelle, fait beaucoup — et à notre avis trop — pour répondre aux critiques de Mitterrand sur sa dernière allocution télévisée. A quoi sert-il, président de la République, d'ériger en interlocuteur privilégié un homme dont la stratégie est moins bien réussie que celle de son armée. Valéry Giscard d'Estaing n'a vraiment pas été payé de son offre de dialogue à François Mitterrand. Il avait pourtant demandé, à La Rochelle, fait beaucoup — et à notre avis trop — pour répondre aux critiques de Mitterrand sur sa dernière allocution télévisée. A quoi sert-il, président de la République, d'ériger en interlocuteur privilégié un homme dont la stratégie est moins bien réussie que celle de son armée.

« L'HUMANITÉ » : notre peuple n'a pas besoin de leçons d'ardeur.

Laurent Solmi commente dans l'Humanité du 15 juillet, sous le titre « M. Giscard et les grandes causes », le souhait du président de la République que la France rende un peu de sa dette de reconnaissance pour la « grande cause » de la liberté.

« Notre peuple, écrit-il, n'a pas besoin de leçons d'ardeur, mais plutôt d'un pouvoir qui exprime sa combativité, sa volonté de transformations, son élan vers une vie plus faite et plus libre. Si la lutte pour la liberté n'est que la trame de nos combats, c'est que toutes les transformations nécessaires au peuple, contre l'exploitation de plus en plus dans un mot, dans ce mot qu'il toutes les époques on a dit, en France, réapprennent (...).

du 4 au 19 juillet

SOLDES d'ÉTÉ

NICOLL
la tradition anglaise du vêtement

29 RUE TRONCHET PARIS 8^e

LATREILLE

soldes d'été

QUALITÉS IRREPROCHABLES
PRIX EXCEPTIONNELS

62, R. St ANDRÉ-des ARTS 6^e

LA VISITE DE M. FOURCADE AU MAROC

Rabat et Paris signent un accord sur la protection des nouveaux investissements français

De notre correspondant

Rabat. — M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'économie et des finances, doit signer à Rabat, ce mardi 15 juillet, avec son homologue marocain, M. Abdalkader Benslimane, dont il est l'invité, trois accords concernant respectivement l'aide financière française pour l'année 1975, la protection des nouveaux investissements et le « fonds de garantie automobile ». Deux mois après la visite de M. Giscard d'Estaing, le bref séjour de M. Fourcade, qui ne doit rester qu'une dizaine d'heures dans la capitale du Maroc, marque la solennité que l'on a tenu, de part et d'autre, à donner à ces accords.

« La visite est libre désormais pour le développement des échanges et des liens économiques entre le Maroc et la France », déclare-t-il, le 14 juillet, à ses compatriotes l'ambassadeur de France, M. Jean-Bernard Reimon, et le directeur de l'ambassade, M. Jean-Pierre Fourcade, à l'occasion d'un travail patient de dix-huit mois, qui a permis, aux deux pays de régler — fait sans précédent — l'indemnisation par le Maroc des terres reçues en 1973 aux agriculteurs français, en assurant cette indemnisation d'un « quitus fiscal » ; de mener à son terme, le 31 mai, « sans un seul incident », la reconquête d'un grand nombre d'activités (ce qui n'a pas exclu, par rapport à la lettre des textes initiaux, ces accomplissements auxquels les autorités marocaines ont consenti) ; enfin de porter, grâce à la volonté et à l'effort personnel du président de la République et de Sa Majesté le roi », de 100 000 à 200 000 dirhams (environ 275 000 F), les droits à transfert des Français quittant définitivement le Maroc après quinze années de résidence.

« La libéralisation de régime des transferts de capitaux », accord sur la protection des investissements, c'est un retour en profondeur à la confiance », a déclaré M. Jean-Bernard Reimon. Cette protection révisée désormais d'une convention qui assurera la garantie, dans les conditions habituellement retenues par les gouvernements d'État à l'égard des investissements français au Maroc. Cette convention est destinée à stimuler les investissements privés pour le développement du pays, à plusieurs reprises, les autorités marocaines ont déploré — qu'il soit national ou étranger — le faible niveau. Elle stipule que les litiges seront de la compétence du Centre international de règlement des différends en matière d'investissement (CIARD).

« La libéralisation de régime des transferts de capitaux », accord sur la protection des investissements, c'est un retour en profondeur à la confiance », a déclaré M. Jean-Bernard Reimon. Cette protection révisée désormais d'une convention qui assurera la garantie, dans les conditions habituellement retenues par les gouvernements d'État à l'égard des investissements français au Maroc. Cette convention est destinée à stimuler les investissements privés pour le développement du pays, à plusieurs reprises, les autorités marocaines ont déploré — qu'il soit national ou étranger — le faible niveau. Elle stipule que les litiges seront de la compétence du Centre international de règlement des différends en matière d'investissement (CIARD).

Une aide financière de 1 milliard de francs

L'accord sur le fonds de garantie automobile permettra le règlement des dommages qui pourraient résulter des accidents de responsabilité incombant à un automobiliste non assuré. Cet accord aura pour bénéficiaires les Français au Maroc et les Marocains en France, résidents ou de passage.

Enfin, l'aide financière concernera des prêts gouvernementaux (de l'ordre de deux cent cinquante millions de francs) auxquels s'ajouteront des crédits privés garantis par la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (COFACE). Elle vient s'ajouter aux dix cent trente millions de francs de crédits gouvernementaux, assurés également de crédits privés garantis, consentis le 24 janvier dernier au titre de l'exercice 1974.

« Par le jeu des « mixages » (crédits gouvernementaux et crédits privés), une somme supérieure à 1 milliard de francs aura été mise cette année, par la France, à la disposition du Maroc, ce qui privilégie nettement ce pays par rapport à l'ensemble des autres pays du tiers-monde. Cette somme concernera l'aide à la balance des paiements pour l'achat de projets de développement avec le concours d'entreprises françaises et l'achat de biens d'équipement français.

IPME
Établissement secondaire privé.

RÉSULTATS BAC 1974-1975

A = 78 %	reçu
B = 85 %	reçu
C = 79 %	reçu
D = 74 %	reçu

Secondes aux Terminales.

Accès à la
Paris, Saint-Denis, Versailles
Métro, Boulogne, Charente-Leclerc
S.A.G.F. : 101, Victor, Paris
Bis : 22, 23, 24, 72, PC
70, rue Charente-Leclerc
92118 Paris
Tél. : 285-45-34

TENNIS

Tennis-Club de Cloy-Soilly
(1/2 heure de Paris)
Sur National 3

Ouverture d'un cours de tennis ouvert et chauffé (sous tente plastique). Entre le 30-4 et le 15-11-1975. Exercices de places disponibles à toutes heures.

Rens. et inscription immédiats.
Tél. : 625-17-35 entre 8 et 20 h.

LES DIX-HUIT DÉTENU POLITIQUES FRANÇAIS LIBÉRÉS EN GUINÉE SONT ARRIVÉS À PARIS

Première conséquence de la normalisation des relations entre la France et la Guinée, tous dix-huit politiques français libérés lundi 14 juillet M. Sékou Touré, président de la République guinéenne, qui ramène à M. André Lewin, par le biais de M. Kurt Waldheim, secrétaire d'État à l'Intérieur, dix-huit politiques français libérés, enseignants français, tenus pour complaisants depuis la chute de M. Sékou Touré, sont arrivés à Paris, après une brève escale à Bruxelles, où attendait un avion spécial du gouvernement français.

Les journalistes très nombreux pour plusieurs années de détention, mais se sont montrés très discrets, car, à l'exception de M. Sékou Touré, ils ne restent pas en Guinée, mais se dirigent vers la capitale guinéenne, Conakry, où ils ont été libérés. M. Sékou Touré, président de la République guinéenne, qui ramène à M. André Lewin, par le biais de M. Kurt Waldheim, secrétaire d'État à l'Intérieur, dix-huit politiques français libérés, enseignants français, tenus pour complaisants depuis la chute de M. Sékou Touré, sont arrivés à Paris, après une brève escale à Bruxelles, où attendait un avion spécial du gouvernement français.

« Commentant lundi le communiqué commun franco-guinéen », M. Valéry Giscard d'Estaing a déclaré : « C'est avec une satisfaction que j'ai pris connaissance de la déclaration du président de la République de Guinée, M. Sékou Touré, qui a pris l'engagement de libérer les Français et la Guinée. Une page pénible est tournée. Les perspectives nouvelles de coopération entre les deux pays ont été ouvertes, et nous espérons que ces deux pays qui ont en commun beaucoup de souvenirs et de traditions, pourront à l'avenir coopérer, sans aucune exclusion, avec toutes les nations du tiers-monde et, en particulier, avec celles qui partagent notre langue ». Le président Sékou Touré a dit, en conclusion, le président de la République, « vous que la Guinée choisit pour ses retrouvailles cette du 14 juillet, non seulement parce que c'est la fête nationale française, mais parce que c'est la fête de la liberté dans le monde. Je la remercie de son attention et de son geste ».

A Conakry, le comité central de parti unique et le gouvernement se sont réunis, lundi soir, de reprise des relations diplomatiques franco-guinéennes, rendant également hommage aux efforts déployés à cette fin par M. Valéry Giscard d'Estaing et Kurt Waldheim.

Enfin, le Regroupement des Guinéens à l'étranger (R.G.E.) a ouvert un débat d'opposition à M. Sékou Touré à son retour à Conakry, le 14 juillet, affirmant notamment : « Nous savons que ces années complètes de nos années de parenthèse, Sékou Touré est incapable de conduire de façon adéquate et soutenue une véritable politique de coopération ».

A B C E F G H

Le numéro du « Monde » du 15 juillet 1975 a été tiré à 418 936 exemplaires.

